

PLENUMVERGADERING

van

DINSDAG 22 DECEMBER 2009

Namiddag

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MARDI 22 DÉCEMBRE 2009

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Patrick Dewael.
La séance est ouverte à 14.20 heures et présidée par M. Patrick Dewael.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de minister van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Joëlle Milquet, Guy Vanhengel.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.
Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Berichten van verhindering **Excusés**

Daniel Ducarme, Karine Lalieux, Luc Sevenhans, Flor Van Noppen, wegens gezondheidsredenen / pour raisons de santé;
Jean Marie Dedecker, Martine De Maght, wegens ambtsplicht / pour devoirs de mandat;
Marie-Martine Schyns, zwangerschapsverlof / congé de maternité;
Jean Cornil, buitenslands / à l'étranger.

Ontwerpen en voorstellen

Projets et propositions

- 01** Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (2299/1-24)
01 Projet de loi portant des dispositions diverses (2299/1-24)

Hervatting van de algemene bespreking **Reprise de la discussion générale**

De algemene bespreking is hervat.
La discussion générale est reprise.

01.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, chers collègues, je vous remercie d'être si nombreux pour cette reprise de séance, à l'image de la façon chaotique dont nous avons dû traiter, en toute urgence, divers projets de loi portant des dispositions diverses et lois-programmes. Nous l'avons dit en commission, ce n'était, certes pas, une manière correcte de travailler, démocratiquement acceptable pour conduire à des contenus irréprochables.

Je reviendrai, dans le volet Emploi de ce projet de loi portant des dispositions diverses, plus précisément sur trois matières: le Code pénal social, l'ouverture du CNT à des représentants du secteur non-marchand, l'amendement intervenu en dernière minute; amendement qui a obligé la commission à se réunir jeudi

dernier pendant la séance plénière pour plancher sur la prolongation des mesures de crise sans que nous n'ayons répondu aux conditions initialement indiquées pour ce faire, soit des avancées en matière d'harmonisation des statuts au bénéfice des ouvriers.

En ce qui concerne le Code pénal social, je ne referai pas la démonstration de mon collègue Bonte ni ne reprendrai le débat que nous avons eu ici-même - c'est bien que le ministre de la Justice fut présent le 3 décembre – ni même les débats que nous avons eus en commission des Affaires sociales. Il convient néanmoins d'acter ce qui est en jeu pour l'instant.

En effet, à l'article 87 de cette loi portant des dispositions diverses, on nous propose une mesure de bon sens, conforme à ce qui a toujours été réalisé en la matière, c'est-à-dire répartir le fruit des amendes liées à la lutte contre la fraude sociale, selon la clef suivante: 90 % au bénéfice de la sécurité sociale, 10 % au bénéfice du Trésor. C'est ce pour quoi nous plaitions au moment de l'analyse et du vote du Code pénal social. Cette disposition vaut pour un an, puisqu'un an plus tard, le Code pénal social entrera en vigueur. Voté par la majorité le 3 décembre dernier, il reprendra la main et déterminera l'affectation de ces recettes.

Jusqu'à présent et jusqu'à preuve du contraire, il dit que 100 % de ces recettes retournent au Trésor et qu'il doit y avoir négociation sur leur affectation.

En l'occurrence, la disposition est plutôt positive et sympathique, dans la droite ligne de ce qui a toujours été fait. Il faut parfois savoir réformer certaines choses et en conserver d'autres. Cette disposition est en tout cas contraire à celle votée, à la suite d'un amendement du Vld, assumé par l'ensemble de la majorité et malgré nos remarques, dans le cadre du Code pénal social.

Découvrant cette disposition intéressante, nous avons eu un débat en commission avec la ministre. Manifestement, nous tendons à un consensus. Je considère, madame la ministre, qu'il s'agit d'un engagement de l'ensemble de la majorité. Il serait peut-être intéressant que vous le confirmiez ici. Puisque le texte relatif au Code pénal social est évoqué par le Sénat, nous corrigerons la disposition et réinscrirons ce principe, à savoir affectation de 90 % des recettes à la sécurité sociale et de 10 % au Trésor. Puisque le présent texte vise uniquement les amendes administratives, j'insiste pour que le Sénat intègre également les amendes pénales dans cette affectation 90/10. Je ne manquerai pas d'en parler à mes collègues Écolo-Groen! qui se prononceront – je le pense – positivement.

Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer le 3 décembre 2009, c'est tout à fait logique étant donné que ces recettes provenant de la lutte contre la fraude au niveau social sont liées à des pertes pour la sécurité sociale. En outre, en cette période de crise, notre sécurité sociale a bien besoin de toutes ses ressources pour fonctionner le plus efficacement possible et, enfin, il y a un consensus historique en la matière.

J'ai plutôt envie d'être positif. Un amendement a été déposé par nos collègues du sp.a. et nous le soutiendrons. Le plus tôt et le plus simple sera effectivement le mieux! Cependant, si cela ne se fait qu'au niveau du Sénat, ce n'est pas trop grave. Nous reverrons alors ce texte ici dans le cadre de la procédure bicamérale et nous soutiendrons cette correction. Se tromper est une chose; persister dans l'erreur en est une autre! Manifestement, madame la ministre, votre volonté n'est pas de persister dans cette erreur. Pouvez-vous nous confirmer qu'il existe bien un accord de majorité?

01.02 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur Gilkinet, contrairement à ce que vous dites, il ne s'agissait pas d'une erreur mais de la volonté de tout le gouvernement. Ce projet est passé en Conseil des ministres, a été envoyé au Conseil d'État et a été confirmé en deuxième lecture au Conseil des ministres. La volonté du gouvernement est donc intacte et a toujours été très claire.

Suite à la discussion en commission d'un amendement qui ne venait pas du gouvernement, l'abrogation d'un article est intervenue; elle n'était pas prévue par le gouvernement et entraînera une petite modification technique, que j'ai déjà évoquée à deux reprises en commission et aujourd'hui encore. Je confirme donc ce que j'ai dit.

La volonté du gouvernement est claire et nette. Vous trouvez cela positif et vous considérez que c'est une mesure de bon sens. Contrairement à ce qui se passait avant – il fallait alors verser sur deux comptes différents – cette clé simplifie les choses et rétribue 90 % au niveau de la gestion globale de la sécurité sociale. C'est tout à fait positif.

Le petit amendement technique, lié à un débat de commission, sera apporté dans le cadre de la discussion sur le Code pénal social. Au plan juridique, il me semble qu'il est plus heureux de le faire en commission.

01.03 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw de minister, collega's, de eensgezindheid die u tentoonspreidt binnen de regering is bijna ontroerend. Als men de voorgeschiedenis van dit probleem kent, weet men dat het probleem ontstaan is vanuit een discussie in de schoot van de regering. Men wilde daar afstappen van hetgeen sinds jaar en dag gebruikelijk is, namelijk dat er 90 % van de administratieve geldboetes en 50 % van de penale geldboetes toegewezen wordt aan de RZS. Op een bepaald moment heeft men binnen de regering, vermoedelijk vanuit de blauwe hoek, een nieuwe verdeelsleutel bepleit, waarbij 50 % naar de RSZ gaat en 50 % naar de RSZ voor zelfstandigen.

Dat is een beetje de achtergrond. In het debat in de Commissie justitie had ik door dat u niet helemaal mee was. We hebben daar ook met de minster van Justitie lang over gediscussieerd. Die had zich effectief geëngageerd om terug te keren naar de orthodoxie. Nadat de opbrengsten door het amendement effectief toegevoerd werden aan de Schatkist, engageerde de minister van Justitie zich om vanuit die Schatkist, zoals gebruikelijk is, de terugstorting te doen naar de RSZ.

Ik heb een zeer precieze vraag voor de minister van Justitie: hoe moeten we nu uit dat legistieke probleem geraken? U gaat hier een artikel uit de wet goedkeuren, dat zegt dat die opbrengsten gebetonneerd worden en vervolgens rechtstreeks naar de RSZ doorgestuurd worden. In het ontwerp dat nu in de Senaat ligt, staat precies het tegenovergestelde, namelijk dat die opbrengsten toegewezen zullen worden aan de Schatkist. Er zijn collega's die stellen dat er geen probleem is. Ik denk dat er een probleem is. Mijnheer de minister, mijn vraag is hoe we dat nu het best oplossen?

De **voorzitter**: Collega's, ik merk op dat dit punt deze voormiddag ook reeds aan bod is gekomen. De regering heeft er toen op geantwoord.

01.04 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, hebt u het antwoord op die vraag gehoord?

01.05 Minister Stefaan De Clerck: Mijnheer de voorzitter, ik begrijp niet goed waarom we hier nu plots op dat debat terugkeren. De regeling is er. Ik had me geëngageerd om de bepaling die in het sociaal strafrecht voorzien was, daaruit te halen, omdat in een strafwet niet de budgettaire regeling moet getroffen worden van de opbrengsten van de boetes.

Toen werd beslist dat eruit te halen. De regering stelt de 90/10-regeling voor.

Die is er. De engagementen komen uit de sociale strafwet en zijn heel eenvoudig en heel duidelijk. Het probleem wordt nu opgelost met een amendement, met de voorliggende teksten. De engagementen van de regering zijn klaar en duidelijk.

01.06 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de minister van Justitie, volgens mij zijn de twee dynamieken niet goed op elkaar afgestemd. Wij keuren vandaag een tekst goed die ons wel aanstaat want ze laat ons terugkeren naar de normale situatie. Er zijn uitdrukkelijke bepalingen, administratieve boetes en de afspraak om 90 % naar de sociale zekerheid te laten vloeien.

Binnen een paar weken wordt er een andere wettekst goedgekeurd. Daarin zal worden bepaald dat alles naar de schatkist gaat en niets naar de sociale zekerheid.

Met andere woorden, uw boodschap voor de Senaat is de verwijdering van dat artikel. Zonder dat engagement heeft het geen nut om dit hier te stemmen.

01.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): On peut jouer sur les mots. On peut dire que ce n'est pas de la faute du gouvernement, mais de celle de la majorité. Pour ma part, je croyais que le gouvernement était composé des membres de la majorité. Je suis un garçon pragmatique et, ce qui m'importe, c'est qu'une solution intervienne dans ce dossier. Si vous n'avez pas envie que je dise que la majorité ou le gouvernement a commis une erreur, je ne le dirai pas.

Mais il faut un engagement clair. J'espère qu'au Sénat, les sénateurs de la majorité, qui seront soutenus par Écolo, corrigeront ce qui a été mal fait ici le 3 décembre, à savoir la désaffectation de ces recettes tant pour ce qui concerne le volet administratif, comme le texte qui nous est soumis ici le prévoit pour un an, que pour

ce qui concerne les recettes pénales. Ce serait un excellent signal.

Je vois que Mme la ministre et que le ministre de la Justice approuvent cette disposition. Le ministre du Budget n'y semble pas opposé. Je considère donc qu'il s'agit d'un engagement du gouvernement.

01.08 Joëlle Milquet, ministre: Il y a même un accord au sein du kern à ce sujet. Je vous confirme que cela a toujours été notre volonté.

01.09 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Cela doit concerner tant les amendes administratives que pénales; j'insiste sur ce point. Mes collègues du Sénat y seront attentifs. Cette question n'est pas tout à fait réglée, mais elle est en voie de l'être. Soyons donc positifs!

J'en arrive ainsi au deuxième élément sur lequel je voulais revenir, à savoir l'intégration des employeurs du secteur non marchand au sein du CNT (chapitre 6, articles 91 et 92). Il aurait été dommage de ne pas souligner l'avancée majeure que constitue l'intégration d'un représentant des employeurs du secteur non marchand au sein du CNT qui joue un rôle essentiel au niveau de la concertation sociale.

Il est clair que, dans notre société, l'emploi non marchand occupe une place toujours plus importante. Ainsi, par exemple, entre 1998 et 2005, la croissance de l'emploi dans le secteur non marchand avoisinait les 15 % alors que la croissance de l'emploi en général était de 9,2 %. Ce sont les chiffres du Centre de l'économie sociale. En outre, le secteur non marchand répond à des besoins sociaux nouveaux. C'est également un acteur économique à part entière qui se structure. Il était donc logique de formaliser un jour ou l'autre ce rôle essentiel dans le cadre d'une participation aux travaux du CNT. Un arrêté royal de 1995 prévoyait d'ailleurs que ce serait le cas dans les deux ans.

Il a fallu davantage que deux ans. On peut le regretter, mais on peut aussi se réjouir d'aboutir aujourd'hui.

Pour correspondre à la réalité du marché de l'emploi, cette disposition devra être évaluée et devra évoluer en fonction de la part relative de l'emploi non marchand dans le volume global de l'emploi en Belgique. Comme je le disais en commission, je regrette quelque peu que cette disposition symboliquement importante soit approuvée dans le cadre d'une loi "fourre-tout". Enfin, ce qui compte, c'est qu'elle soit!

Nous ne pourrions pas voter l'ensemble du texte. Notamment en matière de politique d'asile, nous ne pouvons pas marquer notre accord avec certaines dispositions; ma collègue Zoé Genot vous l'a expliqué en début de cette séance plénière. Néanmoins, nous soutenons sans réserve ce chapitre 6, en souhaitant qu'il soit bien évalué et aussi que la proportion évolue dans le futur.

Le troisième élément sur lequel je souhaitais revenir dans le cadre de cette discussion est la question de la prolongation des mesures de crise. Elle est advenue un peu en dernière minute, jeudi passé, sous la forme d'un amendement de la majorité à cause de l'absence d'accord au sein du CNT sur l'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés. On pourrait soutenir qu'à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. Le ralentissement économique entraîne un ralentissement des investissements et il vaut mieux éviter des licenciements qui pèseraient très lourdement sur la sécurité sociale et sur la capacité de notre économie à redémarrer.

Somme toute, il s'agit de mesures de partage du temps de travail qui sont bien intéressantes et qui montrent peut-être la voie vers d'autres formules plus structurelles en matière de partage de l'emploi.

Cependant, je m'en voudrais de ne pas citer ici l'exposé des motifs de la loi portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise, votée le 19 juin 2009: "Ces mesures peuvent, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, être prolongées jusqu'au 30 juin 2010 en fonction de l'évolution de la situation économique et d'avancées significatives dans le dossier de l'harmonisation des statuts ouvriers et employés, après avis des partenaires sociaux. Cette dernière condition est concrétisée par la possibilité pour le Roi de prolonger le régime après avis du Conseil national du Travail."

Dans l'esprit des représentants des travailleurs, il était clair qu'on ne prolongerait ces mesures de crise qu'à la condition d'engranger des avancées dans l'harmonisation des statuts.

Il n'y a pas eu d'accord au sein du CNT. Ce n'est pas un scoop: cela fait quinze ans que cela dure. Cependant, je regrette vivement que le gouvernement n'ait donné aucun signal aux partenaires sociaux

selon lequel il conditionnait lui-même cette mesure attendue par les employeurs à des avancées, même temporaires, pour les six mois telles les mesures proposées pour les ouvriers, pour la durée de la prolongation des mesures spéciales de crise, ou même de façon symbolique. Il y a dans la question de l'harmonisation des statuts des mesures plus lourdes et plus coûteuses et d'autres plus légères comme les jours de carence. On a manqué une occasion alors que les employeurs étaient demandeurs.

01.10 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur Gilkinet, je veux bien tout entendre mais vous n'alliez tout de même pas nous demander, en plus, de ne pas reconduire les mesures de crise souhaitées par tous, y compris les syndicats, comme on l'a vu à la table ronde pour Opel, parce que les partenaires sociaux ne sont pas arrivés à régler, en quelques jours, un problème vieux de 40 ans. Il aurait été irresponsable de ne pas le faire et vous seriez en train de nous reprocher à cette même tribune de ne pas avoir pris nos responsabilités.

Nous regrettons, c'est de leur compétence et il était bien clair dans la loi que c'était après avis du CNT mais pas du tout après un avis conforme. En effet, on attendait des avancées significatives; ils n'ont pas été capables de le faire et nous leur demandons de le faire dans les six prochains mois. De toute façon, des décisions devront être prises passé ce délai, comme je l'ai rappelé ce week-end. Il eût été irresponsable de la part d'un gouvernement de pénaliser les employés qui risquent de tomber dans le chômage structurel et les entreprises en difficulté parce les partenaires sociaux ne s'en sortent pas, tout comme il eût été très peu responsable de ne pas prévoir nous-mêmes très rapidement malgré la présence de cinq partis au gouvernement des mesures fortes de protection des ouvriers pendant la crise, même s'il ne s'agit pas encore de mesures structurelles.

On ne peut vraiment pas nous reprocher d'avoir été vite, fort et d'avoir pris nos responsabilités. Ce discours, il faudra l'adresser aux partenaires sociaux, pas au gouvernement.

01.11 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ce que j'essaie de souligner, c'est l'occasion manquée. Je pense notamment à cette rencontre des partenaires sociaux avec le premier ministre. Certains attendaient un signe fort. On était dans un bras de fer et le gouvernement a opté pour une stricte neutralité dans ce dossier en demandant aux partenaires sociaux de se débrouiller.

01.12 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur Gilkinet, je ne sais pas si vous avez lu le communiqué du gouvernement du jeudi, jour où Laurette Onkelinx et moi-même avons reçu une délégation. Le message à l'égard des partenaires sociaux était plus que clair, entre autres concernant des évolutions sur le dossier de l'harmonisation des statuts d'employé et d'ouvrier et sur la problématique des préavis, qui était explicitement citée. Si vous appelez cela de la neutralité, nous n'en avons pas la même définition!

01.13 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Madame la ministre, j'ai eu des échos des partenaires sociaux, notamment à propos de la rencontre du lundi avec le premier ministre. Peut-être avez-vous donné, avec Mme Onkelinx, un autre signal trois jours plus tard? Mais je pense que les jeux étaient déjà faits!

Permettez-moi d'avoir un avis différent du vôtre! J'estime que le gouvernement a eu tort de rester au balcon!

Dans le chef des représentants des travailleurs, la déception est grande de n'avoir pu obtenir d'avancée, ne serait-ce que temporairement, dans ce déséquilibre historique que constitue la moindre protection des ouvriers par rapport aux employés.

01.14 Catherine Fonck (cdH): Monsieur Gilkinet, je souhaiterais redire les choses d'une manière plus carrée et vous placer devant vos propres contradictions.

Sommes-nous pour l'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé? Oui, trois fois oui! Dans le même temps, je trouve qu'il aurait été cavalier de décider cela ici, dans le dos des partenaires sociaux.

Dans le rapport du CNT, les partenaires sociaux, qu'il s'agisse des syndicats ou du patronat, ont réaffirmé avec force qu'ils voulaient absolument poursuivre ces négociations en janvier. On ne peut donc à la fois reconnaître l'enjeu de la concertation sociale, la respecter et l'encourager et, en même temps, décider de l'harmonisation dans le dos des partenaires sociaux.

Si vous soutenez cette partie du texte, ce n'est pas pour rien. Vous ne pourrez d'ailleurs pas nier qu'il y a des avancées importantes concernant les ouvriers, notamment pour essayer de tendre vers un

rapprochement entre les statuts d'ouvrier et d'employé.

01.15 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mevrouw Fonck, wij hebben de voorbije weken veel kunnen discussiëren over het al of niet respecteren van het sociaal overleg. Ik ben een absoluut voorstander van een model dat zeer sterk door de sociale partners wordt gedragen. Ik wil wel nog eens wijzen op de selectiviteit die deze regering aan de dag legt met betrekking tot het respect voor de sociale partners.

De sociale partners dringen al jaren gezamenlijk aan, werkgevers en vakbonden schouder aan schouder, om iets aan de schijnzelfstandigen te doen. De regering weigert al jarenlang om een commissie, die de sociale partners dringend opgericht willen zien, daadwerkelijk op te richten. Ik zou nog een aantal voorbeelden kunnen geven van de selectiviteit in het al dan niet respecteren van de sociale partners.

Wat hier aan de orde is, is niet een stap voorwaarts, zoals u het noemt, in het kader van de discussie over de arbeiders en de bedienden. Dat is niet zo. Ik heb daarstraks ook aangegeven dat het hier gaat over een crisismaatregel waarbij een bepaalde groep van arbeiders, namelijk die uit de private sector, mochten die tussen nu en 1 juli worden ontslagen, een bonus krijgen van 1 666 euro. De andere arbeiders, mochten die ook in die periode worden ontslagen krijgen geen bonus van de regering.

Ik ken het mechanisme. Via politieke weg, noemt men dat hier in het Parlement, via de regering gaat men druk uitoefenen op het sociaal overleg om tot een akkoord te komen rond het eenheidsstatuut. Mijn pleidooi is dat ook de volksvertegenwoordiging verantwoordelijkheid draagt. Als men op alle banken van oordeel is, zoals ik al bij herhaling heb vastgesteld, dat men komaf moet maken met de discriminatie van mensen die met de handen werken, moet men hier de beslissing nemen.

Er komt een moment dat het uitstel dat de sociale partners keer op keer op hun eigen deadline geven, gênant wordt en waarbij wij als volksvertegenwoordigers geen uitleg meer kunnen geven hierbuiten. Ik stel vast wat ik vaststel. Ik houd mij in deze vast aan het engagement van de voorzitter van de commissie om hoe dan ook in het voorjaar van 2010 de wetsvoorstellen die ter zake zijn ingediend ook te behandelen en beslissingen ter zake te nemen.

01.16 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le président, ce n'est pas le sujet du débat actuel, mais la commission pour les faux indépendants est presque opérationnelle. On y reviendra certainement.

En ce qui concerne la décision relative à l'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés, peut-être reviendra-t-il aux politiques - le premier interlocuteur au niveau des partenaires sociaux étant tout d'abord le gouvernement -, de décider, à un moment donné, d'une sorte de date butoir, communiquée à l'ensemble des partenaires sociaux, une *deadline* qui devra être respectée. En tout cas, on ne peut en même temps plaider pour prendre des décisions à la hussarde, alors que les uns et les autres ont réaffirmé leur volonté de poursuivre.

Personnellement, je n'ai pas entendu de la part des représentants des travailleurs, leur volonté qu'une décision soit prise en la matière! Non! Lisez mieux l'avis du CNT sur le banc des organisations représentatives des travailleurs! D'ailleurs, celles-ci se sont exprimées à plusieurs reprises. Franchement, le respect de la concertation passe d'abord par le respect de ses acteurs. Cela ne signifie pas qu'à un moment donné, il ne faudra pas fixer une date butoir, car ce dossier est inscrit à l'ordre du jour des partenaires sociaux depuis de nombreuses années.

01.17 Camille Dieu (PS): Monsieur le président, lors de la législature précédente, MM. Bonte et Delizée et moi-même avons déposé trois propositions de loi, qui allaient dans le sens de l'amélioration du statut des ouvriers, sous la forme d'un rapprochement entre les statuts des ouvriers et des employés.

À la demande des partenaires sociaux, nous avons dû retirer ces propositions de loi de l'agenda. Cette fois-ci, il était évident, en raison de la situation de crise, que les organisations syndicales espéraient faire pression sur l'ensemble des partenaires - nous sommes quand même dans une tripartite -, pour poursuivre les mesures à l'égard des employés. Ils se disaient en faveur d'une poursuite des négociations, à condition qu'un pas soit accompli au niveau du rapprochement entre les statuts des ouvriers et des employés.

Mme Milquet a dit qu'il aurait été irresponsable de la part du gouvernement, malgré l'échec des discussions entre les partenaires sociaux, de ne pas prendre de mesures pour les six mois à venir. Je suis d'accord avec elle, on ne pouvait rester passif en la matière. Par conséquent, il fallait les prendre!

Mais la vérité se trouve souvent au milieu du chemin. Des dates butoir, madame Fonck, on en a déjà donné et cela n'a rien apporté! On l'a encore fait l'année dernière pour je ne sais plus quel sujet et c'est resté sans effet. Mais peut-être pourrions-nous commencer par une petite mesure, pour provoquer le débat, concernant par exemple le jour de carence.

Le jour de carence pour les ouvriers m'apparaît comme un "machin moyen-âgeux"; c'est Zola! Si, ensemble, nous prenions la décision de le supprimer, nous donnerions déjà un signal incitant les partenaires à poursuivre dans cette direction et à se mettre d'accord. C'est ce que je vous aurais dit tout à l'heure mais, comme le débat a lieu maintenant, je le dis maintenant!

Le **président**: Chers collègues, j'attire votre attention sur le fait que nous sommes toujours au premier point de l'agenda et que mon intention est d'aller au *finish*! Nous devons encore traiter quatre autres projets et discuter du budget. Madame Fonck, vous avez la parole.

01.18 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le président, je ne monterai pas à la tribune dans ce volet des Affaires sociales, ce qui nous fera probablement gagner un peu de temps.

Il me semble que Mme Milquet a donné une période de six mois aux partenaires sociaux pour finaliser ces avancées en matière d'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés. Madame la ministre, pouvez-vous me le confirmer?

On constate, y compris pour ce sujet très particulier, que, dans les concertations sociales, des accords peuvent être trouvés. Monsieur Gilkinet, du non-marchand, on n'en parle pas encore suffisamment. Vous avez raison! Nous savons pourtant combien c'est important! Regardons néanmoins l'exemple du secteur non marchand. Pour tout ce qui concerne les soins de santé, un accord a aujourd'hui été trouvé en vue d'accorder un préavis plus long pour les ouvriers, aligné sur celui des employés. Il faut donc continuer à soutenir ce modèle-là car il permet des avancées non seulement importantes mais également concrètes.

Le **président**: D'autres collègues souhaitent-ils encore intervenir?

01.19 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, même si cela me prive d'un peu de temps de parole, il me semble intéressant d'avoir ce débat. C'est une question fondamentale, une question d'égalité de droits entre les travailleurs en fonction de leur statut. Notre droit social comporte une inégalité sociale qui est pointée régulièrement et encore plus fréquemment en ces temps de crise.

Madame Fonck, je demandais non pas d'agir à la place des partenaires sociaux mais de montrer une volonté et une conditionnalité. Il fallait se mouiller, leur donner des échéances et leur faire sentir que ce qui figurait dans l'exposé des motifs de la loi du 19 juin 2009 n'était pas un vague souhait mais une réelle conditionnalité. Cela n'a malheureusement pas été fait. Les employeurs, qui bloquaient cette avancée pour des raisons que je ne juge pas, étaient partie demanderesse pour ce qui concerne la prolongation des mesures de crise. Nous aurions pu avancer, ne fût-ce que sur les aspects les moins coûteux et les moins problématiques de l'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés au bénéfice des ouvriers. Cela aurait été un signal vraiment important!

Mme Dieu et moi-même avons cité le jour de carence. C'est l'exemple le plus facile car *de facto* il a déjà été supprimé dans de nombreux cas mais, aujourd'hui encore, des travailleurs malades continuent à travailler à cause de ce jour de carence.

01.20 Camille Dieu (PS): Il y a des travailleurs qui prennent une semaine complète de congé pour être sûrs de l'avoir et cela coûte plus cher à la sécurité sociale.

01.21 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les deux cas de figure sont connus.

Madame Fonck, votre interprétation de l'avis du CNT est réductrice. Certes, vous citez la conclusion du CNT. Mais on sait que les partenaires sociaux sont responsables, dans la période politique troublée que nous connaissons; on le constate depuis 2007. Notre pays fonctionne sur la base de la concertation sociale.

Le CNT conclut son avis en disant qu'il faut continuer d'essayer de trouver une solution de façon volontariste. Mais un peu plus avant dans l'avis, il fait état d'un constat de non-accord et du point de vue

minoritaire des employeurs et des représentants des travailleurs selon lesquels, fort justement d'ailleurs, dans cette période de crise, les travailleurs sont les premières victimes et que, parmi ces derniers, ce sont les ouvriers, qui ne bénéficient pas de périodes de préavis très longues, qui sont les principales victimes, les premiers licenciés. Or, parfois, la différence entre le travail effectué par un ouvrier et un employé est vraiment très ténue. Donc, si l'on considère deux personnes qui travaillent quasiment côte à côte dans la même entreprise depuis un certain nombre d'années, on constate que l'une est protégée par son statut alors que l'autre est licenciée avec finalement peu de chance de pouvoir retrouver un travail. C'est cette inégalité flagrante qui a été mise en évidence, lors de plusieurs manifestations, par les partenaires sociaux et les représentants des travailleurs, ces derniers demandant au gouvernement de prendre des mesures sur lesquelles je reviendrai dans un instant. Mais la mesure la plus attendue est celle qui consiste à réparer cette inégalité importante au niveau des statuts d'ouvrier et d'employé.

Ce texte nous propose des mesures ponctuelles qui ne constituent pas des avancées vers une harmonisation du statut. Il est simplement prévu qu'il faut faire appel aux mesures de crise avant de licencier, ce qui engendrerait un climat difficile dans les entreprises. Cela a été souligné. Une "super" prime est également prévue – je ne sais pas comment il faut la qualifier – pour l'ouvrier licencié. Cette prime n'est pas à charge de l'employeur – si tel avait été le cas, cela aurait été un désincitant – mais à charge du budget, autrement dit de la collectivité, budget dont on ne sait s'il sera tenable, monsieur le ministre du Budget.

La réelle volonté des représentants des travailleurs n'est pas d'avoir des licenciements avec de meilleurs préavis, mais d'éviter des licenciements avec des mesures de protection plus fortes des travailleurs.

Ici, ces mesures prises pour six mois représentent mieux que rien, même si nous souhaitons le moins de préavis possible parmi les ouvriers et les employés, en l'occurrence les ouvriers, mais nous reprochons le fait de ne pas avoir joué le bras de fer, l'effet de levier pour obtenir ces avancées. Dès lors, ces avancées sont à charge du budget de l'État plutôt que de constituer un découragement aux licenciements.

En conclusion, malgré le fait que vous avez publié l'un ou l'autre communiqué sur le sujet, je regretterai que les dispositifs de formation continue des travailleurs en situation de chômage économique, au sens large, ne soient pas davantage renforcés. En effet, nous devons préparer ce qui va suivre; nous devons absolument investir dans ces secteurs de la formation afin de préparer demain. Il ne s'agit pas seulement de limiter les dégâts, mais surtout de réaliser de la prospective pour des lendemains meilleurs.

Le **président**: Si plus personne ne demande à intervenir, je laisse la parole au secrétaire d'État M. Delizée pour une réponse au nom du gouvernement.

01.22 Staatssecretaris **Jean-Marc Delizée**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik kom terug op de vragen van mevrouw Kitir over de gewaarborgde gezinsbijslag.

Il est exact que les articles 30 et 31 du projet de loi suppriment le paiement par différentiel dans le régime résiduaire des prestations familiales garanties.

En réalité, qui a droit à ces prestations familiales garanties? Tout d'abord, des personnes qui n'ouvrent pas de droit aux allocations familiales dans le régime salarié, ce qui regroupe les salariés et les fonctionnaires, ni dans le régime d'indépendant. Ensuite, des personnes qui ouvrent un droit dans un autre régime, inférieur aux allocations familiales les plus hautes, qui correspondent parfois au régime des indépendants.

Op 7 april jongstleden heeft het beheercomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers beslist voortaan de betaling bij verschil in het residuaire regime te schrappen. Het beheercomité vond dat het niet kan dat wie kinderbijslag geniet in het werknemersregime en daarnaast onder de bedragen van bestaansmiddelen van de gewaarborgde gezinsbijslag valt, een bijpassing tot de bedragen voor de zelfstandigen krijgt uit het residuaire regime, dat tevens gefinancierd wordt door de werknemers. Natuurlijk wensen we tevens een gelijkschakeling van de kinderbijslagen voor zelfstandigen en werknemers en een harmonisering van de toekenningregels. Collega Laruelle volgt het dossier van nabij.

Er waren daarnaast enkele vragen van collega Bonte. Ik heb drie hoofdpunten genoteerd. Collega Bonte stelt een vraag aan staatssecretaris Courard over de toegang van leefloners tot de nieuwe, vrijwillige legerdienst. U vraagt, mijnheer Bonte, waarom de regering daar niet in heeft voorzien. Leefloontrekkers zijn inderdaad niet in het ontwerp opgenomen om verschillende redenen. Er zijn eerst en vooral juridische

problemen bij de combinatie van vrijwillige inzet en het residuaire inkomen, dat het leefloon is, onder meer qua beschikbaarheid op de arbeidsmarkt. Er is vooral het probleem van de begeleiding van de leefloner, aangezien die niet op het grondgebied van het OCMW verblijft. Bovendien is er de kans op discriminatie ten opzichte van leefloners die niet op de bijkomende materiële steun die het leger verstrekt, kunnen rekenen. Dat is de reden waarom de federale adviescommissie voor maatschappelijk welzijn trouwens een negatief advies bij het voorstel had geformuleerd. De regering heeft dat advies dus gevolgd.

Daarna had collega Bonte een vraag over de uitvoeringsbesluiten betreffende de commissie Arbeidsrelaties, beter bekend onder de naam commissie Schijnzelfstandigen. Indien mogelijk wil ik collega Bonte geruststellen. De wet treedt in werking op 1 januari 2010 en de Koning heeft de volle bevoegdheid van uitvoering vanaf die datum. Ik kan u ook meedelen dat de twee KB's, de uitvoeringsbesluiten, reeds bij de Raad van State zijn voor advies. Het dossier is dus bijna voltooid.

Ten slotte was er een vraag over de verlenging van de verjaringstermijnen voor de socialezekerheidsaangifte bij RSZPPO. In 2005 was de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven verantwoordelijk voor de aangifte van de politiezones. Die aangifte is nog niet volledig in orde en daarom wordt de verjaringstermijn opnieuw verlengd met 7 jaar. Zo kunnen de pensioenrechten van de bijzonder rekenplichtigen en secretarissen van de politiezones ook correct vastgesteld worden. Voor alle duidelijkheid, de socialezekerheidsrechten werden correct betaald. Er zijn dus geen extra kosten voor het budget van de politiezones. Mevrouw Turtelboom hoeft bijgevolg geen richtlijnen te sturen.

01.23 Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de staatssecretaris, dan mag het nog het beheerscomité RKW zijn dat besliste de supplementen af te schaffen, voor ons blijft het onaanvaardbaar dat de gezinnen met een klein inkomen nogmaals de dupe zijn.

01.24 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik had een reeks vragen willen stellen aan mevrouw Milquet.

Ik dank de staatssecretaris voor zijn repliek. Toch nog iemand die antwoordt. Aangaande een element uit zijn antwoord wil ik te rade gaan bij de minister van Werk. Misschien kunnen we even wachten.

De **voorzitter**: De minister van Werk was daarjuist nog aanwezig.

(Minister Milquet betreedt het halfrond)

Mevrouw de minister, mag ik u vragen om te repliceren en ook om in het Halfrond te blijven wanneer uw deel in dit wetsontwerp aan bod komt.

01.25 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ...

De **voorzitter**: Mijnheer Bonte, eerst heeft mevrouw Milquet het woord. Dat was uw vraag toch? Tenzij u zelf de antwoorden op uw vragen wil geven.

Madame la ministre, plusieurs collègues me disent qu'ils vous ont posé des questions. M. Delizée a donné une réponse partielle et ils attendent un complément de votre part.

01.26 Joëlle Milquet, ministre: J'essaie de suivre vos recommandations, monsieur le président, pour gagner du temps et ne pas se répéter. J'applique une méthode consistant à répondre point par point aux rares interventions ayant porté sur les matières de l'emploi.

Je pense avoir rassuré au sujet de la clé 90/10 et du fameux article 87. Je me répète, au cas où certains ne l'auraient pas bien compris: je confirme la volonté constante du gouvernement d'aboutir à un amendement technique qui permettra à la mesure reprise dans l'article 87 d'être définitive et de ne pas pouvoir être remise en question à l'occasion d'une disposition abrogatoire qui se trouve en fin du projet de loi et relative au Code pénal social.

Pour le reste, j'ai expliqué la raison de la différence entre les ouvriers travaillant dans le secteur public et les autres. Il s'agit avant tout de mesures liées à la crise et c'est d'abord et surtout le secteur marchand qui souffre de la crise. Il n'y a pas de risque actuellement d'un plus grand nombre de licenciements dans le secteur public. De toute façon, nous pouvions seulement prendre les mesures que les partenaires sociaux

auraient dû prendre s'ils étaient parvenus à un accord. Nous restons donc dans le cadre de l'application des conventions collectives et de la loi de 1978.

Op de andere vragen heb ik al geantwoord. Ik bevestig dat ik totaal voorstander ben van het idee van de heer Bonte dat ondernemingen moeten antwoorden op sollicitaties. We zullen een belangrijk debat houden over deze materie in onze commissie tijdens de eerste weken van januari. Om dat debat voor te bereiden zal ik zo vlug mogelijk een advies van de NAR vragen. Zo zullen we een volledig dossier voorbereiden voor dat debat.

01.27 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil de minister bedanken voor haar constructief engagement in verband met de antwoordplicht tegenover werkzoekenden. Ik vind het jammer dat we dit nu niet kunnen doen omdat er nu ook een hele reeks andere steunmaatregelen worden genomen voor het bedrijfsleven. Het zou een goede zaak zijn geweest als we op hetzelfde moment een positief signaal hadden kunnen geven aan diegenen die soms met lood in de schoenen toch nog proberen sollicitatiebrieven te versturen. Maar goed, ik noteer dat we dit begin januari ten gronde bekijken en ook proberen om de sociale partners erbij te betrekken. Dat kan alleen een versterking zijn voor de technische uitwerking.

Ik heb nog twee kleine bedenkingen, mevrouw de minister, waarop ik graag uw reactie zou horen. Het heeft te maken met het antwoord dat ik net hoorde van uw collega Delizée. De eerste heeft betrekking op zijn mededeling dat er van de commissie Schijnzelfstandigen – zoals ze doorgaans genoemd wordt – koninklijke besluiten bij de Raad van State zouden liggen. Collega Delizée vergist zich echter inzake datgene wat wij hier straks gaan beslissen. Collega Delizée stelde dat die bepaling in werking treedt op 1 januari 2010. Ik nodig de leden uit om de betrokken artikelen erop na te lezen. U zult dan merken dat de bevoegdheidsdelegatie loopt tot 1 januari 2010. Met andere woorden, daarna zitten we weer in de situatie waarin staatssecretaris Devlies in het Parlement moet komen uitleggen dat hij het wel wil maar niet kan. Mevrouw de minister, als uw koninklijke besluiten al effectief bij de Raad van State liggen – ik zou er dan graag inzage van krijgen – wil ik u toch aansporen om ze voor 1 januari 2010 te publiceren. Anders wordt het weer niets.

Collega's, wat ik helemaal niet meer begrijp is het antwoord van de staatssecretaris op onze suggestie om ook leefloontrekkers toe te laten tot het statuut van de vrijwillige legerdienst. Het eerste argument dat de heer Delizée aanhaalt, is dat zulks een juridisch probleem stelt. Dat is echter precies wat wij hier in onze hoedanigheid van wetgever willen oplossen. Wij doen een voorstel om het juridisch probleem op te lossen. Het is evident dat de administraties thans aangeven dat zij voornoemde toegang niet kunnen geven, omdat de wetgeving ter zake niet in orde is. Wij vragen hier nu al weken de aanpassing van de wetgeving, zodat het juridische probleem van de baan is en betrokkenen effectief toegang kunnen krijgen.

Collega's, ik zou mij toch nog eens beraden over de opening die wij voor leefloontrekkers wensen te maken. De argumenten ter zake zijn gegeven.

Mevrouw de minister, één argument brengt mij opnieuw bij u. Immers, het tweede argument dat de staatssecretaris aanhaalt om mede te delen dat het niet lukt om de leefloontrekkers toegang te verlenen tot het statuut van de vrijwillige gemeenschapsdienst, is dat zij daardoor niet langer beschikbaar zijn voor de arbeidsmarkt. Nochtans bepaalt de leefloonwet dat een leefloontrekker beschikbaar moet blijven voor de arbeidsmarkt.

Het derde argument van de staatssecretaris is dat de leefloontrekkers eventueel buiten de gemeentegrenzen zullen worden tewerkgesteld.

Mevrouw de minister, dat zijn precies de opmerkingen die ik in de commissie voor de Landsverdediging heb gemaakt, namelijk dat het volgens de huidige wetgeving niet evident is om werkzoekenden zomaar in het leger te laten bijverdienen, zonder dat u de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt regelt en zonder dat u regelt dat betrokkenen eventueel in het buitenland kunnen verblijven. Wij hebben ter zake, ook in de commissie voor de Sociale Zaken trouwens, een hele discussie gehad over het soort statuut dat de betrokkenen uiteindelijk zullen krijgen.

Blijven de leefloontrekkers waarvoor wij pleiten, maar tot nader order enkel de jonge werkzoekenden, werkloos zoals alle andere werklozen en kunnen zij dus van vandaag op morgen door de RVA of de VDAB worden opgeroepen? Riskeren zij sancties, indien zij met minister De Crem meegaan in het kader van een missie naar een of ander zuiders oord? Riskeren zij een sanctie van de RVA? Hoe zit het met het feit dat zij

eventueel voor beroepsopleidingen kunnen worden opgeroepen?

Mevrouw de minister, de vraag die ik blijf herhalen, is de volgende. Is er een aanpassing van het koninklijk besluit inzake werkloosheid op komst? Zo ja, wanneer komt het? Wat is de inhoud ervan?

Minister De Crem heeft hier vorige week immers nog verklaard dat betrokkenen per 1 januari kunnen beginnen en dat achthonderdtachtig vrijwilligers aan zijn deur staan te kloppen. Volgens mij is er op dat vlak niets geregeld. Ik word echter graag door u tegengesproken.

De **voorzitter**: Als er geen leden meer willen interveniëren, dan geef ik het woord aan de regering.

01.28 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer de voorzitter, er werden twee verschillende vragen gesteld.

De eerste ging over de publicatie van het koninklijk besluit. Natuurlijk zal de regering alles doen om het koninklijk besluit snel te publiceren. Mijnheer Bonte, uw redenering over de huidige wetgeving is juist.

De tweede vraag ging over de activering van werkzoekenden voor vrijwillige legerdienst. Tot nu toe zijn daarover geen echte onderhandelingen geweest in de regering. Het gaat om een intentie van de minister van Landsverdediging en het is een goed idee, maar er moeten nog werkgroepen worden samengesteld en nieuwe ontwerpen van koninklijk besluit worden uitgewerkt om de nodige aanpassingen te regelen. Tot nu toe waren er nog geen echte werkgroepen en werd ter zake nog geen vooruitgang geboekt, maar daarvan zal werk worden gemaakt tijdens de eerste weken van januari.

01.29 **Hans Bonte** (sp.a): Ik hoop dat iedereen wakker is. Nadat wij de wet hebben goedgekeurd en nadat minister De Crem precies het omgekeerde heeft gezegd, hoor ik nu van de minister van Werk dat er nog geen echte werkgroepen zijn om zich te buigen over de beschikbaarheid, de werkloosheid, en alle andere aspecten van deze aangelegenheid. Dat zal voor januari zijn.

Kortom, mijnheer de voorzitter, mijn vrees is waarheid geworden. Men jaagt hier een wet door het Parlement. Minister De Crem zegt heel wat. Begin januari zou men starten met achthonderdtachtig werklozen aan de slag te laten gaan, maar volgens de minister van Werk heeft de regering daarover eigenlijk nog niet overlegd en zullen de werkgroepen die daarvoor nodig zijn in januari worden opgericht. Dat is nu de manier van werken!

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)
Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

De algemene bespreking is gesloten.
La discussion générale est close.

Bespreking van de artikelen **Discussion des articles**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissies aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2299/22)**
Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par les commissions sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2299/22)**

Het wetsontwerp telt 194 artikelen.
Le projet de loi compte 194 articles.

* * * * *

Amendements déposés:
Ingediende amendementen:

Art. 28
• 16 - Meyrame Kitir cs (2299/24)
Art. 29
• 17 - Meyrame Kitir cs (2299/24)
Art. 43/1-4 (n)

- 18 - Hans Bonte cs (2299/24)
- Art. 83/1 (n)
- 20 - Hans Bonte cs (2299/24)
- Art. 87
- 19 - Hans Bonte cs (2299/24)
- Art. 130/1-48 (n)
- 8 - Guy D'haeseleer cs (2299/20)
- Art. 153
- 15 - Martine De Maght cs (2299/23)
- Art. 165
- 3 - Sarah Smeyers (2299/13)
- 4 - Koen Bultinck cs (2299/13)
- Art. 181/1 (n)
- 7 - Jan Mortelmans cs (2299/20)
- Art. 182
- 6 - Jan Mortelmans cs (2299/20)
- 14 - Paul Vanhie (2299/20)
- Art. 192
- 1 - Ben Weyts cs (2299/13)
- 2 - Ben Weyts cs (2299/13)
- * * * * *

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.
 La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

* * * * *

Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Conclusion de la discussion des articles:

Réservé: le vote sur les amendements et les articles 28 - 29, 87, 153, 165, 182, 192.

Aangehouden: de stemming over de amendementen en de artikelen 28 - 29, 87, 153, 165, 182, 192.

Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1 - 27, 30 - 86, 88 - 152, 154 - 164, 166 - 181, 183 - 191, 193 - 194.

Adoptés article par article: les articles 1 - 27, 30 - 86, 88 - 152, 154 - 164, 166 - 181, 183 - 191, 193 - 194.

* * * * *

02 Wetsontwerp tot gelijkstelling van de graad van master in de rechten, master in het notariaat en master in het sociaal recht met respectievelijk een licentiaat of doctor in de rechten, een licentiaat in het notariaat en een licentiaat in het sociaal recht wat betreft de diplomavereisten voor juridische beroepen in wetten en reglementen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet (2107/6-8)

- Wetsontwerp tot gelijkstelling van de graad van master in de rechten, master in het notariaat en master in het sociaal recht met respectievelijk een licentiaat of doctor in de rechten, een licentiaat in het notariaat en een licentiaat in het sociaal recht wat betreft de diplomavereisten voor juridische beroepen in wetten en reglementen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet (2108/6-8)

02 **Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution (2107/6-8)**

- Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution (2108/6-8)

Wetsontwerpen opnieuw geamendeerd door de Senaat
 Projets de loi réamendés par le Sénat

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

02.01 Mia De Schamphelaere, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, wij hebben de tekst zoals overgezonden door de Senaat aangenomen en het amendement van collega Landuyt spijtig genoeg moeten verwerpen, omdat wij ons konden aansluiten bij de wijsheid van de Senaat omtrent de gelijkstelling in het Gerechtelijk Wetboek van de diplomavereiste master die wordt gelijkgesteld met licentiaat of doctor, zodat ook in ons Gerechtelijk Wetboek de nieuwe onderwijshervorming is opgenomen.

Bespreking van de artikelen **Discussion des articles**

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2107. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2107/6)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2107. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2107/6)**

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.
Le projet de loi compte 5 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2108. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2108/6)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2108. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2108/6)**

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.
Le projet de loi compte 5 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

03 Wetsontwerp tot aanpassing van verschillende wetten die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, aan de benaming "Grondwettelijk Hof" (1112/1-11)

- Wetsontwerp tot aanpassing van verschillende wetten die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, aan de benaming "Grondwettelijk Hof" (1113/1-10)

- Ontwerp van bijzondere wet tot aanpassing van verschillende bepalingen aan de benaming "Grondwettelijk Hof" (1114/1-10)

- Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof om het woord "Arbitragehof" te vervangen door de woorden "Grondwettelijk Hof" (1727/1-2)

03 Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle" (1112/1-11)

- Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle" (1113/1-10)

- Projet de loi spéciale visant à adapter diverses dispositions à la dénomination "Cour

constitutionnelle" (1114/1-10)

- Proposition de loi spéciale remplaçant les mots "Cour d'arbitrage" par les mots "Cour constitutionnelle" dans la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage (1727/1-2)

Wetsontwerpen overgezonden door de Senaat
Projets de loi transmis par le Sénat

Voorstel ingediend door:
Proposition déposée par:
Ben Weyts

Deze wetsontwerpen en het voorstel werden terug naar de commissie gestuurd op 29 oktober 2009 en 19 november 2009.

Ces projets de loi et proposition ont été renvoyés en commission les 29 octobre 2009 et 19 novembre 2009.

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze drie wetsontwerpen en het voorstel van bijzondere wet te wijden. (*Instemming*)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces trois projets de loi et à la proposition de loi spéciale. (*Assentiment*)

Algemene bespreking
Discussion générale

De algemene bespreking is geopend.
La discussion générale est ouverte.

Ik geef het woord aan de heer Renaat Landuyt voor zijn aanvullend verslag.

03.01 **Renaat Landuyt**, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, ik meen dat het aanvullend verslag een goede weergave geeft van de werkzaamheden in de commissie, wat mij toelaat het niet volledig voor te lezen, maar toch de grote lijnen ervan aan te halen.

Wat is er aan de hand? De heer Patrick Dewael, voorzitter van de Kamer, heeft op 19 november 2009 het wetsontwerp houdende bepalingen van artikel 77 — en niet artikel 67 zoals bij de aankondiging werd gezegd — teruggestuurd naar de commissie, omdat artikel 77 een limitatieve lijst bevat van wetgeving welke via het klassieke tweekamerstelsel behandeld moet worden.

Welnu, in de huidige tekst en ook in de toenmalige tekst op 19 november 2009, werd vastgesteld dat tegen het advies van de Raad van State in, drie wetten worden behandeld volgens de procedure in artikel 77, terwijl zij eigenlijk moeten worden behandeld volgens artikel 78. Met name gaat het om de wet op het parlementair onderzoek, de wet houdende onverenigbaarheden van ministers, leden en gewezen leden van de Kamer, en de wet ter oprichting van een parlementair comité inzake wetsevaluatie. Die drie wetten zult u niet terugvinden in de lijst van het artikel 77 van de Grondwet.

Vandaar dat dit punt op mijn vraag toch even besproken werd in de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen. Dat is, zoals u weet, de commissie die instaat voor de veranderingen aan en de bescherming van de Grondwet.

In die commissie werd de stelling ingenomen door de meerderheid, verwoord door collega Schiltz, dat het strikt juridisch juist is dat artikel 77 hier niet zou mogen worden toegepast, maar dat men toch een pragmatische houding wenst aan te nemen om de volgende redenen.

Ten eerste, de Raad van State heeft zelf niet altijd die opmerking gemaakt in het verleden, en de Raad van State is zelf, volgens een bepaalde interpretatie, ook al ruim gegaan in de interpretatie van artikel 77, met name daar waar het de Comités P aangaat.

Ten tweede werd ook verwezen naar de weliswaar niet bindende jurisprudentie van de parlementaire overlegcommissie. Er werd duidelijk gemaakt dat wij hier artikel 77 van de Grondwet niet naleven omwille van het bezweren van conflicten tussen Kamer en Senaat, met name reeds sedert de jaren 1995-2000.

Met andere woorden, er was een duidelijke meerderheid om een pragmatische houding aan te nemen en in die zin de Grondwet niet na te leven.

De verslaggever zelf en de heer Weyts van de N-VA wezen erop dat er geen enkel argument bestaat om de Grondwet niet na te leven. Op dat vlak begrepen wij de redenering van de meerderheid niet. De voorzitter bezegelde het debat door te verwijzen naar het feit dat in de Senaat de wetsontwerpen eenparig werden goedgekeurd.

Na deze discussie zijn wij overgegaan tot de stemming, waaruit bleek dat de meerderheid de teksten opnieuw goedkeurde.

De **voorzitter**: Vraagt iemand het woord in de algemene bespreking?

Het woord is aan de heer Landuyt in zijn hoedanigheid van kamerlid.

03.02 Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, zoals u uit het verslag kon opmaken, is het de bedoeling om in verschillende wetteksten de term 'Arbitragehof' te vervangen door 'Grondwettelijk Hof'. Ik denk dat het zeer goed is om daarin volledig te zijn. Zo tonen we aan dat we een land zijn met een Grondwettelijk Hof, een land dat het belangrijk vindt dat er een waakhond is voor de Grondwet.

Ik denk dat de debatten rond deze tekst en specifiek de debatten rond het naleven van artikel 77 van de Grondwet, de illustratie vormen van het belang van een Grondwettelijk Hof. Het is een beetje spijtig of cynisch, maar juist met de invoering van de term 'Grondwettelijk Hof', illustreren wij de nood aan een waakhond voor de Grondwet. De meerderheid en de gehele Senaat hebben immers zelfs het lef om flagrant de Grondwet niet na te leven bij het installeren en invoeren van een Grondwettelijk Hof. Dit moet België zijn. Laat me nogmaals onderstrepen dat wij hier in dit huis niet bekwaam zijn om uit eigen beweging de Grondwet na te leven. Het doet mij denken aan de rechterlijke macht die niet bekwaam is om via interne controle haar eigen gedrag te bewaken. Vandaag bewijzen wij dat wij als wetgevende macht niet in staat zijn om ons eigen gedrag te bewaken ten opzichte van de Grondwet. Nogmaals, ik hoop dat de leden van het Grondwettelijk Hof...

03.03 Herman De Croo (Open Vld): De Verenigde Staten van Amerika kennen de praktijk van een Grondwettelijk Hof. De wetgever aldaar kan vergeleken worden met de onze en het Grondwettelijk Hof kan er een aantal belangrijke wetten verbreken, wat veel frequenter dan bij ons is gebeurd. Daar heeft geen deminutio capitis van het Parlement plaatsgevonden. Ik begrijp de redenering dus niet.

03.04 Renaat Landuyt (sp.a): Ik zal mijn redenering herhalen.

Mijn excuses, het is mijn eigen schuld. Ik was niet duidelijk genoeg.

Wat we hier doen, mijnheer De Croo, is in een paar wetten de term 'Arbitragehof' vervangen door 'Grondwettelijk Hof'. U weet dat de Grondwet bepaalt dat de meeste wetgeving wordt geregeld via artikel 78 waarin staat dat de Senaat effectief een soort reflectiekamer is die de tekst naar zich toe trekt als daarvoor een specifieke reden bestaat. In slechts een beperkt aantal gevallen, opgesomd in artikel 77 van de grondwet, volgen wij nog het klassieke tweekamerstelsel.

In de voorliggende teksten worden er drie wetteksten door het artikel 77 veranderd, maar ze staan niet bij de toepassing van artikel 77! Met andere woorden, we gaan flagrant in tegen de letter van de Grondwet als we de naam Grondwettelijk Hof in de wetteksten invoeren. Vandaar mijn redenering, dit moet wel België zijn. We voeren op ongrondwettelijke wijze het Grondwettelijk Hof in. Dat is mijn punt. Dat is mijn pijn.

De positieve vertaling van dat alles is dat er echt nood is aan een Grondwettelijk Hof met zo'n Parlement. Waarom overtreden wij de Grondwet open en bloot? Omdat we niet graag discussiëren en ruzie maken met de Senaat waar persoonlijkheden zetelen waarvoor wij wijken. Welnu, een Grondwet is net de garantie, of zou dat toch moeten zijn, dat wij, ondanks sterke persoonlijkheden, ondanks andere meerderheden in de toekomst, onze Grondwet blijven garanderen. Wat we hier à la légère doen zou ieder democraat in het diepst van zijn democratisch hart moeten raken.

Er bestaat een tendens dat wij mensen verwijten die onze democratie niet zo genegen zijn. Die mensen zullen later verwijzen naar de installatie van het Grondwettelijk Hof met de argumentatie van mijnheer

Schiltz, in naam van de meerderheid. "Om pragmatische redenen zullen wij de Grondwet overtreden." Dat staat nu in de parlementaire stukken geschreven. Iedereen die verwijst naar de gevaarlijke jaren, toen de democratie op democratisch wijze werd onderuitgehaald, zou dit rapport moeten herlezen. Iedereen die in deze is betrokken, heeft geen argument meer om te wijzen op onze democratie en het naleven van onze regels.

Met bijzondere spijt zeg ik dit, met de voorzitter in mijn rug. Uw Kamer op deze manier ondergeschikt stellen aan de Senaat is een zaak, maar de letter van de Grondwet op deze manier negeren is een ander. Het kan maar op een positieve manier worden geïnterpreteerd. Het wordt tijd dat er een Grondwettelijk Hof komt, want dit Parlement is niet in staat om zijn eigen Grondwet te beschermen. Dit is betreurenswaardig.

03.05 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, collega's, mijnheer Landuyt, u blijft volharden in de boosheid. U hebt hier op vorige vergaderingen en in de commissie dezelfde argumenten bovengehaald. Ik heb mij dan de moeite getroost om u en de andere collega's van meerderheid en oppositie omstandig het discours uiteen te zetten met alle juridische en praktische argumenten die er zijn om de procedure van het bikameraal stelsel te hanteren. Ik zal die kort nog eens herhalen.

Collega Landuyt gaat een beetje te snel voorbij aan het feit dat we in België niet alleen een zeer groot belang aan de Grondwet hechten, maar ook aan de overlegpraktijk met als doeleinde een clash tussen de kamers te vermijden, die nota bene onze beide legislatieve organen zou verlammen. Om dat te vermijden bestaat het overlegcomité. Het overlegcomité heeft sinds jaren een soort rechtspraak ontwikkeld waarbij, indien een wetgeving wordt voorgelegd aan een kamer waarbij ook de andere kamer geraakt wordt, omdat het over haar organisatie gaat, over het statuut van de senatoren, over het parlementair onderzoek, waarbij de Senaat ook betrokken is, automatisch de bikamerale procedure gehanteerd zou worden.

Mijnheer Landuyt, dat is een praktijk die u hier en in de regering of waar dan ook als lid van de meerderheid jarenlang hebt gehanteerd. Kom mij dus nu niet van op het spreekgestoelte de les spellen dat ik hier bezig ben de grondwettelijke beginselen en de Grondwet zelf als een vodge papier te behandelen, want dat is niet zo. De minimis non curat praetor: over pietluttige zaken oordeelt de rechter niet en ik wens daar verder geen woorden aan vuil te maken. Het verslag van de commissie is zeer duidelijk: het biedt u niet alleen praktische, maar ook juridische gronden aan waarom wij vandaag zonder problemen, zonder gewetensbezwaren het Grondwettelijk Hof kunnen bevestigen, dat al bestaat en dat ons in de toekomst zal kunnen behoeden voor wat voor flagrante delicten dan ook.

03.06 Mia De Schamphelaere (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil alleen maar meedelen dat wij op dezelfde manier zullen stemmen als professor Grondwettelijk Recht Johan Vande Lanotte heeft gedaan.

03.07 Renaat Landuyt (sp.a): Iedereen is verantwoordelijk voor de eigen argumenten. Mijn enige punt is hier dat men wel heel licht omgaat met de naleving van de letter van de Grondwet. Die lichtheid is hallucinant en een democratie onwaardig. U mist een historisch moment: bij de installatie van het Grondwettelijk Hof overtreedt men de Grondwet met een bewuste reden. Er is geen enkele praktijk die sterker mag zijn dan de Grondwet. Ik herhaal het, voor de geschiedenis: er is geen enkele persoonlijkheid, hij weze professor waar dan ook, voldoende om de Grondwet te negeren. Het begint met het kleine en ik ben er niet zeker van, mijnheer Schiltz, dat het Grondwettelijk Hof het een kleine fout zal vinden.

03.08 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Dan zal ik u repliceren, mijnheer Landuyt, voor de geschiedenis, dat ik veel meer belang hecht aan de inhoud van de Grondwet dan aan de letter. Het is veel belangrijker om de ratio legis van de Grondwet te respecteren, dan wel de zuivere letter, die in deze niets, maar dan ook niets, inhoudelijks om het lijf heeft.

De **voorzitter**: Collega's, omdat de heer Landuyt ook in zijn verslag even vermeld heeft dat ik het debat in de commissie zou hebben bezegeld met de verwijzing naar de eenparigheid met dewelke de Senaat de tekst heeft goedgekeurd, laat ik het volgende opmerken. Dat is voor mij niet het belangrijkste argument. De heer Vande Lanotte is voor mij niet het belangrijkste argument. De heer Delpérée is voor mij niet het belangrijkste argument. De heer Vandenberghe is voor mij niet het belangrijkste argument. Er is de vertaling geweest van een uitstekende argumentatie, die collega Schiltz heeft gebracht. Ik denk inderdaad, verwijzend naar de jurisprudentie van ons parlementair overlegcomité, dat wij effectief goede redenen hebben om nu een punt te zetten achter de discussie, die wij volledig uitgeput hebben, én in commissie én in plenaire vergadering.

Vraagt nog iemand het woord? (Nee)

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

De algemene bespreking is gesloten.
La discussion générale est close.

Bespreking van de artikelen
Discussion des articles

Wij vatten de bespreking aan van de artikelen van het wetsontwerp nr. 1112. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(1112/10)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 1112. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(1112/10)**

Het wetsontwerp telt 28 artikelen.
Le projet de loi compte 28 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

De artikelen 1 tot 28 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 28 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Wij vatten de bespreking aan van de artikelen van het wetsontwerp nr. 1113. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(1113/9)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 1113. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(1113/9)**

Het wetsontwerp telt 14 artikelen.
Le projet de loi compte 14 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

De artikelen 1 tot 14 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 14 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Wij vatten de bespreking aan van de artikelen van het ontwerp van bijzondere wet nr. 1114. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(1114/9)**
Nous passons à la discussion des articles du projet de loi spéciale n° 1114. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(1114/9)**

Het ontwerp van bijzondere wet telt 52 artikelen.
Le projet de loi spéciale compte 52 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.
Aucun amendement n'a été déposé.

De artikelen 1 tot 52 worden artikel per artikel aangenomen.
Les articles 1 à 52 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

04 **Wetsontwerp ter ondersteuning van de werkgelegenheid (2307/1-7)**

04 **Projet de loi en vue de soutenir l'emploi (2307/1-7)**

Algemene bespreking **Discussion générale**

De algemene bespreking is geopend.
La discussion générale est ouverte.

04.01 **Valérie De Bue**, rapporteur: Monsieur le président, chers collègues, ce projet de loi vise toute une série de mesures de soutien à l'emploi pour répondre à la crise économique.

Le rapport écrit reflète fidèlement les propos tenus en commission. Je m'y réfère donc. Le projet de loi a été approuvé par onze voix contre deux abstentions.

De **voorzitter**: Ingeschreven zijn de heer Vercamer, mevrouw De Bue en de heer Gilkinet, mevrouw Smeyers en de heer Bonte. Dan geef ik eerst het woord aan de heer Vercamer.

Voorzitter: Mia De Schamphelaere, ondervoorzitter.
Présidente: Mia De Schamphelaere, vice-présidente.

04.02 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, de CD&V-fractie staat ten volle achter de maatregelen van de regering om de werkgelegenheid te ondersteunen. De reeds genomen crisismaatregelen inzake de verhoging van de uitkering bij tijdelijke werkloosheid voor arbeiders zorgen voor het op peil houden van de koopkracht.

De invoering van een aantal maatregelen ter voorkoming van ontslagen heeft ook resultaat. De crisisarbeidsduurvermindering, crisistijdscrediet en de beperkte economische werkloosheid voor bedienden, zorgen ervoor dat de werkloosheid in ons land minder snel is gestegen dan in de rest van Europa. Dat is een goede zaak.

Er wordt ook meer ingezet op outplacement bij ontslag met de uitbreiding van het toepassingsgebied van de tewerkstellingscellen naar alle –45-jarigen en de tijdelijke arbeidskrachten en de uitzendkrachten.

Ook de herstructureringskaart is een goed instrument om ontslagen werknemers meer kansen te geven op hertewerkstelling omdat daaraan een lastenverlaging is aangekoppeld.

Naast de voorkoming van ontslagen is deze regering ook bekommerd om de ontslagen werknemers zelf, vooral om de minst beschermde arbeiders.

De verlenging van de anticrisismaatregelen was gekoppeld aan de vooruitgang in de discussie over het statuut van arbeiders en bedienden. Daarom heeft deze regering tegelijkertijd met de beslissing om de anticrisismaatregelen te verlengen, beslist om ook een verbetering aan te brengen aan het statuut van de minst beschermde arbeiders met een crisispremie van 1 666 euro boven op de opzeggingsvergoeding voor die arbeiders die geen recht hebben op een loondoorbetaling gedurende drie of zes maanden omdat hun bedrijf niet is erkend als een onderneming in herstructurering of een onderneming in moeilijkheden. Het is dus voor die arbeiders die worden ontslagen in een individueel geval of bij een faillissement dat de premie er komt. Dat zijn de minst beschermde arbeiders. Het is een goede zaak dat de regering deze maatregelen neemt.

04.03 **Hans Bonte** (sp.a): Mijnheer Vercamer, misschien hebt u het debat van daarstraks gemist. Ik vind het inderdaad een zeer goede maatregel ter bescherming van zwakke arbeiders, want het gaat over de arbeiders op de arbeidsmarkt, maar ik heb daarstraks wel proberen aan te geven dat het niet correct is om die maatregel in verband te brengen met de verbetering van het statuut van arbeiders. Dan maakt u abstractie van de tienduizenden arbeiders die in die maatregel naast de boot vallen. Ik heb net als u in de kranten moeten lezen dat de regering heeft beslist om in de komende zes maanden alle arbeiders die ontslagen worden, toegang te geven tot die premie. De waarheid is dat het alleen gaat over de arbeiders die in de concurrentiële sector werken, die technisch bekeken onder de cao-wet vallen. Alle andere arbeiders, waarvan er ook duizenden aan de kant worden gezet, kunnen er naar fluiten.

Kortom, ik denk dat het een goede maatregel is, een stap voorwaarts ter bescherming van de arbeiders. De

regering doet het een beetje uit gêne omdat onze arbeiders zo slecht beschermd zijn op dit moment. Dat is een goede zaak, maar laten we wel eerlijk blijven. Het heeft niets te maken met een betere bescherming van het statuut van de arbeider en het heeft zeker tot gevolg dat men een nieuwe discriminatie invoert tussen de arbeiders die er wel recht op hebben en de arbeiders die er geen recht op hebben.

04.04 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer Bonte, we zijn het er in elk geval over eens dat het een goede maatregel is, omdat in deze crisis diegenen die het zwaarst getroffen worden en het minst beschermd zijn, een bijkomende ondersteuning krijgen bij ontslag. Ik vind dat een goede maatregel.

Tegelijkertijd is het een signaal aan de sociale partners, die er niet zijn uitgeraakt. Zij hebben de vaste wil om tot een vergelijk te komen over het statuut arbeiders-bedienden. We beschouwen dit als een signaal aan de sociale partners om daarvan verder werk te maken.

De werkgevers kunnen vermijden dat ze een derde van de premie moeten betalen door in de eerste plaats de anticrisismaatregelen uit te putten. Het is een goede zaak dat de regering die cascade heeft opgebouwd. Men moet eerst proberen anticrisismaatregelen te nemen en pas daarna kan men tot ontslagen overgaan.

De reacties over de kostprijs zijn vaak zeer sterk overroepen. Zeker in het perspectief van de andere steunmaatregelen ter waarde van 300 tot 400 miljoen, die de ondernemingen in deze crisisperiode krijgen, is de kostprijs van die anticrisispremie eigenlijk bijna te verwaarlozen.

Al de maatregelen zijn tijdelijk, tot juni 2010. Voor de toenadering tussen de statuten van arbeiders en bedienden is een structurele oplossing nodig. Het is aan de sociale partners om daarover in de komende maanden een definitief vergelijk te vinden. Onze fractie roept de sociale partners dan ook op om van het statuut arbeiders-bedienden een absolute prioriteit te maken vanaf 1 januari 2010 en om tegen juni 2010 met resultaten naar dit Parlement te komen.

Naast de crisispremie voor arbeiders is er ook voor bedienden een verbetering, zijnde minimaal 5 euro supplement per dag bij schorsing van de arbeidsovereenkomst, en de gelijkstelling met voltijdse tewerkstelling voor alle verminderingen of schorsingen van de arbeidsovereenkomst ten gevolge van de crisismaatregelen. Het is ook de verantwoordelijkheid van de sociale partners om de cao 77bis met betrekking tot tijdskrediet te wijzigen. Wij rekenen er in elk geval op dat de sociale partners die cao zullen aanpassen zodat dit effectief kan doorgaan.

04.05 Koen Bultinck (VB): Mevrouw de voorzitter, collega Vercamer, als u mij toestaat, wil ik dezelfde opmerking maken die ik vorige week gemaakt heb tegen uw goede collega, de heer Gouty. Ik heb immers de indruk dat u intervenieert over het verkeerde ontwerp. Het hele dossier van de crisispremie is een regeringsamendement op het ontwerp houdende diverse bepalingen, en niet op een ontwerp ter ondersteuning van de werkgelegenheid. Eigenlijk had u uw betoog moeten houden bij de bespreking van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen.

Mevrouw de voorzitter, ik kan eerlijk gezegd niet meer volgen wat de orde van de werkzaamheden betreft. Ik merk dat de regering ook niet meer weet over welk ontwerp zij op welk moment moet interveniëren. Het zou goed zijn mocht men zich focussen en telkens het juiste betoog houdt omtrent het juiste ontwerp.

Blijkbaar is mijn fractie de enige die dezer dagen de orde van de werkzaamheden nog een beetje volgt en tracht to the point te zijn.

04.06 Stefaan Vercamer (CD&V): Collega, wij hebben daarnet met collega Fonck overlegd over onze interventies. In plaats van twee keer te interveniëren hebben wij beslist onze betogen te groeperen rond één element van de bespreking inzake Sociale Zaken. Wij hebben ervoor gekozen dat rond dit ontwerp te doen. Vandaar deze uiteenzetting, mijnheer Bultinck, anders moest ik hier twee keer het woord voeren.

Ik zal mijn betoog stilaan afronden, collega's.

Deze regering heeft ook extra kansen gegeven aan de zwakste groepen op de arbeidsmarkt om ze naar werk te leiden. Zij maakte hiervoor een deal met de Vlaamse regering over de activeringspremie voor jongeren, langdurig werklozen en ouderen.

Tot slot wil ik ook de belangrijke maatregel voor de non-profitsector beklemtonen. De sociale Maribel wordt

uitgebreid tot de publieke sector. Er komt ook een verhoging van de vrijstelling van de doorstorting van de bedrijfsvoorheffing, van 0,25 % naar 1 %. Onze fractie vindt dit een zeer belangrijke maatregel. Wij weten immers uit ervaring dat een lastenverlaging in de non-profitsector bijna automatisch leidt tot meer tewerkstelling.

Ook in deze sector is er een verbetering van het statuut van de arbeiders, waarbij de ontslagbescherming op hetzelfde niveau wordt gebracht als dat van bedienden, voor zover men voldoet aan de anciënniteitsvereisten.

Mevrouw de voorzitter, collega's, deze regering heeft op gepaste wijze gereageerd op de economische crisis. Zij heeft de juiste maatregelen genomen ter voorkoming van ontslagen en ter ondersteuning van de bedrijven. De tijdelijke maatregelen worden terecht verlengd. Het hiermee gepaard gaande signaal van de crisispremie voor arbeiders moet een oproep zijn aan de sociale partners om tegen juni 2010 eindelijk tot een vergelijk te komen over het statuut van arbeiders en bedienden.

04.07 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw de voorzitter, collega's, in tegenstelling tot de vorige spreker, zijn wij van mening dat alle ontwerpen die ertoe strekken om te pogen de oplopende werkloosheid tegen te gaan, de moeite waard om het woord te nemen.

Ik was in elk geval een beetje verbaasd toen ik collega Vercamer hoorde zeggen dat men zich had geconcentreerd op één punt, met name het bieden van een gepast antwoord op de crisis. In het verslag vinden wij dat niet terug. Collega Vercamer, uw betoog in de commissie was even kort en begon ongeveer op dezelfde manier. U begon met te zeggen dat het allemaal goed is, al voegde u er meteen het woord "maar" aan toe. Ik heb het geteld, en u sprak negen keer het woord "maar" uit. Het was misschien omwille van tijdswinst dat u de woorden "maar" nu liet vallen. Op sommige punten in welk verband u in de commissie het woord "maar" gebruikte, kom ik toch even terug.

Ik weet immers dat alle beslissing waarvan sprake u niet meteen na aan het hart liggen. Ik denk bijvoorbeeld aan de onthaalhouders, in welk verband u het woordje "maar" gebruikte. Ik denk ook aan de problemen van de studentenjobs. Er is niemand in dit halfroond, ook niet in de regering, die nu weet hoe het vakantiewerk voor studenten zal worden geregeld. Mijnheer Verherstraeten, dat zou allemaal duidelijk gecommuniceerd worden aan de studenten, aan de vakbonden en aan de werkgevers per 1 januari 2010. Dat zou voor Nieuwjaar rond zijn. Iedereen zou ervan op de hoogte zijn, maar vandaag weet niemand hoe de vork in de steel zit. De heer Vercamer had de verdienste daarover minister Milquet en minister Onkelinx te ondervragen. Het antwoord was dat men daar nog mee bezig is en dat men het nog niet weet. In dat verband gebruikte u het woordje "maar", mijnheer Vercamer, en u nam het negen keer in de mond.

In het voorliggend wetsontwerp staan inderdaad een aantal goede zaken die wij met veel plezier mee ondersteunen, maar een aantal evidente zaken staan er niet in.

De eerste zin van collega De Clercq — dat is natuurlijk het nadeel als men met verslagen moet werken zoals dat vandaag het geval is — was dat deze wet en de maatregelen rond werkgelegenheid ambitie missen. Mijnheer De Clercq, ik denk dat u gelijk hebt. Ik heb ook genoteerd waarover u het allemaal had. Daarmee zullen wij echter niet veel opschieten. Als ik hoor dat het allemaal goed en wel is, dat het allemaal mooi is, dan wil ik mij concentreren op een aantal punten waarvan ik vermoed dat ze de komende weken en maanden hier nog zullen terugkomen.

In elk geval wil ik dan toch even terugkomen op dat activeringsverhaal, het verhaal dat begon in de commissie. Het was een goede maatregel. Alle meerderheidspartijen tegen oppositie zeiden dat dergelijke steunmaatregelen schitterend waren en dat wij dit nodig hadden. Toen de oppositie erop wees dat er misschien wel een probleempje op Vlaams vlak zat, was het antwoord van de minister ontkennend, ze had overleg gehad met Vlaanderen, ze had een akkoord met Vlaanderen en met Wallonië en Brussel. Ze had tot 3 keer toe de heer Muyters gezien, alles is koek en ei. Tot de commissie stemt wat ze stemt en dan dreigt Vlaanderen met een belangenconflict. Dan is die goede maatregel plotseling zo goed niet meer, ook niet voor CD&V, ook niet voor Open Vld, ook niet meer voor de oppositie, want daarvoor was hij al niet goed. Die maatregel wordt dus bijgestuurd.

Ik wil toch nog eens de opmerking maken dat de maatregel 2 zware problemen in zich draagt. Eerste zwaar probleem is het budget, maar daar spreken wij straks uitvoerig over. Blijkbaar heeft deze regering echt een nieuwe goudader gevonden die toelaat om alle aanwervingen te subsidiëren met 1 100 euro of het nu

jongeren of ouderen betreft. Het kan dus niet op. Als wij opmerkingen maken op basis van berekeningen die trouwens ook door de heer Muyters werden gemaakt, en ook door de Vlaamse administratie wat Vlaanderen zelf betreft, merken wij dat de maatregel geen 2 keer, geen 3 keer, geen 4 keer maar 10 keer onderraamd is. Het is 10 keer duurder dan in het budget staat.

U kent onze kritiek ten aanzien van de begroting of u zal dat straks horen. Men kan oordelen dat men te weinig doet, te weinig bekommerd is, te weinig reserves aanlegt voor de vergrijzing, namelijk nul. Dat lijkt mij inderdaad weinig: nul euro in het Zilverfonds. Dat lijkt mij een beetje mager voor de nabije toekomst. Maar wat u hier doet, is uw sociale zekerheid leeg melken. U subsidieert en masse jobs die sowieso gingen komen. U subsidieert substitutie om het in vaktermen te zeggen. U subsidieert de gewone aanwervingen die sowieso doorgaan ook als het crisis is. Dit subsidieert men allemaal. Kortom, uw activering wordt onbetaalbaar voor de sociale zekerheid. Dan zullen wij wellicht weer naar kiescampagnes moeten voor de volgende regering over hoe belangrijk de vergrijzing is en betere uitkeringen en welvaartsvast maken van de pensioenen en pensioenrechten gaan garanderen enzovoort. Maar op dit moment neemt u beslissingen die de Sociale Zekerheid doen leeglopen.

Collega's, een tweede probleem. Ik hoorde de vorige spreker graag zeggen dat dit een maatregel is ter bescherming van de zwaksten op de arbeidsmarkt. Mijnheer Vercamer, ten gevolge van uw activeringsbeleid neemt u een ongelooflijke kans weg voor mensen met een laag diploma. Mensen een laag diploma raken tien keer moeilijker aan het werk dan mensen met een diploma secundair onderwijs. Niet ik zeg dat, de statistieken tonen het. Dat geldt in Vlaanderen, zeker in Brussel en ook in Wallonië. Wat doet men? Men subsidieert beide groepen met 100 euro verschil. Mijnheer Vercamer, ik denk dat in deze crisistijd geen werkgever zal aarzelen als hij een gediplomeerde kan hebben in plaats van een niet-gediplomeerde voor 100 euro verschil. Ik vrees dat we met deze activeringsmaatregel een verloren generatie zullen maken, namelijk de generatie die zich vandaag met een diploma lager secundair onderwijs op de arbeidsmarkt begeeft, in crisistijd. Voor hen is het sowieso moeilijk maar nu komen ze in concurrentie met de steunmaatregel voor mensen die een secundair diploma hebben. Dat is een opmerking die Vlaanderen terecht gemaakt heeft maar die om een of andere reden niet in het compromis is weerhouden. We moeten dit hier straks goedkeuren maar ik meen dat dit jongeren met een zwakke opleiding definitief in de werkloosheid dreigt te duwen.

Een ander element betreft ook een van de "maren" van Open Vld. Het heeft te maken met opleiding en vorming. Dat was allemaal goed maar het vormingsfonds binnen de RVA strookte toch niet met de visie van beide heren en naar ik vermoed beide partijen. Collega's, het is evident dat in crisistijd de federale en regionale overheden elkaar zoeken en vinden om elkaar te versterken, ook in die zin dat men eigen klemtonen kan leggen die tegemoetkomen aan de uitdagingen van de diverse arbeidsmarkten. Dat is natuurlijk de essentie, inzien dat men in dit landje hoewel het maar een zakdoek groot is toch grote verschillen heeft op het vlak van de economie, de werkgelegenheid en de arbeidsmarkt. Ook voor de antwoorden laat men best diversiteit toe om gepast en gericht de maatregelen te nemen die men moet nemen, best in akkoord tussen de verschillende overheden maar vooral, collega Vercamer met respect voor de Grondwet en de bevoegdheden. Wat dat RVA-fonds betreft, weet u waarover het gaat. Het gaat over de niet nagekomen engagementen van onze dierbare sociale partners in de cao's. Men heeft overschotten aangelegd, zeg maar ter vrijwaring van inspanningen die men moest doen ter aanwerving van risicogroepen. Die overschotten worden nu samengebracht binnen de RVA en gefinancierd met RSZ-geld, dus binnen de RSZ, en zullen moeten dienen voor vorming.

Collega's, op die manier werkt ons land niet. Tot spijt van wie het benijdt, vorming en opleiding horen thuis waar de bevoegdheden duidelijk zijn gedefinieerd, namelijk bij de Gemeenschappen.

Mevrouw de minister, ik herhaal dat het Vormingsfonds opnieuw voor kwedden zal zorgen. De Vlaamse regering zal opnieuw – wie kan tegen zijn; het is immers de Grondwet die wij hier hebben gemaakt – aan de alarmbel trekken, als ze een beetje consequent is. Het zal op het punt in kwestie een bevoegdheidsconflict heten. In elk geval zal het Vormingsfonds opnieuw tot gevolg hebben dat er betwistingen ontstaan over de inspanningen die de overheden leveren.

Mevrouw de minister, het voorgaande staat los van het feit dat het zin en nut kan hebben om de opleidingsmiddelen op een gepaste manier in te zetten in de regio's en in bepaalde segmenten van sectoren binnen de regio's. Ze kunnen pas worden ingezet, op het moment dat er duidelijke afspraken en akkoorden met de regio's zijn.

Het voorgaande was in de commissie een dikke “maar” van de heer Vercamer, die hij hier even is vergeten. Ik wil hem echter aan zijn woorden herinneren, omdat ik heel goed weet dat het ook de visie van CD&V is of toch de visie waarmee CD&V telkenmale, zeker tijdens verkiezingsperiodes, mee naar buiten komt. Zij vergeet voornoemde visie echter stilletjes, eenmaal zij hier op het spreekgestoelte staat.

Ik zeg dat niet, omdat ik het politieke spel zou spelen waarbij iemand op zijn woorden wordt gepakt. Het gaat over het efficiënt en kwaliteitsvol investeren van de middelen in de strijd tegen de crisis en de langdurige werkloosheid.

Op het punt van de non-profitsector zou ik mij ook kunnen amuseren door in de lijn van daarstraks te verwijzen naar een antwoord dat de minister mij een paar maanden geleden gaf, met name dat maatregelen niet voor de publieke non-profit moeten worden opengesteld. Toen was zulks niet nodig, maar nu staat het in de wet. Dat is een goede zaak.

Collega's, ik wil in elk geval ook nog even op de dienstencheques terugkomen.

Mevrouw de minister, indien wij op het vlak van de werkloosheidscijfers nog een beetje ook in Europa ons gezicht kunnen redden, heeft zulks grotendeels met het succes van het dienstenchequestelsel te maken. De voorbije jaren zijn via de dienstencheques duizenden en duizenden jobs voor zwak- en laaggeschoolden en voor langdurig werkzoekenden, vooral voor vrouwen, gecreëerd. Iedereen hier is dus gewonnen voor het idee dat wij het dienstenchequestelsel moeten verzorgen, bijsturen waar nodig en eventueel aan nieuwe realiteiten aanpassen.

Mevrouw de minister, wat mij ten gronde stoort, is dat de regering, zowel in haar budget als in het voorliggende wetsontwerp, een aantal maatregelen neemt die bij gebrek aan creativiteit – ik kan het niet anders noemen – vierkant tegen het belang van het dienstenchequestelsel ingaan.

Dat moet men maar durven, collega's, wanneer men weet dat 2010 een erbarmelijk jaar wordt op het vlak van werkgelegenheid. Waar heb ik het hier over? Ik wil twee maatregelen in onderhavige wettekst, waarover een beetje verdoezelend werd gecommuniceerd, in het voetlicht brengen.

De eerste maatregel is de cumulbeperking tussen lastenverlaging en dienstenchequemaatregelen. Dienstenchequeondernemingen, of ze nu behoren tot de uitzendsector, de commerciële sector, dan wel of ze vzw's zijn of onder de PWA's ressorteren, werven, gelukkig maar, soms werknemers waarop het doelgroepenbeleid van de regeringen van toepassing is. Dat geeft hun meestal recht op lastenverlaging, bijvoorbeeld voor oudere langdurige werklozen of voor laaggeschoolden, in de vorm van RSZ-korting. Welnu, de regering is vast van plan om die cumul ongedaan te maken.

Mevrouw de minister, de vraag of die cumul er al dan niet moet zijn, is een discussie sinds dag één van het dienstenchequestelsel. Onze collega's van de PS stonden nogal weigerachtig tegenover die cumul. Overigens, het is een realiteit dat we nu beslissingen moeten nemen, terwijl de commissie voor Sociale Zaken zich nog altijd buigt over het jongste evaluatierapport van de dienstencheques en er dus aanbevelingen op komst zijn of reeds werden geformuleerd. Welnu, eigenlijk staan de voorgestelde beslissingen haaks op die aanbevelingen. Desalniettemin zal de meerderheid ze straks probleemloos goedkeuren.

Waarom is de bedoelde maatregel dramatisch voor het dienstenchequestelsel, dat trouwens zeer veel geld kost, namelijk 1 miljard euro bruto of 666 miljoen euro netto per jaar? Dat is omdat de financiering van het dienstenchequestelsel er enkel beter uitziet telkens er een langdurig werkloze aangeworven wordt in een of ander dienstenchequebedrijf. Op precies dat moment vallen er immers werkloosheidsuitkeringen weg en ontstaan er socialezekerheidsbijdragen, wat daarvoor niet het geval was. Dat is de mechaniek van de terugverdieneffecten bij het dienstenchequestelsel, die men nu mordicus zal stilleggen. Men zal de cumul beperken, met als gevolg dat de hele private sector voor langdurig werklozen nu 11 000 euro zal ontvangen, of 1000 euro per maand als een bedrijf een hogergeschoolde aanwerft, maar niet de dienstenchequesector. Daar snap ik absoluut niets van, mevrouw de minister. Nochtans is het dienstenchequesysteem er precies op georiënteerd om werklozen aan de slag te krijgen en slaagt daar ook beter in.

04.08 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer Bonte, de huidige maatregelen inzake activering blijven bestaan. De uitzondering geldt alleen voor de voorlopige maatregelen, de anticrisismaatregelen, van twee jaar. Ik bedoel dan de verschillende maatregelen voor de tewerkstelling van jongeren.

Eerst zegt u dat het heel duur zal zijn en nu wilt u dat die nieuwe maatregelen ook voor het dienstenchequesysteem van toepassing zouden zijn. Dat zou dan nog duurder worden.

Het dienstenchequestelsel wordt al door de federale Staat gefinancierd. Twee voordelen verkrijgen, is niet mogelijk. Dat is een van de redenen van het verschil.

04.09 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw de minister, ik heb in mijn eerste zin gezegd dat ik het eens ben met collega De Clerk, wanneer hij zegt dat deze regering ambitie mist en dat deze wetten ambitie missen. De ambitie waar wij voor zouden staan, indien wij het voor het zeggen hadden, was om effectief zeer veel geld te investeren om mensen die het moeilijk hebben op de arbeidsmarkt, vooruit te helpen. Wat u doet, is een zeer algemene, breed uitgesmeerde maatregel nemen, ten koste van de sociale zekerheid, waarmee u ook zwaar financiert daar waar het niet nodig is, maar blijkbaar kan het niet op. Het dienstenchequestelsel zou op zijn minst zijn ambitie moeten kunnen behouden om maximaal mensen te depanneren die in de langdurige werkloosheid verzeild geraakt zijn. Zo is het in het verleden gebeurd, zelfs in het recente verleden.

Als wij het dienstenchequestelsel niet hadden opgericht in zijn prestaties om werkzoekenden aan het werk te krijgen, dan bengelden wij onder aan de statistieken inzake werkloosheidscijfers. In grote mate dankzij het dienstenchequestelsel zitten wij in het peloton, in het midden, inzake werkloosheidsgraden in de Europese Unie.

Wat u hier nu doet, is de steun om werklozen aan de slag te krijgen, toepassen in de rest van de economie, maar niet in het dienstenchequestelsel.

04.10 Minister Joëlle Milquet: Mijnheer Bonte, op dit ogenblik komt 50 % uit de werkloosheid, met de huidige steun van de verschillende activa. Die steun blijft.

Er is maar één uitzondering, namelijk voor de anticrisismaatregelen. Dat is ook logisch: ze hebben al 13 euro per uur met een federale financiering. Nog eens een premie van 1 000 euro erbij zou een beetje te duur zijn.

04.11 Robert Van de Velde (LDD): Mijnheer Bonte, ik wil uw oppositiewerk tegen deze regering niet onderbreken en niet afbreken, maar er moet mij toch een ding van het hart, wanneer u het hebt over “uw” dienstenchequesysteem. Vandaag is dat reeds puur gesubsidieerde arbeid. U zegt dat wij onder aan de statistieken zouden bengelen. Maar wij bengelen al onder aan de statistieken, omwille van het feit dat het dienstenchequesysteem niet meer of niet minder is dan gesubsidieerde arbeid. En effectief, er is een betere controle. Effectief, er zitten ook mensen in een ander circuit. Dat betekent echter niet dat er daarom nog eens extra geld ingepompt moet worden.

Ik denk trouwens dat het veel beter zou zijn om vandaag een omgekeerd pad te kiezen, maar dat laat ik over voor een andere discussie. Ik wou hier toch nog eens op reageren. Wanneer u zegt dat we dankzij de dienstencheques niet onderaan de statistieken inzake werkgelegenheid bengelen, dan moet u eerlijk zijn, dan moet u toegeven dat het puur gesubsidieerde arbeid is en dat wij inzake werkgelegenheid eigenlijk wel onderaan de statistieken bengelen.

04.12 Hans Bonte (sp.a): We kunnen lang discussiëren over het nut en de financiering van het dienstenchequestelsel. Ik wil gewoon opmerken dat het wel sterk, maar niet puur door de overheid is gefinancierd. Het is een duur stelsel. Ik heb ernaar verwezen. Het kost de federale begroting 1 miljard euro. Als men de terugverdieneffecten bekijkt – het feit dat men geen werkloosheidsuitkering of leefloon meer moet betalen en men ook RSZ-inkomsten krijgt van de mensen die op die manier in het stelsel stromen – dan is de nettokostprijs ongeveer 670 euro, wat zeer veel geld is. U zult mij dat niet horen ontkennen.

Ik heb het volgende pleidooi. Als men dat geld toch wenst in te zetten voor de tewerkstelling, mevrouw de minister, dan kan men er beter over waken dat zoveel mogelijk werklozen en leefloners instromen en dan kan men die ook ondersteunen via RSZ-kortingen.

U zegt dat het enkel betrekking heeft op de crisismaatregelen. Als we de voorspellingen mogen geloven, mogen wij ons in de komende zes maanden en wellicht in het komende jaar aan een en ander verwachten wat de werkloosheid betreft. Daarom vind ik het jammer dat de regering ervoor kiest om onrechtstreeks minder werklozen en dus minder terugverdieneffecten te krijgen in het stelsel. Ik vind dat bijzonder jammer.

Dat is een gemiste kans.

04.13 Minister **Joëlle Milquet**: Er is met de dienstencheques ook een regularisatie van zwartwerk. Dat is ook heel belangrijk voor de RSZ.

04.14 **Hans Bonte** (sp.a): Natuurlijk, maar u verwijst er zelf naar dat 50 % van de werknemers uit het dienstenchequestelsel uit een uitkeringsstelsel komt. Ik hoop dat het op dat niveau blijft of dat het nog omhoog gaat. Dat is goed voor de werklozen en leefloners en het is ook goed voor de financiering van uw stelsel.

Dit moeten wij wel klasseren onder de gemiste kansen en compromissen. Het is geen nieuwe discussie, maar het is wel de eerste keer dat men eraan toegeeft. Dat is niet goed voor het dienstenchequestelsel.

Mevrouw de minister, ik las gisteren of eergisteren dat er voor de maatregelen in verband met de sociale dienstencheques – wij hebben daarover ook gediscussieerd in de commissie – uit een of andere schouw witte rook aan het komen is. Ik heb gelezen in de pers dat er een KB zou zijn, dat zou worden gepubliceerd.

Mevrouw de minister, het zou goed zijn voor het Parlement om daarvan inzage te krijgen. Het is mijn aanvoelen dat het onmogelijk is om te doen wat u belooft, namelijk om met 1 miljoen 'euro alle OCMW's te bevoorraden om de dienstencheques ter beschikking te stellen van de mensen die het nodig hebben.

U hebt, ootmoedig als u bent, toegegeven dat het bedrag van een miljoen slechts voor de eerste weken en maanden is en dat de rest budgettair via een of andere begrotingswijziging zal worden opgelost. Dat maakt mij natuurlijk nog meer nieuwsgierig naar de precieze inhoud van de sociale dienstencheques.

Collega's van CD&V, ik herinner mij nog een tijd dat men zei dat hulp aan behoeftigen en de ondersteuning van de gezinszorg iets was voor de regio's of de OCMW's, dat dit tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoorde. Als ik de invulling van het KB een beetje kan raden, nadat de minister daarover al verschillende keren is ondervraagd, kan het niet anders dan dat men daar een conflict riskeert met de erkende thuiszorgdiensten en poetsdiensten bij de OCMW's.

Ik ben echt nieuwsgierig naar dat KB. Als het eruit ziet zoals u het aankondigt, mevrouw de minister, kunnen wij dat op het lijstje zetten van binnenkort te verwachten incidenten. Dat heeft opnieuw tot gevolg dat wij waarschijnlijk nog geen sociale dienstencheques zullen zien.

U kent ons voorstel ter zake, mevrouw de minister. Het is zo duidelijk, zo evident en zo administratief eenvoudig, met name geef aan alleenstaande moeders of vaders met een laag inkomen twaalf cheques voor de prijs van tien. Zo eenvoudig is het. Het is blijkbaar te eenvoudig om op die manier die kwetsbare groep te ondersteunen en dus neemt men risico's, met de kans op incidenten, op het vlak van het budget en van de bevoegdheden. Ook dat zal de komende weken duidelijk worden.

Collega's, wij kunnen in deze tijden niet over dienstencheques spreken zonder na te denken over de aanslag, de zogenaamde hold up op de PWA-dienstenchequesondernemingen. Tijdens de bespreking in de commissie heb ik u ervoor verwittigd, mevrouw de minister, dat CD&V hier een bocht zou nemen. Ik heb gezegd dat u CD&V nog niet goed kende. Een paar dagen later zei een collega die zich niet meer kon inhouden in de pers dat het een schandalige maatregel was, al werd hij dezelfde dag goedgekeurd. Wij zagen de ACW'ers zich in bochten wringen. Men kreeg plotseling druk op de blaas als er moest worden gestemd.

Mevrouw de minister, intussen is de programmawet goedgekeurd. Ik heb kunnen vernemen dat de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten, waar CD&V een serieuze poot in huis heeft samen met anderen uit uw meerderheid, doet wat ik eigenlijk heb voorspeld. Inderdaad, nadat de wet is goedgekeurd en men terugkan naar de basis, het arrondissement, de gemeente, dan pas begint het verzet tegen de regering. Dan heeft men het over "madame non".

Dan zegt men dat mevrouw Milquet niet wou wijken, ondanks dat men heeft geprobeerd en gevochten als leeuwen in de kabinetten. Dan zegt men dat mevrouw Milquet niet wou "bougeren". Dus hebben ze hier braaf gevolgd in deze assemblee en nu beginnen ze langs onder, via de steden en gemeenten, de burgemeesters, de OCMW-voorzitters, de schepenen. Een aantal van onze collega's cumularde — ik kom ze tegen op dat vlak — zegt nu dat die maatregel zo onrechtvaardig is dat ze ermee naar het Grondwettelijk

Hof gaan. De Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten heeft eergisteren aangekondigd naar het Grondwettelijk Hof te zullen stappen om uw maatregel te doen vernietigen, de CD&V-mandatarissen op kop, gevolgd door de Open Vld-mandatarissen. Wij hebben geluk want wij kunnen hier “nee” zeggen en daar “nee” zeggen. Wij zijn rechtlijnig, dat is het verschil.

(...): (...)

04.15 Hans Bonte (sp.a): Nee, anders had de regering een probleem, als ze het op die manier had willen doen.

Ik wil u meegeven, mevrouw de minister, want het kan nuttig zijn als u uw rechtszaken voorbereidt, dat die rechtszaak in mijn ogen grote kans op slagen heeft.

Ik herinner mij nog als de dag van gisteren hoe de CD&V-mandatarissen in de commissie met grote ogen het advies van de Raad van State vernamen. Zij hadden verwacht dat de Raad van State hen zou bijspringen door te zeggen dat het een slechte en ongrondwettelijke maatregel was. Zij hadden echter pech. De Raad van State schreef één zinnetje, met name “Geen opmerkingen”. Zij hadden pech en weer een argument minder om, wellicht achter de schermen, de minister te proberen ervan te overtuigen om die maatregel toch in te trekken. Ik heb de collega’s erop gewezen dat de Raad van State wanneer deze door de regering wordt gevraagd om een advies te formuleren over een ontwerp in het kader van een spoedprocedure, zich in dat geval mag beperken tot de bevoegdheid van de steller van het ontwerp, de rechtsgrond en de te vervullen vormvereiste. Dat is wat de Raad van State op dat moment moet doen, namelijk de rechtsgrond en de te vervullen vormvereisten controleren.

Wat daar bijvoorbeeld niet onder valt, mevrouw de minister, is de verenigbaarheid met het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel, dus de vraag of elke Belg, in dit geval elke dienstenchequeonderneming, op een gelijke manier wordt behandeld. Daarover moet de Raad van State zich niet uitspreken wanneer er om advies wordt gevraagd in het kader van een spoedprocedure.

In tweede instantie, mevrouw de minister, wil ik u op het volgende wijzen. U zei dat de federale regering, dus uzelf en de andere regeringsleden, de volle bevoegdheid hebben om selectieve ingrepen te doen ten aanzien van de PWA’s omdat u de wetgeving in dat verband hebt gemaakt. Welnu, ook dat is veel te snel geconcludeerd. Wat de federale overheid doet, is het maken van een organieke wet op de PWA’s; zij organiseert de PWA’s. In alle lokale besturen is dit een wettelijke plicht. Het zegt echter niks over de fiscale behandeling. Dit geeft u in elk geval geen fiat om de fiscale aspecten te definiëren, noch om te bepalen welke de betaalmiddelen zijn en evenmin om te bepalen welke lasten u eenzijdig oplegt aan de PWA’s.

Die twee elementen zullen ongetwijfeld door CD&V-voortrekkers binnen de VVSG worden gebruikt.

Een derde element dat ze nooit zullen laten liggen, mevrouw de minister, is het gelijkheidsbeginsel. Artikel 10 en 11 van de Grondwet zijn hier wel degelijk geschonden. Het is een koud kunstje voor advocaten om dat aan te tonen. Uw argumentatie om eenmalig 55 miljoen euro bij de PWA-dienstenchequeondernemingen te halen en al de andere dienstenchequeondernemingen ongemoeid te laten, luidt dat die PWA-dienstenchequeondernemingen het gemakkelijker hebben. Hun positie als PWA zorgt namelijk voor steun. Dat gaat compleet voorbij aan uw eigen wetgeving inzake de PWA-dienstenchequeondernemingen. Zij moeten jaarlijks aan de RVA middelen bijdragen op basis van het aantal dienstencheques, precies omdat zij zich op PWA-diensten kunnen beroepen.

Het gelijkheidsbeginsel wordt des te meer geschonden, omdat er nooit ofte nimmer aangetoond kan worden dat het veronderstelde voordeel waarbij dat soort dienstenchequeondernemingen van onder de koepel van een PWA vertoeft, opweegt tegen de 60 % belastingen die deze regering op die middelen wil heffen.

Mijnheer Vanhengel, u zit met een probleem van 55,2 miljoen euro, maar dat is het minste van uw zorgen. Dat zijn zorgen voor later. In elk geval zult u dan wel moeten kijken waar u dat bedrag haalt. Mijnheer Vercamer, misschien moeten we samen met een aantal mensen uit Open Vld, binnen de VVSG de juridische argumenten overlopen, die ik van een specialist kreeg. We overlopen ze samen met die specialist, zodat we dat dossier sterker kunnen maken. Op die manier kunnen we een zeer ongelijke en zeer onrechtvaardige belasting afvoeren. Daarenboven haalt de regering de middelen om een lokaal werkgelegenheidsbeleid te voeren, weg uit de lokale besturen.

04.16 Minister **Guy Vanhengel**: (...)

04.17 **Hans Bonte** (sp.a): Die middelen komen in grote mate uit het dienstenchequestelsel: tweederde vanuit de federale overheid, een derde vanuit de gebruikers.

04.18 Minister **Guy Vanhengel**: (...) 55 miljoen (...)

04.19 **Hans Bonte** (sp.a): Mijnheer de begrotingsminister, als u dan toch naar gelijkheid wil streven, waarom voert u die maatregel dan niet voor alle dienstenchequeondernemingen in? Nu reserveert u die middelen in de PWA-vzw's als een voorzichtige huisvader.

Ik zie rondom mij net als u dat men in de winstgevende uitzendsector mooie gebouwen kopen met net dezelfde subsidieregeling als de PWA's, mijnheer Vanhengel. Het gaat om net dezelfde subsidiestromen.

04.20 Minister **Guy Vanhengel**: De structuur van die instellingen is verschillend.

04.21 **Hans Bonte** (sp.a): Het ene is winstgevend, het andere is een vzw gevormd door lokale besturen, die als opdracht zouden kunnen meekrijgen wat ik al jaren bepleit, namelijk het inzetten van reserves voor lokale werkgelegenheid. Maar u verzuimt een en ander, mijnheer Vanhengel. U kent uw reglement niet. U weet dat de PWA-dienstenchequeondernemingen net als alle PWA's sinds het ontstaan met de wet van 1994, in lokale werkgelegenheidsinitiatieven kunnen investeren. De vorige minister heeft de PWA's nog gestimuleerd om in te zetten op lokale werkgelegenheid! Conform de reglementering moet een PWA een vierde van de middelen die het krijgt, investeren in opleiding en vorming. Hoe zit het met de winstgevende, commerciële uitzendsector? Die krijgt evenveel subsidies, maar hoeft dat allemaal niet te doen en wordt nu compleet met rust gelaten. Dat is de waarheid, de enige waarheid.

Mijnheer Vanhengel, ik zal u zeggen wat er aan de hand is. Men zegt met woorden dat men voor de dienstenchequeondernemingen is en het dienstenchequestelsel. Gelijktijdig vergeet men het Parlement mee te delen, tenzij we het vinden in de kleine lettertjes, dat in een KB het dienstenchequestelsel uitgesloten wordt voor de activering. Dat is intussen rechtgezet. Men vergeet te zeggen dat men 55,2 miljoen weghaalt uit de reserves van de PWA's. Ik zou liever zien dat de regering dat in deze tijd in lokale werkgelegenheid laat investeren. De essentie van het probleem is dat men niet durft te bespreken of die 13 euro teveel is of niet. Men durft in de regering niet te discussiëren, omdat men geen akkoord krijgt om de fiscale aftrekbaarheid op de helling te plaatsen. Men durft niet te discussiëren over een aantal andere ingrepen in het dienstenchequestelsel. Men zoekt het dus waar men denkt dat dat het gemakkelijkst is, namelijk bij de PWA-dienstenchequeondernemingen. Rondom mij zie ik dat de grootste misbruiken op het vlak van dienstencheques, die men terecht wil aanpakken via de wet, zich situeren in de winstgevende sector, die miljoenen investeert in auto's, in extralegale vergoedingen en in gebouwen. Daar wil men niet aan raken.

04.22 Minister **Guy Vanhengel**: Mijnheer Bonte, wat u feitelijk vraagt, is dat de federale overheid 55 miljoen extra zou lenen bij de banken, tegen een vrij hoge intrestvoet, om die potjes bij de PWA's te laten staan. Weet u wat u vraagt? U vraagt dat we nog een extra inlevering doen van intrestmiddelen, die wij moeten betalen aan banken om bij hen geld te lenen dat we niet hebben om die potjes bij de PWA's ongemoeid te kunnen laten. Vindt u dat goed bestuur?

04.23 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, monsieur le ministre du Budget, j'ai 20 propositions différentes d'économies à vous faire qui permettront effectivement à l'État de devoir moins emprunter aux banques. Vous choisissez, avec le gouvernement, de pénaliser des acteurs locaux de l'emploi. Certes, nous en avons déjà débattu avec la ministre de l'Emploi, la question des réserves que ces acteurs ont constituées est intéressante à analyser. Cependant, d'autres acteurs du secteur à profits, notamment le secteur de l'intérim, réalisent aussi, avec les dotations qui leur sont accordées dans le cadre des titres-services, des bonis importants. Or, il n'y a aucune proposition de la part du gouvernement et de la ministre de l'Emploi pour essayer de réguler les choses, de donner plus de moyens aux acteurs qui travaillent bien et de vérifier comment cela fonctionne.

Les entreprises ALE ici visées disposent de conseils d'administration publics et sont contrôlées. Il est donc plus facile de les atteindre. Si, réellement, vous voulez réaliser des économies, nous avons fait des propositions de loi intéressantes que j'évoquerai tout à l'heure dans le cadre de la discussion budgétaire. Il faut corriger le système des intérêts notionnels pour que, là où il y a utilisation abusive par certaines

entreprises qui paient "zéro" impôt, ...

(...): (...)

04.24 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Pas du tout! Je veux que les entreprises qui créent et maintiennent de l'emploi dans ce pays soient aidées mais que celles qui réalisent des montages fiscaux grâce à des lois disproportionnées soient pénalisées. Cela nous permettra de réaliser des économies beaucoup plus importantes et utiles que celle proposée ici en matière d'ALE!

04.25 Joëlle Milquet, ministre: Madame la présidente, je peux comprendre l'énergie nouvelle de mon collègue mais c'est un débat que nous avons déjà largement épuisé.

Monsieur Gilkinet, par rapport à cette espèce de misérabilisme soudain envers les ALE, je tiens à ajouter ceci. Premièrement, si les ALE avaient besoin de cet argent et si elles le dépensaient judicieusement pour des mesures en matière d'emploi, elles n'auraient plus de réserves! Quand je vois des réserves d'un million d'euros ou plus par ALE, je me pose certaines questions.

Deuxièmement, il s'agit de mesures *one shot* pour un seul trimestre en 2011 pour financer des mesures également non structurelles, des mesures de crise en vue d'engager des jeunes demandeurs d'emploi et des chômeurs âgés, ce que les ALE ne peuvent pas faire dans l'état actuel de leurs capacités.

Les ALE sont des institutions publiques qui relèvent de la législation fédérale et qui sont financées par le fédéral pour prendre des mesures par rapport à des groupes cibles. Les montants mis à disposition servent à prendre des mesures massives en termes d'engagement de groupes cibles pendant la crise.

Il existe évidemment une différence objective entre les ALE et les autres sociétés de services qui relèvent du secteur privé. J'ai déjà eu l'occasion, à de multiples reprises, de dresser la liste de tous les avantages dont elles peuvent bénéficier comme, par exemple, la mise à disposition gratuite de fonctionnaires, la réalisation d'économies d'échelles en matière de locaux, etc. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà dit à ce sujet.

04.26 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Madame la ministre, il ne faut pas essayer de me faire dire ce que je n'ai pas dit! Je ne conteste pas les mesures qui ont été prises en termes de soutien des groupes cibles. Je conteste la mesure unilatérale qui a été prise par rapport à ceux qui avaient des réserves. Et je m'interroge, comme vous, sur la façon dont ont été constituées ces réserves. Mais je constate que d'autres entreprises n'ont pas de réserves parce qu'elles ont dépensé au fur et à mesure ces surplus, soit en se payant des voitures de fonction, soit en achetant des bâtiments. Celles qui ont eu des politiques prudentes et transparentes – ces réserves étant connues, notamment pour assumer demain le coût de l'ancienneté des travailleurs en titres-services – sont visées unilatéralement.

Je ne conteste pas le diagnostic qui est posé. Dans certains cas – différents audits l'ont montré dont celui de la Cour des comptes –, un bénéfice trop important a été réalisé par certains employeurs. Mais vous ne corrigez pas structurellement ce fait. Vous pénalisez ceux dont les réserves sont apparentes.

Les mesures positives prises en matière de remise à l'emploi grâce à cette ponction doivent faire l'objet d'un autre débat. Toujours est-il que l'acte unilatéral dont il est question nous semble – et on vous l'a dit – quelque peu démesuré et ne répond pas au problème structurel. Il faut récompenser les employeurs qui font un bon travail, entre autres en termes d'accompagnement et de formation des travailleurs, et diminuer les marges de ceux qui ont une optique de profit et parfois d'exploitation des travailleurs.

04.27 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer Gilkinet, mijnheer Bonte, wij gaan het debat hier niet opnieuw voeren. Wij hebben dit in de commissie gevoerd en de minister heeft zich geëngageerd. Jullie stellen het voor alsof het een lineaire, eenzijdige maatregel zou zijn. De minister heeft zich geëngageerd om dat specifiek per PWA te bekijken, zodanig dat de financiële leefbaarheid van geen enkel PWA in het gedrang zou komen en dat de engagementen die genomen zijn wat betreft bepaalde initiatieven of ten aanzien van personeel, perfect zullen kunnen nagekomen worden. Het is dus niet zoals jullie het altijd willen voorstellen.

04.28 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw de voorzitter, ze zijn weer bezig. Ik ga dieper in op die laatste tussenkomst. Op welke basis kan de minister zich engageren om PWA per PWA te gaan beslissen? Op welke basis? Er wordt dus een KB geschreven dat de minister verplicht om toe te passen wat er in dat KB staat. Mijnheer Vercamer, u bent weer bezig met hier zaken te verklaren, maar achteraf probeert u wel een

en ander te bedisselen.

04.29 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer Bonte, ik heb het al gezegd: geen lineaire aanpak, maar een persoonlijke aanpak, met verschillende criteria: het aantal reserves, het aantal dienstencheques dat zij ontvangen hebben en een specifiek criterium met specifieke correctie om een PWA nooit in negatieve financiële situatie te brengen. U zal ons KB kunnen bestuderen en dat zal een heel voorzichtig KB zijn, met natuurlijk geen lineaire aanpak.

04.30 **Hans Bonte** (sp.a): Dan maakt u mij zeer nieuwsgierig naar dat KB. Ik wil er in elk geval nog eens aan herinneren, collega's van CD&V, dat er een periode was, wanneer wij hier rond begrotingen discussieerden, - nu zijn wij nog niet aan de begroting - waar het woordje one shot altijd een paar mensen van jullie deed recht springen. De heer Bogaert sprong altijd recht...one shot. Het is al een paar keer dat wij in de commissie en ook hier moeten horen dat het een one shot is, 55 miljoen op de PWA's. Het geheugen is blijkbaar selectief.

Mevrouw de minister, ik wil ook nog meegeven dat de PWA's niet zomaar publieke instanties zijn, maar vzw's, weliswaar met een specifiek statuut tengevolge van de wetgeving, m.a.w. een lokaal bestuur moet ze oprichten door de wet van 1994. In alle geval wil ik dan ook ten aanzien van de heer Vanhengel duidelijk maken dat die 55,2 miljoen, die daar in reserves zitten, waarvan de regering oordeelt dat het moet meehelpen om de begroting te saneren, veel en veel nuttiger zou aangewend worden indien zij kon leiden naar de creatie van jobs in de gemeenten. U weet beter dan wie ook dat daar zeer veel behoeften aan de oppervlakte aan het komen zijn. Daar zijn veel mogelijkheden, ook inzake de samenwerking met de Gewesten, het Brussels Gewest, het Vlaamse Gewest enzovoort om lokale tewerkstelling mogelijk te maken. Ik merk dat het overgrote deel van uw factuur van de dienstencheques niet in de PWA's zit, maar bij mensen die er minder zorgvuldig mee omspringen. Het is precies in de PWA's dat het meest geïnvesteerd wordt in opleiding en in omkadering. Het is precies in de PWA's dat wij van alle dienstenchequesondernemingstypes, het meest langdurig laaggeschoolde werklozen tegenkomen.

Zij zijn het die nu moeten bloeden. Die ongelijkheid en onrechtvaardigheid beweegt de Vereniging van Steden en Gemeenten ertoe - naar mijn mening terecht - daartegen in protest te gaan.

Straks zullen wij natuurlijker veel uitvoeriger over het budget kunnen spreken. Ik wil u waarschuwen, mijnheer de minister, als u toch zo gemakkelijk zegt dat wij zullen moeten bijlenen voor intresten, enzovoort. Hou u goed vast, want de jongste versie van de activeringsmaatregel - ik heb er daarstraks naar verwezen - kost 10 keer meer dan wat in uw budget staat! Er is een gat van 250 miljoen euro! Misschien kunt u die lening al aanvragen. Zeg niet dat u het niet weet!

04.31 **Sarah Smeyers** (N-VA): Mevrouw de minister, ik heb in de commissie al uitgebreid geïntervenieerd. Ik wil nog op twee punten tussenbeide komen. Het tweede gaat eigenlijk over de wet houdende diverse bepalingen, maar daar de heer Vercamer dat punt hier ook al aanhaalde, zal ik hetzelfde doen.

Een fundamenteel probleem rijst bij de door u voorgestelde maatregel inzake de aanmoediging van vorming. Ik heb het al in de commissie gezegd. Men kan zich de vraag stellen of u wel uw bevoegdheidsgrenzen respecteert? Vorming is immers exclusief Gemeenschapsmaterie. Indien u die vanuit de federale overheid met uw instrumenten wil ondersteunen - via RSZ of via arbeidsrecht, in afwachting van meer transparantie inzake deze bevoegdheid - is er in strikte zin geen sprake van bevoegdheidsoverschrijding. Maar dan moet u op zijn minst handelen op initiatief van de Gemeenschappen, en niet omgekeerd.

Volgens mij worden de rollen hier omgedraaid. Ik had daar graag een antwoord van u op gekregen.

Men kan zich trouwens vragen stellen bij de effectiviteit van de maatregelen, zoals de opleidingspremie voor knelpuntberoepen. Een concreet voorstel van u is het Vormingsfonds bij de RVA. Dat is één van de maatregelen waarmee u volgens mij de klok teruggedraait naar begin jaren '80, voor de regionalisering van de beroepsopleiding en de arbeidsbemiddeling, en voor de oprichting van de VDAB, FOREM en BDGA/Actiris.

De betrokken voorstellen bevinden zich op het snijvlak van de federale bevoegdheid en de regionale Vlaamse bevoegdheden inzake arbeidsmarktbeleid. Strikt juridisch kleurt u met uw nieuwe voorstel net binnen de institutionele lijntjes, daar uw voorstellen verband houden met federale bevoegdheden inzake arbeidsrecht en sociale zekerheid, maar inhoudelijk worden de rollen omgedraaid.

Het zijn de Gemeenschappen die exclusief bevoegd zijn inzake beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling en die het voortouw moeten kunnen nemen in functie van een eenvormig opleidingsstatuut en de inschakeling en beroepsopleiding van werkzoekenden. De federale overheid kan daarbij dan faciliterend optreden, maar dus op initiatief van de Gemeenschappen. U tracht volgens mij nu opnieuw de rollen om te draaien. Daarop zou ik toch nog graag een concrete reactie van u krijgen.

Ik had dan graag nog gereageerd op uw nieuwe crisismaatregelen die in het amendement op uw wetsontwerp houdende diverse bepalingen staan, dat wij vorige week in de laatste minuut te lezen hebben gekregen en waarvoor dan nog in spoed de commissie voor de Sociale Zaken is bijeengeroepen.

Die crisispremie was het magere resultaat van uw mislukte overleg met de sociale partners om een eenheidsstatuut in het leven te roepen voor arbeiders en bedienden. U bent dan naar buiten gekomen met uw crisispremie. Het is duidelijk dat dit toch maar een mager beestje is. Ik vraag mij af of de werknemers gebaat zijn bij deze crisispremie, maar ik zou graag ook eens de benadering van de werkgevers bekijken.

Ik heb het in de commissie ook reeds gezegd. Ik denk dat werkgevers niemand met plezier ontslaan. Ze zien ontslag als de ultieme maatregel. De werkgevers laten opdraaien voor 30 % van uw crisispremie is volgens mij een nodeloze straf. Die crisispremie wordt door werkgevers terecht ervaren als een boete.

Men zou beter werk maken van een ondersteunend ondernemingsklimaat, werkgeversklimaat. Maak nu eindelijk eens werk van het eenheidsstatuut en misschien kunt u ook eens nadenken over een globale lastenverlaging, in plaats van continu met premies te komen aandraven, zeker in tijden van crisis.

Voor werkgevers is het ontslaan van werknemers een moeilijke opdracht. Ik heb dat reeds gezegd. Het valt te betreuren dat deze crisispremie een compenserende vrucht is voor het afspringen van uw sociaal overleg. Ik heb in de commissie een amendement ingediend om uw amendement op uw wetsontwerp eruit te halen. Ik zal dit amendement nu opnieuw indienen. Wij zijn totaal niet tevreden over die gang van zaken en zijn ook inhoudelijk niet tevreden met uw laatste nieuwe aanwinst of oplossing, met name uw crisispremie.

04.32 Joëlle Milquet, ministre: Madame la présidente, je peux comprendre que lorsqu'un gouvernement travaille beaucoup, fort et vite, il soit malaisé pour l'opposition de trouver des arguments. Mais lorsque j'entends déclarer notamment que payer des montants complémentaires aux ouvriers en période de crise n'est pas une bonne mesure, je suggère de le répéter aux personnes les plus touchées en la matière!

Ik zal op de verschillende vragen en standpunten van de heer Bonte antwoorden.

Inzake de studentenarbeid heb ik ook al tientallen keren gezegd dat wij denkelijk tegen januari 2010 klaar zullen zijn. Ik wacht met mijn collega Laurette Onkelinx op de laatste oefeningen van de RSZ om een heel praktisch stelsel te organiseren. Wij willen een uitbreiding van het huidige stelsel. Wij willen ook dat studenten ongeveer 50 dagen per jaar kunnen werken met een vermindering van de sociale bijdragen.

De RSZ is nu bijna klaar om tegen april 2010 een echt toezicht op het aantal uur per student uit te kunnen oefenen. Volgens de meest recente informatie en de meest recente vergadering van de huidige week met de administratie zal ik met mijn collega in januari 2010 een wetsontwerp ter zake aan de Ministerraad voorleggen.

Op de vragen over de dienstenchequeondernemingen heb ik al geantwoord. Als wij de algemene rekening maken, zouden het financiële voordeel van 13 euro per uur en een bijkomende steun van 1 000 euro per werknemer twee geschenken zijn. De huidige maatregelen volstaan dus.

Wat de activeringsmaatregelen betreft, is, zoals u weet, de verhoging van de werkloosheidsgraad van jongeren in Vlaanderen heel hoog. Het gaat om een verhoging met 34 %. In de andere regio's is dat 3,5 % voor Wallonië en 6,4 % in Brussel. De problematiek leeft dus vooral in Vlaanderen. De verschillende maatregelen zijn heel voordelig voor de Vlaamse, werkzoekende jongeren.

Wat hebben wij na de kleine onderhandelingen beslist? Dat was mijn eerste voorstel. Ik heb al wekenlang een voorstel gedaan, met name een groter verschil creëren tussen de jongeren zonder diploma en de jongeren met een diploma van secundair onderwijs. Wij hadden al beslist een vermindering van de sociale bijdragen met 1 000 euro per kwartaal door te voeren. Ook hebben wij beslist dat er geen sociale bijdragen of lasten moeten worden betaald voor jongeren die minder dan 19 jaar oud zijn en geen secundair diploma

hebben.

Voorzitter: Patrick Dewael, voorzitter.

Président: Patrick Dewael, président.

We hebben dus een groter verschil, met een bedrag van 1 100 euro in plaats van 1 000 euro, voor de jongeren die een diploma van secundair onderwijs hebben.

We bevinden ons in een crisisperiode. Er zitten jongeren jonger dan 26 in de werkloosheid met een diploma van slechts secundair onderwijs, wat niet zo gekwalificeerd is. Het is dan ook normaal dat, als zij langer dan zes maanden in de werkloosheid zitten, ook zij extra steun krijgen. Daarmee volgen we de aanbevelingen van al de internationale, Europese of nationale instellingen.

Je puis comprendre la permanence des questions communautaires. Toutefois, certains s'opposent à une mesure de mise à l'emploi qui concerne un jeune diplômé de l'enseignement secondaire qui est au chômage depuis six mois, alors que nous connaissons une augmentation de 18 % de ces jeunes chômeurs en Flandre. Il faudra m'expliquer pourquoi on ne veut pas de cette mesure!

Bien sûr, il faut différencier. Et c'est ce que nous avons fait. Une évaluation sera organisée après six mois. En outre, nous avons calculé le budget en suivant la même méthode que le CNT, à savoir en prenant 10 % des groupes cibles engagés.

Il s'agit donc d'un très mauvais procès et d'un conflit d'intérêts préjudiciable non seulement aux jeunes, mais aussi aux chômeurs âgés.

De 50-plusser die werkloos is, heeft dit recht ook na zes maanden werkloosheid. Dit is een activering van de werkloosheidsuitkering met 1 000 euro per tewerkstelling. Dat is heel belangrijk voor de kmo's en de zelfstandigen. Dat is ook een steun voor de kleine ondernemingen in Vlaanderen. Ik begrijp deze reactie helemaal niet.

Wij hebben twee kleine wijzigingen aangebracht. De voorstellen die ik aan de premier heb voorgelegd, werden positief onthaald en het resultaat van de onderhandelingen met het Vlaams Gewest was ook heel positief.

En ce qui concerne le fonds de formation, je souris lorsque j'entends dire que les Régions ne veulent pas de l'argent que nous décidons de leur donner. Cela ne me pose aucun problème!

Dat zal dus 6 miljoen voor de federale Staat zijn. Ik heb er helemaal geen bezwaar tegen om 6 miljoen extra in mijn bevoegdheid te houden. Het was heel belangrijk dat wij via dit vormings- en tewerkstellingsfonds in extra middelen voorzagen voor de precieze actie van de Gewesten, waarmee zij totaal autonoom de doelgroep kunnen steunen. Als een Gewest geen zin heeft in deze hulp, dan zullen wij iets anders doen.

Quand j'en parle et que j'entends les critiques, je précise que le Conseil d'État a bien dit qu'à première vue, les dispositions en projet ne sont pas contraires aux règles répartitrices des compétences.

De quoi s'agit-il? Simplement, l'État fédéral est compétent pour tout ce qui relève notamment des cotisations sociales liées aux efforts pour les groupes cibles; on le sait. Et où va cet argent lorsqu'il n'existe pas de convention collective et qu'aucun effort n'est réalisé envers un groupe cible? Il va à la gestion globale de la sécurité sociale sans être affecté précisément ou à l'emploi ou à des efforts de formation dans un groupe cible.

Personnellement, j'ai seulement demandé qu'une petite partie de ces 150 millions attribués annuellement à la sécurité sociale soit versée dans un fonds au sein de l'ONEM. J'ai considéré que cet argent, de manière autonome, devait être concédé aux Régions pour les aider dans leurs efforts envers ces groupes cibles, qu'il s'agisse de la formation ou de la mise à l'emploi.

Je n'ai jamais entendu dire qu'une Région ne souhaitait pas obtenir des moyens complémentaires, nullement obligatoires, mais généreusement octroyés pour les affecter à leurs groupes cibles, en toute autonomie.

Voilà où nous en sommes. En fin des négociations, nous avons reçu un accord sur ce point lors de la

dernière Conférence interministérielle.

Omtrent de PWA's meen ik te hebben geantwoord.

Wat betreft de verschillende vragen van mevrouw Smeyers, over de diverse bepalingen van het oorspronkelijk wetsontwerp, het volgende. Dat debat stond op punt 1 van onze agenda en is naar mijn mening beëindigd.

04.33 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, op een aantal zaken wil ik toch kort repliceren.

Ik wil eerst opmerken dat het bijzonder druk zal worden op de Ministerraden van januari, aangezien over alles wat wij zeggen wordt verwezen naar KB's, naar ministeriële besluiten of naar zaken die nog op het niveau van de regering zullen bekeken worden in januari.

04.34 Minister Joëlle Milquet: (...)

04.35 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw de minister, mocht het de eerste keer zijn dat men zegt dat studentenarbeid zal geregeld worden in januari, dan was het al een jaar in voege. Vorig jaar, rond deze periode klonk ongeveer hetzelfde liedje. Ik wil maar aangeven, mevrouw de minister, dat minister Onkelinx niet weet in welke richting de bal zal vallen, wat betreft de regeling van studentenarbeid. In januari zal klaarheid worden gebracht, zoals over zoveel zaken klaarheid moet worden gebracht. Ik denk daarbij aan de schijnzelfstandigen, de vrijwillige legerdienst, enzovoort. Dat maar als opmerking.

Mevrouw de minister, uw woordkeuze is soms verhelderend. U zegt dat indien die crisismaatregelen inzake activering ook van toepassing zouden zijn voor de dienstencheque-ondernemingen, deze twee keer een geschenk zouden krijgen. Dat is uw woordkeuze. Ik denk niet dat het te maken heeft met het feit dat het Frans uw moedertaal is, maar wel met de manier waarop u kijkt naar dienstenchequebedrijven. Als de regering van oordeel is dat de dienstenchequebedrijven te royaal worden gesubsidieerd, dan moet zij durven ingrijpen. Dat kan hetzij rechtstreeks via de prijs, hetzij via de aftrek. Als dat het oordeel is van de regering, moet zij dat op die manier doen.

Ik wijs er echter nogmaals op dat het een zege is, voor deze regering en voor dit land, dat het stelsel van de dienstencheques honderdduizend mensen aan het werk heeft gezet vorig jaar. Mijn appreciatie daarbij is dat men inderdaad moet nagaan of de subsidiëring van een correct niveau is, maar dat men ervoor moet zorgen dat elk dienstenchequebedrijf op dezelfde manier wordt behandeld en in staat is om zoveel mogelijk werklozen aan te werven, mensen die voordien uitkeringen genoten. Dat maakt het stelsel draagbaar. U redeneert dat u daarvoor al hebt moeten betalen, zodat u dat niet nog eens moet doen, terwijl u het geschenk dat u niet wenst te geven aan de dienstenchequebedrijven, wel geeft aan elk ander bedrijf, ongeacht of het investeert in opleiding, vorming, omkadering, enzovoort.

Dat geschenk gaat wel door, maar het geschenk naar de dienstenchequeondernemingen niet. Dat wil ik precies aanklagen en zal ongetwijfeld het voorwerp vormen van een procedure voor het Grondwettelijk Hof.

Ik richt me nu ook tot de minister van Begroting. U verwijst er telkens naar dat Vlaanderen zwaarder getroffen is op het vlak van jeugdwerkloosheid. De toename is sneller. De crisis komt in een economie zoals de Vlaamse ook harder toe dan misschien in andere delen van het land. Toevallig heb ik in mijn boekentas echter nog een dramatische cover zitten, namelijk "De bom onder Brussel: één jongere op drie zonder baan."

Mevrouw de minister, laten wij ook dat niet vergeten. Het sociale drama in onze hoofdstad is de hardnekkige werkloosheid bij vooral zeer laaggeschoolde jongeren, die soms denken niet meer te moeten werken. Ik heb er lang tussen gewoond en met hen gewerkt in Molenbeek, dus ik weet waarover ik spreek. Welnu, die jongeren, die vaak tot de tweede of derde generatie behoren, staan dikwijls zo ver af van de arbeidsmarkt dat men wellicht veel meer nodig hebt, veel beter getunedede maatregelen, om dat probleem aan te pakken in vergelijking met het probleem dat u in Vlaanderen aanpakt. In beide gevallen gaat het om jongeren die we terugvinden in de werkloosheidsstatistieken.

Mijn pleidooi ten gronde, net zoals de sociale partners het aangeven, luidt dat de federale overheid zich moet onthouden van doelgroepenbeleid. Geef dat door, in grote mate, aan de regio's. Zorg dat u in een concertatie tot sterke akkoorden komt, waarbij eenieder doet waar hij sterk in is en wat hij moet doen.

Hier gebeurt precies het omgekeerde. Vanuit de Brusselse situatie zou u nog veel meer gewonnen moeten zijn voor mijn argumentatie om inzake lastenverlaging veel scherper te cibleren op de ongeschoolden en laaggeschoolden. Mocht ik minister in Brussel zijn, dan zou ik eraan toevoegen dat die subsidiëring toeneemt naarmate men jaren in de werkloosheid zit. Ik zou nog zeer veel meer inzetten op begeleiding en activering dan vandaag gebeurt.

Maar goed, ik ben wie ik ben. Ik zit hier, in het federaal Parlement. Ik vind het een aberratie dat een federale overheid, nadat ook andere collega's gezegd hebben dat doelgroepenbeleid eigenlijk de regio's toekomt, een programmawet indient met zoveel doelgroepmaatregelen. Een programmawet met zoveel doelgroepmaatregelen heb ik nog nooit gezien. Bovendien is de programmawet nog danig inefficiënt inzake de besteding van middelen.

Op die manier kom ik tot mijn opmerkingen aan u, mijnheer de minister van Begroting.

Tijdens of kort na de zomer hebt u gezegd dat de Belgische Staat zo goed als failliet is. Nu hoor ik mevrouw de minister zeggen dat ze niet begrijpt waarom de gemeenschappen en gewesten weigerachtig staan tegenover het feit dat ze toch middelen voor vorming geeft. Ze meent dat ze toch blij zouden moeten zijn.

Mevrouw de minister, als u bekommerd bent om onze sociale zekerheid, dan weet u dat de realiteit van onze federale overheid en van ons overheidsbudget van die aard is dat we het ons niet kunnen veroorloven om op die manier massaal in regiobevoegdheden te investeren. Dat moeten de regio's doen.

Een mooi voorbeeld van een maatregel dienaangaande is die van vormingswerkers. Ik weet niet of u die werkgelegenheidsmaatregel kent, collega's. De vormingswerkers zijn werknemers van een bedrijf in herstructurering die via een zware bijkomende lastenverlaging door de beroepsopleidingsinstanties van de gemeenschappen, scholen en onderwijsnetten van de regio's kunnen worden aangeworven. Maken wij de minister erop attent dat het goed is om ervaring op die manier ten dienste van jongeren te stellen, maar dat het niet correct is om dat met federale middelen te doen, dan hoor ik leden uit meerderheid en oppositie zeggen dat het een nuttige maatregel is ter herfinanciering van het onderwijs.

Mijnheer de minister, waar zijn we in godsnaam mee bezig? Het federaal niveau heeft geen euro te veel. U hebt net gezegd dat u moet lenen om bijkomende intresten te betalen. Men slaagt er wel in om wetten te laten goedkeuren die middelen doorsluizen van de sociale zekerheid naar aangelegenheden die integraal tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoren. Vroeger was het ondenkbaar dat zoiets met CD&V zou passeren. Nu kan dat, ook al weet men zeer goed dat men het faillissement van de sociale zekerheid zeer dichtbij brengt.

04.36 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur le président, je m'en tiendrai à une dernière et courte réplique. Il a été question d'ambition. J'adore entendre parler de réserves financières pour les ALE, alors que nous traversons l'une des crises les plus importantes en termes économiques, sociaux, d'emploi, etc. De même, je suis étonnée d'entendre parler de pseudo-conflit de compétences au vu d'une question aussi grave.

En tout cas, vous ne pouvez pas reprocher aux politiques d'emploi menées par le gouvernement de ne pas se montrer ambitieuses. Nous avons dépensé plus de 1,7 milliard d'euros l'an dernier en mesures de relance et de soutien pour contrer le chômage économique et combattre la crise. L'Union européenne nous en félicite en reconnaissant que ces décisions ont empêché une augmentation bien plus importante du taux de chômage. La Belgique est d'ailleurs l'un des trois pays où le taux de chômage a le moins augmenté depuis le début de la crise.

Ensuite, il est difficile de parler de manque d'ambition quand nous créons plus de 7 000 emplois dans le secteur non marchand (par exemple avec le Maribel social); lorsque nous continuons de prendre des mesures anti-crise, selon le vœu unanime, pour un montant de 123 millions d'euros; que nous investissons dans la protection des ouvriers. De plus, personne n'en parle – comme c'est généralement le cas quand une mesure positive est prise –, mais nous avons mis en œuvre une diminution du coût du travail pour plus de 42 millions d'euros portant sur la composante "bas salaires" de la réduction structurelle.

Mevrouw Smeyers, u spreekt ook over de vermindering van de sociale lasten. Ik herinner u eraan dat wij voor het jaar 2010 meer dan een miljard vermindering van de sociale lasten organiseren. Daarbij komen nog de maatregelen met betrekking tot de lage lonen. Dat is niet niets.

Nous avons investi, comme nous le recommande la Commission européenne, dans des mesures d'incitation à la formation aux stages en vue de préparer l'économie de demain et de préparer les jeunes à la reprise. Ces mesures seraient, selon d'aucuns, peu ambitieuses. Or, chacun nous recommandait d'agir, ce qui ne fut pas le cas lors des crises antérieures, faute d'une vision à moyen terme. Mais il était fondamental de prendre l'ensemble de ces mesures; elles ont d'ailleurs été jugées positives tant par l'ensemble des trois Régions – les procès-verbaux dont je dispose en sont la preuve – que par les différents partenaires.

04.37 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, in verband met het vormingsfonds hebt u in uw eerste repliek gezegd dat u de 6 miljoen liever zelf zou willen houden. Wel, doe dat dan en laat de Gewesten hun werk doen. Het blijft mijn mening dat hier dubbel werk wordt gedaan. Zoals de heer Bonte zegt, is er inderdaad geen overschot. Spendeer dan ook niet nodeloos geld aan dubbel werk.

Ik had ook graag gehad dat met wat minder dedain zou zijn geantwoord op mijn vraag over de crisispremie. De heer Vercamer nam het woord over dat punt. Het is inderdaad juist dat het vanmorgen ook al is besproken en dat het een onder een ander thema valt, maar het gaat tenslotte allemaal over werk. Men kan niet zeggen dat de regering daarin zeer correct is geweest. Snel een lastminute-amendement indienen, mag blijikbaar wel. Als ik dan in het kader van een ander "thema" een vraag stel, krijg ik het antwoord dat het punt hier niet ter sprake komt. Ik vind dat hoogst ongepast.

04.38 Stefaan Vercamer (CD&V): De vraag van mevrouw Smeyers is aan de minister gericht, niet aan mij.

04.39 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw de minister, ik wil nog een zin toevoegen. U zegt dat u hier een gebrek aan ambitie hoort. Dat was de eerste zin van collega De Clerck in de commissie: deze regering mist ambitie. Het is vanuit uw meerderheid dat u het soms moet horen.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)
Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

De algemene bespreking is gesloten.
La discussion générale est close.

Bespreking van de artikelen **Discussion des articles**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2307/5)**
Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2307/5)**

Het wetsontwerp telt 28 artikelen.
Le projet de loi compte 28 articles.

* * * * *

Amendements déposés:
Ingediende amendementen:

Art. 5
• 12 - Sarah Smeyers (2307/7)

Art. 21
• 11 - Hans Bonte cs (2307/6)

* * * * *

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.
La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

* * * * *

Besluit van de artikelsgewijze bespreking:

Conclusion de la discussion des articles:

Réservé: le vote sur les amendements et les articles 5 et 21.

Aangehouden: de stemming over de amendementen en artikelen 5 en 21.

Artikel per artikel aangenomen: de artikelen 1-4, 6-20 en 22-28 .

Adoptés article par article: les articles 1-4, 6-20 et 22-28.

* * * * *

05 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, en het Wetboek van Vennootschappen (1988/7-10)

05 Projet de loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et le Code des sociétés (1988/7-10)

Geamendeerd door de Senaat

Amendé par le Sénat

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

De rapporteur, de heer Van Biesen heeft mij gevraagd dat men aanvaardt dat hij verwijst naar zijn schriftelijk verslag. Ik hoor applaus. Er is blijkbaar instemming.

Bespreking van de artikelen

Discussion des articles

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(1988/10)**

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(1988/10)**

Het wetsontwerp telt 60 artikelen.

Le projet de loi compte 60 articles.

Er werden geen amendementen ingediend.

Aucun amendement n'a été déposé.

De artikelen 1 tot 60 worden artikel per artikel aangenomen.

Les articles 1 à 60 sont adoptés article par article.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

05.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): (...)

De **voorzitter**: Ik weet het, collega Van der Maelen, maar ik stel samen met u vast dat er geen algemene bespreking gewijd wordt aan een ontwerp dat terugkomt van de Senaat. Dat is het Reglement, dat van u en mij en de anderen hier uitgaat.

Misschien kunt u straks bij de stemming nog het woord nemen. Die zal vandaag of morgen plaatshebben. Ik noteer alvast dat u een verklaring wilt afleggen voor de stemming.

Begrotingen en rekeningen

Budgets et comptes

- 06** Wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2010 (2222/1-7) (2221/1)
- Wetsontwerp houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2010 (2223/1-19) (2224/1-24) (2225/1-29)
- 06** Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2010 (2222/1-7) (2221/1)
- Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (2223/1-19) (2224/1-24) (2225/1-29)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)
Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces projets de loi. (*Assentiment*)

Algemene bespreking **Discussion générale**

De algemene bespreking is geopend.
La discussion générale est ouverte.

06.01 Hendrik Daems, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

De **voorzitter**: De andere rapporteurs, de heren Bogaert en Brotcorne, zijn het daarmee eens. Voor de algemene bespreking vragen mevrouw Almaci en de heren Goyvaerts, Waterschoot, Tobback, Jambon, Coëme, Daems, Brotcorne, Van de Velde, Gilkinet et Bacquellaine het woord.

06.02 Hagen Goyvaerts (VB): Mijnheer de voorzitter, leden van de regering, waarde collega's, als u het mij toestaat, zou ik het met u, mijnheer de minister van Begroting en mijnheer de staatssecretaris van Begroting, even willen hebben over uw begroting 2010.

Normaal gezien zou een begrotingsbespreking het hoogtepunt moeten zijn van de werking van dit Parlement, waarbij wij ons een keer per jaar buigen over de inkomsten en uitgaven van de federale Staat. Ik weet echter niet of deze begrotingsbespreking vandaag wel een hoogtepunt is. Ik heb de indruk of de overtuiging dat wij de laatste weken in een schimmenspel zijn terechtgekomen. Beter gezegd, deze bespreking lijkt eerder op een Spaans schimmenspel. Collega's, ik weet niet of u de traditie of de folklore van het schimmenspel kennen. Er zijn drie varianten. Er is het Indonesische schimmenspel, het Indische schimmenspel en het Spaanse schimmenspel. Het Spaanse schimmenspel kenmerkt zich door het feit dat het met echte mensen wordt gespeeld. Het duurt veelal tot het ochtendgloren. Ik heb de indruk dat dit vandaag weleens het geval zou kunnen zijn.

Bovendien weet men daar ook precies hoe het gaat aflopen. Ik vind de gelijkenis treffend, want ook hier weet men precies wat er gaat gebeuren. Na alle uiteenzettingen wordt de begroting goedgekeurd, zoals voorzien. De oppositie stemt voorspelbaar tegen en de meerderheidspartijen en de regering, vandaag vertegenwoordigd door de minister van Begroting, de staatssecretaris van Begroting en de minister van Financiën, vragen even voorspelbaar aan de oppositie hoe men dit land dan wel denkt te besturen. De meerderheid slaat dan met fierheid op de borst over de degelijkheid van haar begroting.

Dat is zowat het verhaal dat wij hier de komende uren zullen meemaken. Vandaar de gelijkenis met het Spaanse schimmenspel. Alles gebeurt achter het gordijn en wij weten ook op voorhand wat er ongeveer zal gebeuren. Dat gebeurt hier ook met mensen, en ook misschien tot het ochtendgloren. Wij zullen zien wat er gebeurt.

Mijnheer de minister, u hebt in elk geval uw uitgavenbegroting en uw rijksmiddelenbegroting 2010 voorgesteld onder de titel: "Een begroting met een vertrouwenwekkend signaal".

U wilt daarmee laten uitschijnen dat deze regering, en u als minister van Begroting, de werf van de ontspoorde begrotingstoestand van dit land zagezegd aanpakt. Ik stel alleen vast dat de regering dat doet door te aanvaarden dat in het federaal Parlement een begroting wordt ingediend met een globaal tekort van 5,6 % van het bbp of een tekort van 19,2 miljard euro, waarvan 3,6 % of een tekort van 14,1 miljard euro voor rekening van de federale overheid.

Of u daarmee de werf van de begrotingstoestand als dusdanig heeft aangepakt, is dan nog maar zeer de vraag natuurlijk, laat staan dat u met deze begroting een vertrouwenwekkend signaal geeft.

De inkt van uw begrotingsopmaak van 13 oktober jongstleden was nog niet droog of er ontstond al onmiddellijk een discussie over de belangrijkste pijlers van uw begrotingsopmaak, zijnde de ontvangsten. Voor de oppositie is dat op zich niets nieuws. Tijdens de voorgaande jaren, toen er nog geen crisis was, kwam de administratie van Financiën met cijfergegevens die aangaven dat de ontvangsten lager zouden zijn dan de bij de begrotingsopmaak gehanteerde cijfers.

Mijnheer de minister van Financiën, welkom. U bent inmiddels al zolang de kapitein op het schip van het departement van Financiën, waar u de plak zwaait, al weet ik nog altijd niet met welk resultaat. Het voorbije decennium had u er altijd een handje van weg om de ontvangsten systematisch op te krikken, om de ontvangsten wat op te blazen, waarschijnlijk om de begrotingsonderhandelingen wat gemakkelijker te laten verlopen.

In de periode van de regering Verhofstadt was het vooral de bedoeling om op papier aan te tonen dat er een begrotingsevenwicht werd bereikt. In de periode van de regeringen Leterme en Van Rompuy dienen de opgepompte inkomsten vooral om het begrotingstekort te camoufleren.

Volgens de regering wordt de consument bij deze begrotingsopmaak ontzien. Wie is er tegenwoordig geen consument? Wie deze begroting wat grondiger heeft bekeken, kan alleen het tegendeel vaststellen. Mijn eerste vaststelling waarbij deze begroting de consument niet spaart of niet ontziet is dat de accijnzen op diesel en op tabak worden verhoogd omdat — en dat is dan het nieuwe ultieme argument — deze onder het niveau van de ons omringende landen liggen. De dieselprijs aan de pomp wordt verhoogd via het zogenaamde cliquetsysteem. Welnu, de fiscale druk op arbeid ligt ook fors boven het niveau van de ons omringende landen, maar ik stel vast dat de regering dat niet als een reden aanvoert of aanneemt om deze te verlagen.

Het tweede element is dat de belastingdruk in dit land blijft stijgen ten opzichte van deze in de ons omringende landen. Toch neemt deze regering de belastingdruk niet als criterium om een verlaging door te voeren. Bovendien werd onlangs nog bevestigd dat de belastingdruk in 2008 opnieuw is toegenomen, terwijl de meeste OESO-landen hun overheidsbeslag op de economie zien dalen. De gemiddelde belastingdruk in de OESO-landen is in 2008 met een ongeveer half procentpunt gedaald, van 35,8 % naar 35,2 % van het bbp. In zeventien landen daalde de belastingdruk en in negen landen nam hij toe. Het hoeft ons dan ook niet te verbazen dat België deel uitmaakt van die landen waar de belastingdruk steeg.

Het overheidsbeslag op de economie nam toe van 43,9 % van het bruto binnenlands product in 2007 tot 44,3 % in 2008, waarmee België op de derde plaats blijft op de ranglijst van landen met de zwaarste belastingdruk. Wij geven onze buurlanden het nakijken.

Ik kom tot een volgende vaststelling waarbij de huidige regering de consument niet ontziet. Een van de weinige mogelijkheden die de bedrijven nog hadden om hun werknemers tegen een redelijke kostprijs te belonen, was onder andere het toekennen van een bedrijfswagen. Ook de bedrijfswagen wordt voortaan via de zogenaamde CO₂-taks fiscaal aangepakt. De regering kadert de bedoelde maatregel in haar nieuw beleid met een nieuw turbowoord, met name ecofiscaliteit. Onder het mom van de ecofiscaliteit verhoogt de regering de accijnzen op diesel, schaft zij de professionele diesel af en beperkt zij de fiscale behandeling van bedrijfswagens. Het hele verhaal van de ecofiscaliteit is dus niet het verhaal van de wortel en de stok, maar louter een verhaal van de stok, zijnde belastingen en taksen.

Collega's, deze belastingen dienen dus helemaal niet om het gat in de ozonlaag te dichten. Zij dienen enkel om het gat in de begroting dicht te rijden. Zo eenvoudig is dat. Daar staan wij dan met het debat over de verlaging van lasten op arbeid naar andere fiscale vectoren.

Een derde vaststelling waarbij de huidige regering de consument niet ontziet, heeft te maken met de zogenaamde Electrabeltaks. De beslissing om de kerncentrales langer open te houden, betekent een jaarlijkse extra winst van een slordige 2 miljard euro voor de Franse monopolist Suez. Onder het motto "Voor wat, hoort wat" zou dan mogen worden verwacht dat de regering deze opportuniteit aangrijpt om een compensatieregeling af te dwingen. De huidige regering laat zich integendeel intimideren door de dreiging van Suez om de Belgische markt te verlaten. Bovendien heeft zij zodanig goed onderhandeld dat zij slechts een schamele 235 miljoen euro per jaar van de winsten van Electrabel durft af te romen.

Mijnheer de minister van Begroting, ik kan aannemen dat Mestrallet en de directie van Suez op dit resultaat

meer dan één champagnefles heeft gekraakt.

Alsof het voorgaande nog niet voldoende is, wordt de genoemde 235 miljoen euro gestort in een fonds dat door Electrabel zelf wordt beheerd. De monopolist geeft dus geld waarover het bedrijf zelf beslist. Daardoor heeft het in feite carte blanche in de aanwending van voornoemde fondsen in het kader van hernieuwbare energie, en zulks zonder enige fundamentele controle door de federale regering. Bovendien gebeurt dit in een constructie waarover de Raad van State duidelijk heeft gesteld dat het vehikel van het fonds een bevoegdheidsovertreding inhoudt. Ik zal niet terugkomen op de argumentatie die de heer Bart Laeremans hier vorige week tijdens de bespreking van de programmawet te berde heeft gebracht. Uit zijn uiteenzetting blijkt zeer duidelijk dat de Raad van State heel kritisch tegenover het fonds staat. De Raad van State spreekt wel degelijk van een bevoegdheidsovertreding.

Ik neem aan dat de collega's van de N-VA dit zullen aangrijpen om in het Vlaams Parlement een belangenconflict, een bevoegdheidsovertreding of een bevoegdheidsconflict in te roepen.

Ten vierde stellen wij vast dat de regering de consument niet ontziet via de financiële sector. De financiële sector is aangeschoten wild na het uitbreken van de financiële crisis, maar komt er met 890 miljoen euro over 2 jaar een pak slechter vanaf.

Ook in dit dossier, collega's, heeft de regering gekozen voor de weg van de minste weerstand ten opzichte van de grote banken. In plaats van een bijdrage te vragen aan de banken op basis van hun meest risicovolle bankproducten of op basis van hun vreemd vermogen, elementen die ten grondslag lagen van de bankencrisis, vraagt de regering een bijdrage op basis van de depositorekeningen, waardoor de kleine banken, die destijds helemaal geen staatswaarborg hebben gevraagd om te overleven en die geen staatswaarborg nodig hadden om te vermijden dat zij vielen, nu mee opdraaien voor het geknoei van de systeembanken.

Dan heb ik het nog niet over de afspraken in de regering zonder dat daarvoor een eurocent in de begroting is ingeschreven. Niet alleen Vlaams Belang zegt dat, collega's, niet alleen de oppositie zegt dat, het Rekenhof zelf zegt dat. Het Rekenhof schrijft in zijn analyse van de begroting dat er regeringsbeslissingen zijn waar geen centen tegenover staan. Ik verwijz bijvoorbeeld naar de problematiek van de banenplannen, een thema dat de voorbije uren uitgebreid aan bod gekomen is.

Ik wil daar straks op terugkomen, hoor, mijnheer de minister. Dat is geen probleem. Wij hebben vandaag tijd. Het is maar een woord. Er hoeft maar een sms'je gestuurd te worden.

In ieder geval, mijnheer de minister van Begroting, wij zijn van oordeel dat er in uw begroting virtuele maatregelen ingeschreven zijn. Deze regering zegt dingen te doen, zonder dat er geld tegenover staat.

Tegenover de belastingverhogingen, mijnheer de staatssecretaris van Begroting, staan enkele nieuwe, tijdelijke initiatieven die het economische herstel moeten bevorderen. Ik noem de verlaging van de btw in de horeca naar 12 %, zonder dat de prijs van een maaltijd daalt en zonder dat er meer werkgelegenheid gecreëerd moet worden.

Vanmorgen brak mijn klomp bijna toen ik de krant las. Daar beweerde de horecasector dat door de verlaging van de btw van 21 % naar 12 % er 6 000 jobs gecreëerd kunnen worden. Ik weet niet in welk overleg dat allemaal tot uiting is gekomen, maar eerlijk gezegd, als ik dat zo lees, begrijp ik echt niet waarom de regering de btw niet van 21 % naar 6 % heeft gebracht.

Blijkbaar is het een werkgelegenheidsmaatregel bij uitstek en zou u zelfs het dubbele van dat aantal jobs kunnen creëren, waardoor het terugverdieneffect – mijnheer de minister van Begroting en mijnheer de minister van Financiën, dat is toch een element waar u als liberalen gevoelig voor bent – nog veel groter had kunnen zijn.

Maar neen, het is slechts een vermindering tot 12 %, zonder dat daaraan een voorwaarde is gekoppeld.

Deze regering heeft ook een verlaagde btw-maatregel van 6 % op een schijf van 50 000 euro in de bouw verlengd. Op zichzelf is dat een nobele doelstelling, maar we mogen niet vergeten dat vanaf 2011 vanwege een Europees dictaat de bestaande regionale registratielasten van 10 % op de aankoop van een woning worden vervangen door een btw-heffing van 21 %. Juist die maatregel zal ervoor zorgen dat de gemiddelde

prijs van een modale woning met zo'n slordige 15 000 euro zal toenemen, met daarbovenop het verlies van een aantal voordelen, die gekoppeld waren aan het mechanisme of de regeling van de registratierechten. Mijn conclusie is dus dat deze regering gewoon doorgaat met het uitkleden van de burgers van dit land en de lasten afschuift op de bedrijven en de particulieren, maar zelf probeert zo weinig mogelijk in eigen vlees te snijden.

Ik had ook graag nog iets gezegd over uw meerjarenbegroting, mijnheer de minister van Begroting. Hoe men het ook draait of keert, welk scenario men van de Hoge Raad van Financiën ook neemt, in elk scenario neemt Vlaanderen het voortouw, zowel wat betreft de totale begrotingsinspanning als in het bereiken van een evenwicht. Dankzij de inspanning van 2 miljard euro de komende twee jaar door Vlaanderen, ontspoort de globale begroting niet verder. Dat neemt niet weg dat er op het federale niveau nog een enorme weg is te gaan, zeker sinds de Europese Commissie u een tiental dagen geleden gevraagd heeft een bijkomende inspanning te leveren om uw tekort reeds in 2012 in plaats van 2013 terug te dringen tot de kritische drempel van 3 %, terwijl de echte uitdaging ligt in het bereiken van een globaal begrotingsevenwicht. Straffer nog, u moet naar begrotingsoverschotten om dit land draaiende te houden, te meer daar de Vlaamse regering en afgelopen donderdag, als mijn geheugen mij niet in de steek laat, ook de Waalse regering te kennen hebben gegeven dat het een niet zal zijn om daartoe een bijkomende inspanning te leveren. Hopelijk houden ze ook de komende jaren het been stijf.

In alle geval, momenteel ligt de peer opnieuw bij u op de tafel, mijnheer de minister van Begroting, en dient u als minister van Begroting de klus alleen te klaren om bijkomende inspanningen te leveren. Wij zijn zeer benieuwd hoe deze federale regering, hoe u als minister van Begroting een tandje zult bijsteken en hoe u als minister van Begroting uw huiswerk voor de Europese Commissie opnieuw zult maken. Wij zijn ook zeer benieuwd hoe u zult cijferen en rekenen om het begrotingsplaatje opnieuw te doen kloppen en op welke manier u uw begrotingsplannen zult bijsturen. Wij zijn immers ook zeer benieuwd hoe in 2012 de budgettaire clash zal aflopen tussen enerzijds de Maddensdoctrine, samengevat onder de noemer "de Vlamingen vragen niets en geven niets" of anders gezegd "on n'est demandeur de rien", en anderzijds de Mathotdoctrine die zegt dat het begrotingstekort er vanzelf is gekomen en dus vanzelf wel zal weggaan.

Ik zeg wel degelijk tegen 2012. Dat komt deze regering natuurlijk goed uit, want op dat moment is het haar probleem niet langer. Het is dan een probleem voor de volgende regering. Onze stelling is dat deze regering zowat 5 % van het bbp doorschuift naar 2012. Dat noemt u dan het geven van een vertrouwenwekkend signaal! Dat noemt u dan een verstandig en verantwoord begrotingsbeleid. Ik heb daar een ander inzicht over. In 2011 zal de staatsschuld richting 100 % van het bbp gaan. Daarmee wordt de klok zowat 23 jaar teruggedraaid. Collega's, in 1986 bedroeg de staatsschuld ook 105 % van het bbp. Het moet u maar overkomen, dat u minister bent van een virtueel failliet land zoals de nv België. Deze regering zal dat alles moeten ondergaan tot 2011, als het zo lang duurt. Nadien wordt u waarschijnlijk bedankt voor bewezen diensten en is het aan uw opvolger om de klus te klaren.

Vlaams Belang heeft de overtuiging dat het echte en ingrijpende begrotingswerk wordt doorgeschoven naar de volgende regering, die de immense opdracht van het saneren van het begrotingstekort en de enorme staatsschuld op haar bord krijgt. Omdat de horizon van deze regering slechts tot de verkiezingen van 2011 loopt, zal de volgende regering niet alleen de fouten van paars, maar vooral ook de ontspoorde budgettaire achterstand van de regeringen-Leterme I, -Van Rompuy I en -Leterme II moeten inhalen. Ik gebruik uitdrukkelijk de uitdrukking ontspoorde budgettaire toestand, omdat we heel goed weten dat er in de afgelopen jaren geen enkele begrotingscontrole geweest is die die naam waardig was. De uitgaven zijn ontspoord en de inkomsten worden slecht of niet geïnd, laat staan dat er een serieus en doordacht herstelbeleid op poten werd gezet.

Vlaams Belang is van mening dat met een dergelijk begrotingsbeleid de huidige politieke klasse een begrotingsconflict zaait. De redenen daartoe zijn genoegzaam bekend. De regeringen onder Verhofstadt hebben de fabel en de lege doos van het Zilverfonds gecreëerd. Herinner u, collega's, het was destijds het zogenaamde appeltje voor de dorst van de gepensioneerden, waarvoor het Zilverfonds zou zorgen. Het is politieke oogverblindings geworden, het was een politieke propagandastunt van het ergste soort. Mijnheer de minister van Begroting, als ik even uw aandacht mag – misschien hebt u belangrijke bespreking met de voorzitter van de commissie voor de Financiën en de fractieleider van de MR - in uw verantwoording van de begroting lees ik zelfs het volgende.

06.03 Minister **Guy Vanhengel**: ...

06.04 Hagen Goyvaerts (VB): Niet helemaal hetzelfde. C'est la vérité qui touche. Ten tweede, het is niet omdat men iets herhaalt, dat het daarom niet zinvol zou kunnen zijn.

(...): Dat is ook juist.

06.05 Hagen Goyvaerts (VB): Ik was gekomen aan het element, mijnheer de minister van Begroting, aangaande de Zilvernota die in uw begroting is opgenomen. U schrijft over die Zilvernota dat u de bedoeling hebt "om de vinger aan de pols te houden van de vergrijzingsproblematiek." Ik weet niet waar u dat haalt, maar de laatste keer dat er middelen aan het Zilverfonds zijn toegewezen, was in het jaar 2006.

Bovendien lees ik dat deze regering al begonnen is met het verpatsen van het geld van het Zilverfonds naar de algemene middelen, om zo de uitgaven van de Schatkist te dekken. Voor de begroting van dit jaar heeft de regering beslist om 738,2 miljoen euro, of ongeveer 30 miljard oude Belgische frank, die aanvankelijk voor het Zilverfonds waren bestemd, te desaffacteren en aan te wenden voor het dekken van de algemene uitgaven. Het gaat om ontvangsten die in 2004 voor rekening van het Zilverfonds werden geïnd en in een begrotingsfonds waren geparkeerd. Als we de tijdslijn van uw meerjarenbegroting een beetje bekijken, mijnheer de minister van Begroting, vermoed ik dat de eerstkomende begrotingsoverschotten misschien te verwachten zijn tegen 2016. Dat wil dus zeggen dat de politieke elite van dit land op dat moment gedurende 10 jaar niets met dat Zilverfonds heeft gedaan, laat staan dat er een eurocent is bijgestort. Ik weet niet of we dat nu moeten begrijpen als "we houden de vinger aan de pols van de vergrijzingsproblematiek." Ik vind dat persoonlijk gezegd niet meer ernstig. De nonchalance waarmee de federale regering de vergrijzingsproblematiek aanpakt, grenst stilaan aan schuldig verzuim. Ik heb daar geen andere woorden voor.

In dat bewuste Zilverfonds zat op 31 november 2009 ongeveer 6,8 miljard euro aan reserves. Laat ons duidelijk zijn dat dit bedrag enkel op papier bestaat, het is in feite monopolygeld. Bovendien is het ruimschoots onvoldoende om de betaalbaarheid van het wettelijk pensioen op een structurele manier te verzekeren. U moet nu reeds al uw potjes, spaarpotjes, kasten en rekeningen plunderen om de uitbetaling van de pensioenen mogelijk te maken. Het minste dat we kunnen zeggen is dat de regeringen van Leterme en Van Rompuy, en Leterme geen enkele structurele maatregel hebben genomen om de kosten van de vergrijzing op te vangen, laat staan dat deze regering, maar ook de vorige regeringen, voor een gedegen voorbereiding hebben gezorgd en een pad hebben uitgetekend voor de betaalbaarheid van de wettelijke pensioenen.

De stijgende lasten van de vergrijzing worden bovendien gedragen door steeds minder schouders. Ook de economische crisis wordt door een steeds kleiner werkend deel van de bevolking gedragen. Hoe jonger je bent, hoe hoger de factuur oploopt. Ik verwijs daarvoor naar een studie van de Europese Centrale Bank, die een berekening heeft gemaakt per geboortjaar. Wie in 1970 werd geboren, draagt in zijn leven per saldo 10 000 euro bij aan de Belgische Staatskas, wie vandaag geboren wordt kan al 60 000 euro ophoesten aan de bodemloze put van de Belgische Staat, om te vermijden dat de overheidsfinanciën helemaal uit de bocht gaan.

Dan hebben we het nog niet over een ander element, een ander pijnpunt in uw begroting, de stijgende staatsschuld. Die is inmiddels al opgelopen tot 324,5 miljard euro einde november 2009, met daaraan gekoppeld een oplopende rentelast. Ik neem aan dat u ondertussen ook het rapport van het IMF heeft gelezen. Het IMF vraagt u uitdrukkelijk de broeksriem aan te halen in die zin, dat zij u vragen u uitermate in te spannen vanwege de zorgelijke toestand van de staatsschuld en de daaraan gekoppelde schuldschroef.

(...): ...

06.06 Hagen Goyvaerts (VB): U zult waarschijnlijk in uw repliek de positieve punten naar voren schuiven. We zullen dat met aandacht beluisteren, maar ik ben van oordeel dat het IMF de vinger op de wonde heeft gelegd. We weten dat de staatsschuld van dit land een problematische toestand is. U als politieke leider, als deel van de politieke elite van dit land, verwacht dan dat met dergelijk beleid de solidariteit tussen de generaties zou blijven bestaan. Ik neem aan dat u dat zelf niet gelooft.

Al twintig jaar lang weet de politieke elite van dit land dat de vergrijzing er aankomt. Toch stel ik vast dat dit land en zijn regeerders er niet op voorbereid zijn. Waar zit nu dat fameuze Belgische scharnierjaar 2004? Waar zit nu die prachtige Belgische welvaartsstaat? Waar zit nu die prachtige Belgische verzorgingsstaat? Ik stel mij de vraag, maar kan alleen vaststellen dat er niets van in huis is gekomen. Waar is de tijd, collega's,

dat men de rentebonus opzij ging zetten om de vergrijzing grotendeels op voorhand te financieren? Ook van die strategie is geen spaander heel gebleven. Ondertussen valt de vergrijzing als maar duurder uit. Van begrotingsoverschotten is nooit iets in huis gekomen en zelfs begrotingsevenwichten zijn momenteel verder af dan ooit.

Ik heb ook gemerkt in uw begroting, mijnheer de minister van Begroting, dat er nog steeds een hele reeks federale bevoegdheden is die in feite aan de Gewesten en Gemeenschappen toebehoren. Vicepremier Steven Vanackere mocht nochtans bij de begrotingsopmaak in de media de kat de bel aanbinden. Op zich is minister Vanackere een merkwaardig man. In het raam van de federale begrotingsopmaak waarbij de deelstaten gevraagd wordt om in een of andere vorm een bijdrage te leveren, beklaagt hij er zich over dat de federale overheid nog steeds middelen uitgeeft voor aangelegenheden die eigenlijk tot de bevoegdheden van de deelstaten behoren. Minister Vanackere had het dan onder meer over het grootstedenbeleid, over de preventieve gezondheidszorg en over de vaccinatiecampagnes. Het is duidelijk dat minister Vanackere daarmee vooral Vlaanderen de wacht wilde aanzeggen.

Hij vergist zich natuurlijk van partner. Hij zet de wereld toch een beetje op zijn kop. In 2008 werd Vlaanderen ook al eens verzocht om ongeveer 500 miljoen euro te blokkeren om het federale begrotingsplaatje te laten kloppen. De toenmalige Vlaamse regering heeft dat toen geweigerd en gesteld dat de federale regering moest ophouden met een aantal bevoegdheden te usurperen, als ik dat woord van Vlaams minister-president Kris Peeters mag gebruiken.

Dat zou de federale begroting minstens 400 miljoen euro besparen. Het ging toen, in de periode 2008, onder meer ook over het grootstedenbeleid, de vaccinatiecampagnes en kinderopvang. De Vlaamse regering was bereid om die uitgaven op zich te nemen. De federale regering heeft dat aanbod geweigerd. Waarom? Omdat Wallonië voor die zaken liever het geld uit de federale pot wilde halen dan het zelf te moeten ophoesten.

De toestand die vicepremier Steven Vanackere vandaag aanklaagt, is natuurlijk op conto van de Franstaligen te schrijven. Hij moet dus niet bij de Vlaamse partijen zijn. Wij zullen hem in elk geval niet tegenhouden om die bevoegdheden over te dragen, maar hij mag zich natuurlijk niet vergissen in het debat.

In alle geval, de Franstalige collega's hebben hem teruggefloten. Voor die bevoegdheden hebben ze dus blijkbaar geen geld in Brussel en in Wallonië. Ook vicepremier Vanackere mocht terug in zijn hoekje gaan keffen, om daarmee waarschijnlijk de Vlaamse minderheidspositie in deze federale regering in de verf te zetten.

Nu, om een lang verhaal kort te maken, kom ik tot mijn conclusie, of de moraal van mijn verhaal, zo u wil. Collega's, deze regering zal de problemen voor zich uitschuiven en niets, of nagenoeg niets, doen tot aan de verkiezingen van 2011. Dat is onze voorspelling. Er komen federale begrotingsmaatregelen voor zowat 3,3 miljard euro, terwijl het...

(...)

Mijnheer de minister van Begroting, ik stoor u toch niet in uw gesprek?

06.07 Minister **Guy Vanhengel**: Ik was bijkomende uitleg aan het verschaffen over het statement dat u uit over collega Vanackere.

06.08 **Hagen Goyvaerts** (VB): Zo. En klopt het statement dan, dat het grootstedenbeleid in feite geen federale bevoegdheid is? Ik neem aan dat u daarmee ook akkoord ging.

06.09 Minister **Guy Vanhengel**: Dat ligt gevoelig, zoals u weet. Dat is niet enkel gevoelig voor de grootste stad van het land, de enige grootstad die we in feite kennen in dit land, haha...

06.10 **Hagen Goyvaerts** (VB): Antwerpen, niet?

06.11 Minister **Guy Vanhengel**: ... maar ook voor de andere steden die daarvan genieten.

06.12 **Hagen Goyvaerts** (VB): Ach ja, ook voor de andere steden. U hebt toch ooit al eens het lijstje bekeken van de burgemeesters die allemaal genieten van geld uit het grootstedenfonds? Daar zitten nogal

was socialisten onder. Ik denk niet dat er veel liberalen bij zijn. Misschien is dat een argument om dat in uw federale begroting eens te herbekijken.

06.13 Minister **Guy Vanhengel**: (...) solidariteit (...)

06.14 **Hagen Goyvaerts** (VB): U bent voor solidariteit?

06.15 Minister **Guy Vanhengel**: Jazeker.

06.16 **Hagen Goyvaerts** (VB): De Vlamingen zijn ook voor solidariteit, maar het mag niet altijd uit dezelfde zak komen en niet altijd één richting uitgaan.

06.17 Minister **Guy Vanhengel**: (...)

06.18 **Hagen Goyvaerts** (VB): Transparantie? Daarover kunnen we ook een hele boom opzetten.

Mijnheer de minister, u bent toch al tot de conclusie gekomen dat u in de federale regering zit en niet in de Vlaamse? Ja, oké.

De **voorzitter**: Gaat u verder met uw betoog, mijnheer Goyvaerts. Laat u niet afleiden.

06.19 **Hagen Goyvaerts** (VB): Mijnheer de voorzitter, ik was, bij wijze van spreken, aan de moraal van het verhaal gekomen.

Deze regering zal de problemen voor zich uit schuiven tot 2011. De horizon van deze regering reikt maar tot daar. Er worden federale begrotingsinspanningen geleverd voor 3,3 miljard euro, terwijl het federaal begrotingstekort de komende twee jaar, zowat afgerond, 40 miljard euro zal bedragen. Dat is een inspanning van 1 op 10. Daarmee kunt u op het einde van het schooljaar toch geen goede punten halen. Dat is toch maar een uitermate mager beestje.

Een dergelijke politiek van wat men amper besparen noemt, is een misdaad tegen de huidige generatie. Dat zijn geen woorden van het Vlaams Belang, maar zijn de woorden van Jong CD&V en ik denk dat ze nog gelijk hebben ook.

Deze regering voert alleen een noodbeleid, een noodbeleid met uitstel als oplossing, om haar budgettaire potjes gedekt te houden tot net na de verkiezingen van juni 2011. Daarna zullen wij zien wat wij moeten zien, zoals Ronald Reagan zei: "You ain't seen nothing yet."

Ondertussen pleegt deze regering een aanslag op allerlei fondsen. Ik verwijs naar de 55 miljoen euro op de publieke PWA-kassen. Ik verwijs naar de 738 miljoen euro die uit het Zilverfonds naar de algemene middelen wordt versluisd. Mijnheer de minister van Begroting, wie weet wat u nog allemaal in petto hebt.

Ondertussen loopt de mateloze ontsporing van het budget parallel met het malgoverno of nongoverno zoals wij dat 30 jaar geleden hebben gekend. Wij sleuren blijkbaar nog steeds een stuk van die geschiedenis mee. Dames en heren van de regering, wat het Vlaams Belang nog veel erger vindt, is dat deze regering de volgende generatie een zelfde juk aan het aanmeten is. De volgende generatie is dus letterlijk en figuurlijk het kind van de rekening.

Deze regering gebruikt de crisis niet om structurele hervormingen die nodig zijn om het groeipotentieel op lange termijn te herstellen, door te voeren. Een hele reeks van Belgische ziektes wordt niet aangepakt, zoals bijvoorbeeld de arbeidsmarkt. Ik verwijs naar het partijtje armworstelen van begin vorige week over het stimuleren van jongere en oudere werklozen, maar ook over de aanpak van de instabiliteit van de openbare financiën. Van enige aanzet tot meer fiscale autonomie voor de deelstaten, maar ook verantwoordelijkheden met betrekking tot het beleid inzake arbeidsmarktbeleid komt niets in huis. Collega's, en dat op een moment dat de competitiviteit van vele ondernemingen zwaar onder druk staat.

Deze regering doet ons inziens ook niets fundamenteels aan de problematiek van de structurele begrotingstekorten en de almaar stijgende staatsschuld. Met deze begroting wordt de efficiëntie van het overheidsapparaat niet ten gronde aangepakt, worden de huidige en toekomstige problemen in de sociale zekerheid naar de toekomst doorgeschoven en wordt er niets gedaan om de fiscale druk te verlagen, tenzij

maatregelen nemen die de fiscale druk laten toenemen of verhogen.

Dames en heren van deze regering, het zal u dan ook niet verbazen dat de voorliggende begroting voor Vlaams Belang geen perspectief op een diepgaande verbetering van de toestand van de overheidsfinanciën in zich draagt. Laat staan dat deze begroting enig toekomstperspectief biedt.

Tegen de tijd dat deze regering klaar is met haar denkwerk, concrete maatregelen heeft uitgewerkt en ze bezig is met het Europees voorzitterschap van volgend jaar, staan er alweer verkiezingen voor de deur. Deze regering schuift dus alle fundamentele problemen voor zich uit, terwijl in de buitenwereld, in de realiteit bedrijven failliet gaan a rato van 1 000 per maand.

Het totale aantal faillissementen zal op het einde van het jaar uitkomen op ongeveer 9 600, opnieuw een triest record. Massa's mensen verliezen dan ook hun baan. Door de bedrijfssluitingen en de faillissementen alleen al zullen er dit jaar meer dan 22 000 arbeidsplaatsen gesneuveld zijn. Bovendien zit u met een begrotingstekort dat aandikt met 100 miljoen euro per werkdag.

De vraag is wie dat gaat blijven betalen. De vraag is wie dat straks gaat betalen. Vlaams Belang stelt die vraag, maar stelt ook vast dat deze onsamenhangende regering niet in staat is om daarop een gegrond antwoord te geven.

Wat de politieke analyse betreft zijn wij altijd duidelijk geweest. Een dergelijk beleid biedt geen enkel perspectief meer. De Belgische Staat is virtueel failliet. Het door u zo geroemde Belgische welvaartsmodel kreunt onder de paradoxen. België is het land met proportioneel de hoogste staatsschuld ter wereld. België is het land met de hoogste belastingen per inwoner in Europa. België is het land met een staatsstructuur die 2,3 % bbp of zowat 8 miljard euro per jaar meer kost dan het gemiddelde van de kleine Europese landen. België is het land met de laagste pensioenen voor de niet-ambtenaren. België is het land waar één volk al 179 jaar lang buiten alle verhoudingen veel geld transfereert naar zijn zuidelijke burens. België is ook het land waar het minste wordt gedaan om de vergrijzing op te vangen. België is tenslotte het land van de onopgeloste problemen. Ik verwijs naar het debacle rond het asiel- en het migratiebeleid. Ik verwijs naar de slechte organisatie van het gerecht en het lamentabel justitiebeleid. Ik verwijs naar de slechte inning van belastingen en de slechte aanpak van de fiscale fraude. Dan hebben wij nog de aanhoudende klucht, niet te vergeten, rond de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en het misbruik van het instrument van het belangenconflict en daar bovenop komt dan nog eens uw virtuele begroting 2010, mijnheer de minister van Begroting. U zou voor minder, bij wijze van spreken, in uw bank moeten kruipen.

Anderzijds collega's, laat ons deze toestand gebruiken om een uitweg aan te reiken voor dit land, dat op de klippen aan het lopen is. De huidige politiek van pappen en nat houden is voor het Vlaams Belang niet de goede richting. Laat staan dat überhaupt nog een verstandig compromis mogelijk is. Laat ons de toestand van de huidige regimiecrisis gebruiken om in onze strategie een plan B voor te stellen. Laat ons gewoon die Belgische staat dumpen, zoals de Franstalige journalist Claude Demelenne, hoofdredacteur van het linkse weekblad *Le Journal du Mardi* het begin van dit jaar formuleerde in een interview als optie over het uiteengroeien van Vlamingen en Franstaligen in de Belgische structuur. Hij formuleerde het als volgt: "Il vaut mieux se séparer, avant de se détester". De 6 miljoen Vlamingen verdienen een beter staatsbestel of om het met de recente woorden van Frans Crols in Trends te zeggen: "Hard Vlaams zijn is de enige remedie om de welvaart van 6 miljoen mensen te redden".

Vlaanderen en de Vlaamse bevolking moeten zich daarop dringend voorbereiden. Vlaams Belang is de enige politieke partij die voluit kiest voor een post-Belgische republikeinse context. Vlaams Belang is de enige politieke partij die gaat voor een Vlaamse onafhankelijke staat. Vlaams Belang is en blijft het trekpaard om die kar te trekken. Het is de hoogste tijd voor de curatoren om aan het werk te gaan en de inboedel te verdelen. U zult wel begrijpen, mijnheer de minister, leden van de regering, dat wij deze begroting onmogelijk kunnen goedkeuren.

06.20 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, messieurs les vice-premiers ministres, madame la ministre, messieurs les secrétaires d'État, chers collègues, le premier constat que nous posons à l'analyse de ces budgets, valant pour deux années, c'est la poursuite de la dégradation générale des finances publiques, avec toutes les conséquences pour les générations futures et les entités fédérées.

Le déficit qui nous est présenté dépasse les 25 milliards d'euros. Selon les analyses du Conseil supérieur

des Finances, le déficit structurel peut être estimé à 10 milliards d'euros; une partie du déficit est conjoncturelle, liée à la crise financière et aux mesures ponctuelles adoptées par le gouvernement, dites de relance.

Évidemment, nous ne le contestons pas, il y a nécessité de continuer à investir et de faire intervenir la sécurité sociale pour amortir les effets de la crise. Mais votre gouvernement a choisi la voie de la facilité. Il est vrai que les économistes, tout comme nous, conseillent de ne pas ajouter de la crise à la crise: l'État doit jouer son rôle d'investissement. Il ne s'agit certainement pas de revenir à un équilibre en une seule année alors que, par ailleurs, toute notre économie est grippée des conséquences de la crise financière. Nous partageons cette analyse.

Cependant, le sentiment est que le gouvernement fédéral s'est appuyé sur cette analyse pour ne rien faire et pour ne pas poser les bases d'un retour futur à l'équilibre.

L'endettement public n'est pas un problème s'il permet de réaliser des projets rentables et créateurs d'emplois, qui peuvent contribuer à ramener l'équilibre à terme. Un simple exemple: la rénovation des bâtiments publics, immense chantier, permettrait à la fois de soutenir l'emploi, de participer à l'effort que nous devons tous réaliser de diminution des émissions de CO₂ et de réduire structurellement les coûts de fonctionnement de l'État.

À cette fin de redressement des finances publiques, il conviendrait de faire preuve d'imagination, de courage, de sens des responsabilités afin de trouver des solutions capables d'éviter les moindres recettes inutiles – je pense ici aux intérêts notionnels, monsieur le ministre des Finances, mais j'y reviendrai –, mais aussi de trouver d'autres formes de recettes, notamment pour tout ce qui concerne les revenus financiers et, plus encore, ceux liés à la spéculation financière.

Ces meilleures recettes pour l'État et ces recettes nouvelles pourront alimenter à la fois le fonds de solidarité et les investissements de demain.

Tout au contraire, le gouvernement continue à s'aventurer sur des terrains mouvants avec des recettes incertaines et de nouvelles dépenses, qui risquent de miner davantage demain les finances de l'État fédéral, avec des conséquences sur les dépenses sociales, sur la redistribution, sur la solidarité. Qui peut nous dire ici comment seront payées les pensions au-delà de 2015? En effet, le ministre des Pensions nous assure qu'il n'y a aucune crainte à avoir jusqu'à cette date. Mais ensuite? On verra!

Outre ces questions sur les politiques redistributives et de solidarité se pose également la question de l'implication de ces moindres recettes pour l'État fédéral et les entités fédérées, les Régions et les Communautés, qui sont le siège des politiques d'éducation pour former les citoyens de demain, mais aussi les politiques de redéploiement économique.

On a beau jeu, monsieur Reynders, d'amoinir les capacités budgétaires de l'État fédéral avant d'accuser les entités fédérées de ne pas investir ou d'avoir un taux d'endettement trop élevé.

06.21 Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, je ne vois pas très bien à quoi M. Gilkinet fait allusion. Je ne me plains jamais de ce que d'autres ne font pas!

Je suis surpris! Vous avez relevé la situation délicate de l'État fédéral qui, malgré tout, fournit des efforts importants dans des enjeux majeurs, tel le sommet de Copenhague, et tente de soutenir les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Nous avons consenti des efforts importants pour renforcer les mesures fiscales à l'échelon fédéral en matière d'énergies renouvelables.

Ce que je n'ai pas compris, puisque vous m'emmenez sur ce terrain-là, c'est pourquoi à peine arrivé à la Région wallonne, Jean-Marc Nollet qui vous a précédé ici sur les bancs, a décidé de supprimer les primes permettant de soutenir aussi certaines énergies renouvelables. Je pense au photovoltaïque. Voilà le débat qui a eu lieu!

Nous nous posons la question de savoir pourquoi, dans les débats qui posent particulièrement question en matière d'environnement, de développement durable, vous avez une telle démarche. L'installation de panneaux photovoltaïques n'est plus soutenue en Région wallonne et je ne reviendrai pas, M. de Donnea l'a fait avant moi, sur la manière de gérer l'épuration des eaux à Bruxelles!

06.22 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre des Finances, votre disque est rayé! Il s'agit bien, pour la Région wallonne, d'une réorientation des primes vers les techniques les plus efficaces telles que l'isolation. Je peux répéter mes déclarations sur le photovoltaïque: les mécanismes structurels que sont les certificats verts subsistent et permettent des taux de rendement très avantageux.

06.23 Didier Reynders, ministre: C'est un vrai débat: pourquoi supprimer la prime au moment où, après avoir consulté les Régions, nous avons décidé d'accroître les moyens dévolus à cette démarche? La conséquence en était trois à quatre ans de réduction d'impôts. Les certificats verts existaient depuis longtemps, mais il suffit qu'un ministre régional Ecolo soit responsable des énergies renouvelables pour supprimer la prime. J'essaie de comprendre cette décision. Je vous entends développer de grands discours, mais pour quelle raison supprimer cette prime alors que des citoyens ont fait l'effort d'investir dans les énergies renouvelables?

06.24 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Cela s'explique pour deux raisons. D'abord, c'est un choix politique courageux et visionnaire de réorientation des moyens vers leur destination la plus efficace, c'est-à-dire l'isolation des bâtiments. Ensuite, comme je l'ai expliqué, vos choix budgétaires visant à diminuer le financement de l'État fédéral et à dépenser de manière inconsidérée entraînent des conséquences sur les budgets des entités fédérées, et donc sur les politiques d'éducation et de relance économique.

Par conséquent, il est clair que la Région wallonne doit à présent fonctionner avec des moyens beaucoup trop étriqués pour ses besoins. Quand vous étiez dans l'opposition, par la voix de l'excellent parlementaire M. Wahl, vous vous demandiez si c'était le choix le plus juste. Nous devons utiliser nos faibles moyens le plus intelligemment possible. C'est la raison pour laquelle les primes d'isolation sont augmentées alors que la filière photovoltaïque se soutient elle-même grâce aux certificats verts, à la diminution du prix d'achat de ces dispositifs et aux mesures fiscales prises par le fédéral – je tiens à le souligner.

Le **président**: Le gouvernement fédéral intervient sur un budget fédéral.

06.25 Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, je voudrais remercier M. Gilkinet, parce que c'est là où je voulais en venir: je viens enfin de l'entendre remercier le gouvernement fédéral et la majorité d'avoir soutenu le photovoltaïque et l'énergie renouvelable au moment où une Région n'y parvient pas!

06.26 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'est un débat passionnant tout comme l'assemblée wallonne est un lieu passionnant!

(...): (...)

06.27 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je ne sais pas si j'ai envie de vous y voir!

Il est tout à fait incorrect de dire que la Région wallonne ne soutient plus les filières d'énergies renouvelables. Elle le fait de façon structurelle avec le mécanisme des certificats verts qui sont toujours utilisés.

Le premier point sur lequel je voulais intervenir et insister, c'est le fait que la dégradation des finances publiques fédérales, mise en évidence par tous les analystes et notamment par le Conseil supérieur des Finances, a une double conséquence: d'une part, sur notre capacité de développer des mécanismes redistributifs et de maintenir le niveau de la solidarité là où il était et, d'autre part, sur les capacités financières ...

06.28 Didier Reynders, ministre: Monsieur Gilkinet, vous venez d'asséner une affirmation sur "la dégradation des finances publiques fédérales, alors que la Région wallonne, etc." Avec le président de la Chambre, j'ai eu l'occasion de faire prêter serment, dans les mains du Roi, au nouveau premier président de la Cour des comptes.

Pour ce qui concerne le budget fédéral et le président a raison de rappeler que nous parlons du budget fédéral, vous avez eu l'occasion, avant la fin de nos travaux, de débattre des remarques de la Cour des comptes sur le budget fédéral. Vous avez d'ailleurs dit qu'il fallait attirer l'attention sur tel ou tel point que la Cour des comptes avait mis en exergue. Je peux comprendre que vous tiriez argument de cela pour dire que le budget fédéral présente quelques problèmes.

D'un autre côté, nous avons eu une conversation assez longue à ce sujet avec le président de la Cour des comptes. Une des difficultés en Région wallonne, c'est qu'il n'y a pas de rapport de la Cour des comptes tout simplement parce que les documents budgétaires, les comptes, ne sont pas présentés. Dès lors, monsieur Gilkinet, je souhaiterais savoir, pour information, de quoi vous tirez argument pour faire la comparaison. Que vous critiquiez le budget fédéral au départ du rapport de la Cour des comptes, c'est très bien! Par contre, en Région wallonne, comment faites-vous la comparaison alors que, malheureusement, il n'y a pas de rapport, vu que les comptes ne sont pas présentés?

06.29 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je partage tout à fait votre inquiétude par rapport à la non-transmission des comptes de la Région wallonne par le gouvernement sortant depuis plusieurs années. Cela a d'ailleurs été mis en évidence par la nouvelle présidente du parlement wallon. J'espère que la Cour des comptes pourra faire un travail aussi utile qu'elle l'a fait au niveau fédéral sur l'analyse des dépenses de la Région wallonne. Je partage tout à fait ce point de vue et vous verrez que, dans mon intervention, je ferai référence plusieurs fois à l'excellent travail de la Cour des comptes.

En l'occurrence, je vous parle d'un rapport du Conseil supérieur des Finances qui, comme vous le savez, donne des trajectoires à long terme, commente les choix budgétaires notamment de l'État fédéral et constate, comme nous, que le budget présente un déficit de 25 milliards d'euros, voire un peu plus. Dans ces 25 milliards d'euros, il y a 10 milliards d'euros de déficit structurel. C'est vraiment inquiétant!

Je vous expliquais que cette dégradation des finances du fédéral a des conséquences tant sur les politiques de solidarité que sur la capacité des entités fédérées, Régions et Communautés, à développer leurs politiques en matière d'éducation et de relance économique. Certains choix posés dans ce budget aggravent encore la situation plutôt que de l'assainir.

Pour ne pas en rester au niveau de l'analyse, il nous semble qu'il est urgent de mettre en place une fiscalité plus juste qui fera contribuer davantage les revenus financiers aux finances de l'État et notamment à la solidarité. Une fiscalité qui oriente les comportements des citoyens et des entreprises et qui évite les effets d'aubaine permettant finalement à certains d'échapper à l'impôt.

Le constat est connu. La part des revenus du travail dans le PIB ne fait que diminuer par rapport aux revenus financiers. La charge sur le travail reste élevée dans notre pays comparativement aux autres pays d'Europe et elle est inexistante ou très légère pour ce qui concerne les revenus financiers.

En cette période de difficultés, de vaches maigres ...

06.30 Didier Reynders, ministre: Je me tourne vers Mme Laruelle. C'est normal. Elle s'occupe des vaches maigres, des vaches grasses, de l'ensemble des vaches car, au cas où vous le ne sauriez pas, elle est ministre de l'Agriculture. Donc, je me renseigne auprès de la personne compétente.

06.31 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ne vous laissez pas faire, madame Laruelle! Monsieur le ministre des Finances, je crois que vous avez encore perdu une occasion de vous taire.

Le **président**: Veuillez poursuivre, monsieur Gilkinet.

06.32 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, je suis un peu perturbé par cette attaque personnelle.

En cette période de vaches maigres, dans la double perspective de nouvelles recettes – et on en a besoin, à moins que l'on estime qu'il est préférable d'assumer un tel déficit –, pour freiner la spéculation financière, la première chose que l'on aurait attendu d'un budget de l'État fédéral, ce sont des mesures en matière de contribution des revenus de la spéculation financière aux finances publiques. Avec, à la fois une perspective de freiner la spéculation, cette économie "financiarisée" qui tue l'économie réelle, et une perspective d'apporter des recettes nouvelles. À moins d'avoir mal analysé le budget – je pense pourtant avoir été attentif –, je ne vois aucune perspective à ce niveau. Pour notre part, nous avons pourtant fait des propositions en la matière.

06.33 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, j'écoute avec beaucoup d'intérêt M. Gilkinet. C'est même le premier discours que j'écoute depuis ce matin. Mais je voudrais qu'il me donne un

exemple concret de spéculation financière. Il dit que l'on devrait renflouer les finances publiques en taxant la spéculation financière. J'aimerais savoir ce que M. Gilkinet considère être un exemple de spéculation financière. En tant qu'économiste, cela m'intéresse beaucoup, que ce soit en Belgique ou dans le monde car il faut voir loin!

06.34 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je pourrais, par exemple, vous parler de l'action de la banque BNP Paribas Fortis. Elle a fluctué régulièrement, même si sa valeur a nettement diminué depuis quelques mois. Certains jours, monsieur de Donnea, on s'est aperçu d'un volume d'échanges extraordinaire pour cette action fortement dévalorisée mais qui continuait cependant à varier. Dans la même journée, les mêmes actions ont été achetées et revendues afin d'essayer de bénéficier de revenus sur le marché financier. Certains font donc le choix de jouer en bourse.

06.35 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, je suis ahuri d'entendre M. Gilkinet donner cet exemple! En effet, d'abord, les bourses sont un instrument légitime d'activité économique. Ensuite, voici quelques mois, et M. le ministre des Finances s'en souviendra, le PS, le sp.a et Ecolo-Groen! ont voté contre une mesure qui aurait reporté la taxe sur les opérations de bourse de 0,5 % à 1,5 %. Je ne comprends plus, je suis complètement déboussolé!

06.36 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je n'ai pas le souvenir de ce vote, mais puisque vous parlez de la taxation des opérations boursières, nous avons déposé une proposition de loi, prise en considération pas plus tard que jeudi dernier, destinée à la fois à relever le plafond actuel qui permet aux gros investisseurs de payer une taxe relativement basse et à adapter le taux à ce qu'il est dans les pays voisins. Cette mesure permettrait de rapporter 500 millions d'euros au budget de l'État, d'après nos estimations.

Alors, M. Reynders me dira que ce serait empêcher l'investissement. Non!

06.37 Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, pour rassurer M. Gilkinet, je dirai moi-même ce que j'ai envie de dire.

M. de Donnea a raison et je vous renverrai les textes, si vous voulez: vous avez refusé, avec votre groupe, d'augmenter la taxe sur les opérations de bourse. Passons, ce n'est qu'un des débats.

Dans votre groupe, comme je l'ai rappelé tout à l'heure, vous avez eu un chef de groupe qui, pendant des mois, nous a demandé pourquoi nous ne faisons davantage attention aux petits actionnaires de Fortis. Ce que nous avons fait à l'égard des petits actionnaires de Fortis, c'est d'abord de maintenir l'existence de Fortis Holding. Encore aujourd'hui, l'action de Fortis Holding doit osciller autour de 2,60 euros et détient donc encore une valeur. Mais surtout, nous avons promis aux actionnaires de Fortis Holding de bénéficier d'une plus-value sur l'action BNP Paribas.

Il est vrai que, pendant des mois, vous m'avez interrogé, comme d'autres dans l'assemblée – je pense à M. Van de Velde – en me disant que nous en étions à 20 euros, à 25 euros, que nous perdions des milliards. Aujourd'hui, sa valeur tourne autour de 55,80 euros, c'est-à-dire qu'on se rapproche, à 1 euro près, du moment où l'on pourra donner une plus-value, ce que nous avons promis, aux actionnaires de Fortis. Ces actionnaires bénéficieront d'une plus-value sur BNP Paribas.

J'aimerais donc comprendre – organisez un jour une réunion – comment vous réconciliez la demande de M. Nollet, qui était à votre place il y a peu, d'agir en faveur des petits actionnaires de Fortis, ce que nous faisons, et votre demande – et c'est justement votre choix d'exemple – de taxer cette action, d'empêcher son développement.

Pourquoi voulez-vous à tout prix vous en prendre à de petits épargnants, à des actionnaires qui décident d'investir en bourse pour soutenir une entreprise alors que votre prédécesseur s'était fait le chantre de la défense de ces petits actionnaires? Je souhaiterais comprendre!

06.38 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je vais vous réexpliquer le combat des écologistes dans le dossier Fortis, si vous ne l'avez pas compris. Nous souhaitons maintenir l'ancrage belge de cette banque et une capacité d'influence sur les choix d'investissement posés, ce que vous ne faites pas, avec l'argent public investi dans BNP Paribas, afin que ces choix soient plus éthiques et durables. Par exemple, pour que ces banques sortent des paradis fiscaux. C'est la seule raison pour laquelle nous nous sommes battus à ce sujet.

06.39 Didier Reynders, ministre: À l'époque, M. Nollet nous demandait de défendre le *stand alone* en nous disant qu'une étude interne à la banque démontrait qu'on ne perdrait que quelques milliers d'emplois. Quand BNP Paribas a annoncé qu'il y aurait peut-être 750 départs, je me suis réjoui qu'on ait choisi cette solution plutôt que celle que votre groupe proposait, avec des milliers de pertes d'emplois.

Je signale que quand on parle de 2 à 3 000 pertes d'emplois, on n'est pas loin de ce qui se passe à Opel Anvers!

Vous parlez d'ancrage belge et de décision belge. Mais que demandait essentiellement votre groupe? Il demandait que le premier ministre et moi-même intervenions surtout pour sauver le dossier Kaupthing. Expliquez-moi où se situe le problème d'ancrage belge dans ce dossier! C'est sur ce dossier que le premier ministre et moi-même avons pris le plus de risques au plan financier afin de défendre une entité belge, dépendante d'une succursale luxembourgeoise d'une banque islandaise, pour laquelle votre chef de groupe demandait que nous intervenions!

Arrêtez donc de réécrire l'Histoire. Nous avons surtout pris des risques dans un dossier où nous voulions défendre des épargnants belges mais pas du tout un ancrage belge! Dites-moi en quoi une banque islandaise ayant une succursale au Luxembourg avait un ancrage belge!

06.40 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nous étions en train de débattre, à votre initiative, du dossier Fortis. Tous les analystes, notamment les Français, se frottent les mains de la bonne affaire que BNP Paribas a faite avec l'État belge. On ne peut pas être fier du prix auquel a été vendue cette banque au regard de sa valeur exacte.

Ensuite, vous évoquez le dossier Kaupthing. Des citoyens belges y avaient investi leur épargne et l'État se devait de leur répondre et d'apporter son aide.

Je reviendrai sur ce sujet dans le cadre de la contribution des banques à ce budget car il s'agit là d'une critique fondamentale que nous voulons également formuler.

06.41 Didier Reynders, ministre: (...)

06.42 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'est vous qui le dites!

Elle n'est absolument pas proportionnelle au degré de risque que font encourir ces banques aux citoyens et à l'État.

06.43 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mijnheer de minister, de heer Gilkinet heeft het al mooi gezegd, maar ik wil twee zaken toevoegen. Als iemand de geschiedenis herschrijft, bent u het wel.

Mijnheer Reynders, uw geheugen zit misschien al heel ver, maar deze regering heeft in de Fortiszaak drie onderhandelingen nodig gehad om proberen recht te trekken wat zij van bij het begin uit handen heeft gegeven. Alle analisten zijn het ermee eens dat u dat veel te goedkoop hebt verkocht. Ik wil dat met u tot in den treure bespreken.

Ik ga even over naar Kaupthing, want ik heb dat zelf van dichtbij gevolgd. Mijnheer Reynders, u weet zeer goed dat meer dan drie vierde — vier vijfde zelfs want twintigduizend van de drieëntwintigduizend — van de spaarders van Kaupthing Vlamingen en Belgen waren.

06.44 Minister Didier Reynders: Bij Fortis ging het om vier miljoen Belgen! Bij Kaupthing ging het om twintigduizend mensen.

06.45 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Dat weet ik, maar ik ga even in detail over wat u daarnet over Kaupthing hebt gezegd. Blijkbaar bent u zo opgewonden dat u zelfs niet meer luistert. Ik was bezig over Kaupthing en niet meer over Fortis.

Ik wil het hele Fortisdossier gerust met u overlopen, en de drie verschrikkelijke onderhandelingsrondes, waarbij u de aandeelhouders van Fortis onder druk hebt gezet. Zij zijn dat nog altijd niet vergeten, mijnheer Reynders. U kunt hier roepen en brullen wat u wilt, maar dat is de geschiedenis en iedereen kan dat rustig

nakijken. De aandeelhouders zullen u ongelijk geven.

Ik kom nu terug tot Kaupthing. U was even niet mee. De meerderheid van de spaarders bleef in de kou staan omdat er een vacuüm was tussen de Luxemburgse en de Belgische wetgeving. Die mensen werden door geen enkel beschermingsfonds opgevangen. Zij konden zelfs geen beroep doen op die 20 000 euro. Het is pas na heel lang aandringen in de commissie dat u eindelijk oog kreeg voor de problemen van die spaarders, mijnheer Reynders. Ik weet dat u graag naar het groot actionariaat kijkt, maar die spaarders hebben heel lang op een beetje duidelijkheid moeten wachten omdat uw CBFA hen in een vacuüm had laten zitten. Dat is de realiteit. Dat is de enige realiteit die u nu met de mantel der liefde en veel retoriek probeert toe te dekken. U hebt echter twee keer grandioos gefaald.

06.46 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, j'abordais le chapitre de l'urgence d'une fiscalité plus juste. Je proposais au gouvernement de porter davantage son attention sur la contribution des revenus boursiers au financement de l'État et de la solidarité. L'effet serait double, d'abord en termes de recettes et ensuite en termes de frein à la spéculation financière – cette dernière étant l'une des causes du dérapage de l'économie il y a quelques mois.

Faire sauter le plafond de la taxe sur les opérations boursières pour aligner celle-ci sur le taux en vigueur dans les autres pays pourrait rapporter à l'État et freiner la spéculation. J'entends votre raisonnement sur le citoyen qui investit, mais ce dernier agit généralement en bon père de famille et ne multiplie pas au cours de la même journée ou de la même année des choix spéculatifs. L'idée est évidemment d'atteindre les grands acteurs de la spéculation.

Une fiscalité plus juste est aussi plus efficace. Je ne reviendrai pas sur les conclusions de la commission d'enquête sur la grande fraude fiscale, mais il faut redoubler d'efforts dans la lutte contre cette dernière. Car tous les contribuables honnêtes payent pour les fraudeurs. Nous avons déposé plusieurs propositions de loi relatives au secret bancaire national et international. Cette commission a très bien travaillé et a débouché sur le vote de 108 ou 109 propositions dont nous attendons toujours la mise en œuvre pour donner un signal différent de celui intervenu dans le jugement du dossier KB Lux. C'est évidemment l'affaire de la justice, et je ne me permettrai pas de commenter un jugement, et vous encore moins. Toutefois, le citoyen va en conclure que la fraude à grande échelle bénéficie d'une forme d'impunité. Il faut donc que nous nous dotions d'outils susceptibles d'éviter ce type de fraude. De la sorte, l'argent dû dans le contexte d'une fiscalité juste pourra entrer dans les caisses de l'État sans pénaliser les contribuables honnêtes.

Par conséquent, notamment après le jugement intervenu dans le dossier KB Lux et qui en a heurté plus d'un, il importe de donner un autre signal. Nous l'attendons toujours!

Un autre élément en faveur d'une fiscalité plus juste et plus efficace, c'est d'éviter les dépenses inutiles en corrigeant ce mécanisme des intérêts notionnels, monsieur le ministre des Finances, afin qu'il y ait un lien entre cette possibilité de déduction fiscale des entreprises et une véritable création d'emplois et des investissements durables.

Un excellent article a été publié dans le magazine *Trends*. Il indique que le volume déduit dans le cadre des intérêts notionnels ne fait qu'augmenter, de même que le coût pour le budget. Pour 2007, on note une déduction fiscale de 7,3 milliards, soit un coût de 2,4 milliards d'euros; pour 2008, on nous annonce un large dépassement avec une estimation de 10 milliards, mais peut-être disposez-vous de chiffres plus précis? Ces derniers sont difficiles à obtenir de votre part. Il suffit d'observer qui sont les principaux bénéficiaires de ces mécanismes de déduction fiscale. Ce ne sont, certes, pas les acteurs de l'économie réelle qui créent des emplois peu délocalisables, ce sont les grands groupes capables de délocaliser très rapidement des montants de capitaux importants.

Bref, il s'agit d'une mesure fiscale qui prive l'État de recettes importantes et qui n'a pas d'effets positifs en matière d'emplois et d'investissements durables.

Nous avons également déposé une proposition de loi pour tenter de cadrer cela et de ne pas remettre en cause le système là où il est utile en vue de soutenir les fonds propres des entreprises. De toute évidence, cela n'intéresse pas le gouvernement!

Une nouvelle mesure a été élaborée. Elle est en lien avec la précédente relative aux intérêts notionnels, à savoir la diminution de la TVA dans l'horeca.

Cette mesure éminemment sympathique favorise un secteur tout aussi sympathique, qui crée de l'emploi – pas toujours qualifié – qui, par définition, est peu délocalisable. Mais je cherche toujours l'équation budgétaire du gouvernement: dépenses, recettes, création d'emplois.

Certes, des mesures d'accompagnement sont prévues. J'entends que l'on va instaurer l'obligation d'une caisse enregistreuse automatique extraordinaire, obligation prévue pour 2013, sauf pour les nouveaux établissements. D'ici-là beaucoup de choses se seront passées!

J'ai pris connaissance de votre dernière proposition. Elle date d'hier. Elle vise à transformer les souches TVA en billets de loterie, si j'ai bien compris. Je ne sais pas s'il s'agit d'un trait d'humour ou si c'est sérieux! C'est original, mais c'est quelque peu symbolique. C'est un peu comme quand on achète un billet de Subito dans une librairie. Parfois, on gagne, mais souvent, on perd! Vous ne perdez peut-être jamais!

Le budget de l'État sera-t-il ou non bénéficiaire? Quel sera le coût relatif aux créations d'emplois ou au maintien des emplois grâce à cette diminution de la TVA? Je suis inquiet quand je vois l'exemple de l'application de la diminution de la TVA au niveau du secteur horeca dans d'autres pays. En effet, elle ne conduit pas aux effets escomptés, ni en termes de création d'emplois, ni en termes d'amélioration des conditions d'emploi pour les travailleurs alors qu'elle engendre un coût important pour l'État.

Face à ce premier constat, qui consiste en une dégradation continue des finances de l'État fédéral, nous demandons la mise en place d'urgence d'une fiscalité plus juste qui permette de dégager des marges pour financer la solidarité et orienter correctement les comportements des citoyens.

06.47 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, je n'ai pas voulu interrompre M. Gilkinet plus tôt, mais je voudrais revenir sur ce qu'il a dit concernant la commission d'enquête sur la fraude fiscale.

Je rappelle à M. Gilkinet qu'à ma demande, vous avez envoyé, monsieur le président, une demi-douzaine de propositions de loi pour avis au Conseil d'État. Vous avez également envoyé – si je me souviens bien – trois propositions pour avis à la Cour des comptes. Ces avis seront rendus dans le courant du mois de janvier.

Le groupe de travail, auquel M. Gilkinet participe d'ailleurs assidûment, a entendu MM. Devlies et Clerfayt qui nous ont expliqué toute une série de mesures prises lors du dernier conclave budgétaire relatives à la lutte contre la fraude fiscale, etc.

Il me semble que M. Gilkinet va un peu vite quand il dit que l'on ne fait rien. Ces matières sont complexes et, malheureusement, il faut un certain temps aux experts pour les analyser et les étudier. Certains temps opératoires sont incompressibles, comme lorsque l'on cuit un œuf à la coque. Ce n'est pas en mettant six cuisiniers autour de la casserole que l'œuf cuit plus vite!

06.48 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président de la commission d'enquête, vous savez que je respecte et que j'apprécie votre travail. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises. Si je vais un peu vite, c'est justement parce que j'ai l'impression que cela ne va pas assez vite en la matière.

Je ne prendrai qu'un exemple. Vendredi, j'étais personnellement disponible pour rencontrer le ministre de la Justice et faire le point avec lui sur son calendrier de mesures, quinze jours après notre réunion précédente. Dans le cadre du dossier KB Lux, nous voulions savoir exactement quelle direction prendre, qui prend l'initiative et dans quels délais. Nous lui avons demandé un tableau très clair. Mon collègue Van Hecke et moi-même étions présents dans le groupe de suivi. Alors que j'étais disponible et que d'autres l'étaient certainement également, je ne peux que constater que le choix a été de reporter cette réunion. À la réunion précédente, nous étions quatre parlementaires.

Si c'est effectivement la préoccupation de tous nos collègues et si nous voulons être conformes au vote posé ici par la Chambre au mois de mai, je lance un appel à tout le monde. C'est la responsabilité des parlementaires de déposer des propositions de loi et vous êtes témoins que nous le faisons. Par contre, il est de la responsabilité du gouvernement de les faire suivre. Cela peut à la fois contribuer à davantage de justice fiscale, de façon à ce que l'impôt dû soit payé, mais aussi rapporter de l'argent au budget de l'État. Nous n'allons pas nous disputer sur les montants concernés par la fraude. Monsieur Reynders, je connais vos répliques! Vous me répondrez que, par définition, il est impossible de le savoir. Certains spécialistes parlent de dizaines de milliards d'euros. Je pense donc que cela doit nous inquiéter mais je sais que je peux

compter sur votre collaboration pour poursuivre ces travaux dès la rentrée. Monsieur le ministre, vous pourrez également compter sur nous pour continuer à interpellier le gouvernement et nos collègues car c'est une réelle priorité.

J'en viens à mon troisième point: la nécessité de changer le système qui nous a conduit dans l'impasse et qui explique aujourd'hui une partie des difficultés budgétaires de l'État. Plus que jamais, il faut soutenir l'économie réelle, l'emploi peu délocalisable orienté sur les besoins du futur, notamment en matière énergétique et climatique et aussi combattre la financiarisation de notre économie. C'est le sens de la proposition de loi que j'ai exposée précédemment sur la taxe sur les opérations boursières.

C'est aussi le sens de relever le fait qu'il soit inacceptable qu'un organe public tel que le Fonds pour l'économie sociale et solidaire investisse dans des actions CDO de KBC et perde par là des millions d'euros au détriment d'un secteur essentiel, l'économie sociale, et aussi au détriment de l'État. Nous devons nous doter de règles prudentielles et offensives. C'est ce que nous portons depuis des années, monsieur Reynders, monsieur le premier ministre, par rapport aux fonds de pension du deuxième et du troisième pilier qui bénéficient d'un soutien de l'État sous la forme de déductibilité fiscale. Ce soutien a augmenté mais la contrepartie de ce soutien public devrait être des conditions beaucoup plus strictes d'investissement pour soutenir notre économie, pour soutenir des filières nouvelles et d'avenir.

06.49 **Guy Vanhengel**, ministre: Dans le secteur de l'eau, par exemple!

06.50 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Je ne dirai pas le contraire: l'épuration de l'eau est un secteur d'avenir et la question de l'eau est essentielle pour le futur tout comme la question énergétique.

Il faut également corriger le système bancaire, au-delà de cette correction du système financier, d'abord et avant tout sur les fonds sur lesquels l'État doit intervenir, puisque c'est lui qui établit les règles de déductibilité fiscale.

Qu'il s'agisse de la séparation des métiers bancaires (banque d'épargne et banque d'investissement), de la réduction du levier d'endettement pour tenter de minimiser les risques encourus par les banques, de limiter la titrisation des crédits, d'encadrer la rémunération des banquiers, nous attendons toujours le retour de ce projet de loi sur les bonus. C'est encore une belle intention du gouvernement d'essayer de réglementer et de limiter les bonus mais nous attendons toujours. M. de Donnea va peut-être dire à nouveau que nous voulons aller trop vite mais ce serait un bon signal à donner. Où sont les réalisations du gouvernement en cette matière?

06.51 **Didier Reynders**, ministre: Monsieur le président, je tiens à préciser à M. Gilkinet que nous allons avancer dans le dossier des bonus.

J'ai souvent entendu votre groupe rappeler les initiatives prises, par exemple, par Gordon Brown. Ainsi, ce dernier a annoncé 50 % de prélèvements sur les bonus. Chez nous, cela reviendrait à une baisse d'impôts de 20 %, car nous prélevons déjà en impôts et en cotisations sociales plus de 70 % sur les bonus.

Je serai très prudent. Je ne présenterai pas des projets ni n'approuverai vos propositions qui entraîneraient une baisse d'impôts sur les bonus alors qu'il y a quelque chose à faire dans ce domaine. Je le répète: fiscalement et socialement, nous prélevons déjà 70 %. Nous allons tenter d'aller plus loin, mais il y a aussi des limites.

06.52 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous invite à relire attentivement la proposition de loi que nous avons déposée au début de la crise. Vous verrez que les pistes qu'elle contient convergent parfois avec des idées défendues dans d'autres pays.

Nous pensons qu'il faut changer fondamentalement le système pour éviter que nous nous retrouvions demain dans la même impasse financière. Le contre-exemple tout récent est la contribution des banques au budget de l'État. Sur le principe, nous sommes d'accord. Et le montant est formidable. Simplement, l'analyse doit être juste: il ne s'agit pas d'une recette nette, mais d'une recette potentielle, puisque c'est un fonds de garantie de l'épargne des citoyens. Donc, si nous revivons une nouvelle crise financière, il faudra en déduire ce que nous devons payer aux citoyens victimes d'un nouveau crash boursier.

06.53 **Didier Reynders**, ministre: Nous venons de vivre une crise exceptionnellement grave. Je vous

signale qu'à ce jour, nous n'avons rien payé à aucun épargnant, parce que nous avons fait en sorte d'éviter qu'un quelconque déposant se trouve en difficulté. Si vous avez lu comme moi le rapport de la Cour des comptes, et je vous sais un lecteur attentif, vous aurez remarqué que l'État engrange plus de recettes qu'il ne dépense. Par contre, la mesure relative au secteur financier – et pas seulement bancaire, puisque les assurances sont aussi concernées – représente une recette nette. Quoi qu'il arrive, c'est un prélèvement sur le total des dépôts.

Nous venons de vivre ce que tous les analystes considèrent comme la crise la plus importante depuis les années 1930. Nous n'avons rien dépensé à destination directe des épargnants, car nous avons pu éviter toutes les répercussions pour eux. D'après la Cour des comptes, le budget de l'État est positif. Cette contribution de 540 millions d'euros venant du secteur financier, à laquelle s'ajoutent 140 millions d'euros de correction des revenus définitivement taxés, est bel et bien une mesure nette.

Ce que j'aimerais savoir, à la suite de votre critique de tout à l'heure, c'est ce que vous voudriez faire d'autre ou de plus!

06.54 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, pour ce qui concerne l'aspect recettes nettes ou pas, nous avons, dans le cadre de la loi-programme, adopté, la semaine dernière, une mesure de garantie pour le dépôt des citoyens. Elle est liée à la recette de 500 millions d'euros dont question. Effectivement, si on ne doit pas activer la garantie, il s'agira d'une recette nette. Dans le cas contraire, elle ne le sera pas, puisqu'il faudra déduire les remboursements aux citoyens.

Ce que j'espère évidemment, c'est de ne pas vivre cette situation dans laquelle l'État devait intervenir pour rembourser l'épargne des citoyens. Si nous l'avons évitée jusqu'à présent, elle nous a néanmoins coûté assez cher.

Étant donné que la recette de 500 millions est alimentée par une contribution proportionnelle au dépôt des banques et des assurances, ce n'est pas une cotisation liée au profil de risques de ces banques et assurances. Cela signifie que la banque de dépôt qui recueille l'épargne des citoyens, qui accorde des prêts dans le cadre de prêts hypothécaires, dans le cadre d'aides aux entreprises, paie proportionnellement le même type de contribution que la banque qui, à l'instar de celle que je n'ai pas citée tout à l'heure, mais qui était responsable dans le dossier de la perte des 25 millions d'euros du Fonds pour l'économie sociale et solidaire dans le cadre de produits de type CDO, paie la même chose, même si elle privilégie la piste des placements risqués, comme toutes les institutions bancaires belges, qui ont investi dans les *hedge funds* étasuniens, qui ont conduit à cette nécessité d'intervention de l'État auprès de Fortis, Dexia, Ethias et KBC.

Ce que nous demandons, c'est une contribution proportionnelle au profil de risques, de façon à encourager les banques à adopter des pratiques prudentielles.

06.55 Didier Reynders, ministre: Je serai tout à fait constructif, monsieur Gilkinet! Nous avons dit que ce système récurrent entrerait en vigueur au 1^{er} janvier 2011. Nous avons également signalé à la Fédération belge des institutions financières (Febelfin) que nous étions prêts à considérer d'autres propositions qui tiendraient compte du profil de risques.

Je veux simplement faire deux remarques. Premièrement, ce que l'on garantit, c'est le total des dépôts, y compris les dépôts, d'après vous, sans risques. Deuxièmement, nous sommes prêts à revoir le mécanisme légal en fonction du profil de risques. Ainsi, si vous déposez une proposition de loi instaurant un mécanisme prenant en compte le profil de risques, nous l'examinerons avec beaucoup d'attention.

06.56 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Jeudi passé, dans le cadre des discussions sur la loi-programme, nous avons déposé un amendement en ce sens, qui s'appuie sur une étude récente de la Banque nationale de Belgique qui, vous l'admettez, est un organe respectable, bien documenté, dont les analyses sont respectées; cette étude démontre que le risque de pertes importantes augmente avec la taille des banques et la diversification des activités.

Notre proposition est donc d'arriver à une contribution des banques qui tienne compte de ce profil des risques, donc de leur taille. Il s'agirait de faire payer davantage aux banques les plus importantes.

C'était le troisième élément de mon raisonnement. Nous ne voyons pas, dans ce budget, de mesures budgétaires pouvant avoir une influence sur la façon de fonctionner du monde de la finance et le changer

fondamentalement. Vous dites être ouvert, notamment sur la contribution des banques: si vous faites preuve de créativité, ce dont je vous sais capable mais pas toujours au profit des causes qui me sont chères, peut-être y aurait-il moyen d'améliorer le système. Tant mieux si les institutions bancaires y sont aussi ouvertes.

Mon quatrième élément n'est pas sans lien avec le précédent: il s'agit de la nécessité pour l'autorité publique d'assurer son rôle de régulation.

Il faut arrêter de se laisser piller par des opérateurs privés, souvent étrangers et souvent français – je pense au marché énergétique et au rôle central accordé à Suez. Je reprends l'exemple de BNP Paribas, venu au secours d'une grande banque belge, mais sans faire une mauvaise affaire en l'occurrence et qui a beaucoup de mal à accepter que les administrateurs représentant l'État belge en son sein puissent jouer leur rôle d'administrateurs. Ils ne sont pas encore nommés: le gouvernement s'est un peu disputé sur le nom de ces deux personnes et a loupé le train de nominations; c'est pourquoi il nous faut encore attendre quelques mois pour être représentés au sein de cette banque. Cela dit, nous sommes représentés au sein de Fortis Banque, mais nous avons laissé faire une opération, il y a quelques semaines, qui pourrait rendre marginale la place de l'État belge dans Fortis; j'aurai l'occasion de vous interroger à cet égard.

06.57 Didier Reynders, ministre: Je ne sais pas si vous savez comment l'État belge a pris 49,9 % dans Fortis Banque. D'ailleurs, votre groupe a applaudi cette prise de participation. C'est simplement parce qu'il y avait une règle de capital autorisé dans la banque qui nous a permis d'intervenir en augmentation de capital.

Ce qui s'est décidé, il y a peu de temps, c'est, à nouveau, un mécanisme d'augmentation de capital autorisé qui peut être appelé par le conseil d'administration.

Vous dites que c'est une dilution de l'État. Non! Il suffit que ce dernier suive, s'il le souhaite, et il gardera exactement la même représentation au sein du capital de Fortis Banque.

J'essaie de comprendre comment vous tirez vos conclusions.

Si nous avons pu sauver Fortis, c'est justement grâce au mécanisme de capital autorisé qui existait dans la banque. Et nous sommes représentés au conseil comme à l'assemblée générale. Si un jour, la banque fait appel à du capital autorisé, il appartiendra à l'État de savoir s'il veut suivre ou non. Ni plus, ni moins.

06.58 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il lui suffira donc de suivre pour que son rôle ne soit pas dilué. Mais si ce n'est pas le cas, il le sera.

Je voudrais citer un autre exemple. Et il est regrettable que Mme Vervotte ne soit pas là. Il s'agit de celui des entreprises publiques comme La Poste.

Le gouvernement violet a décidé d'ouvrir le capital de La Poste à des opérateurs investisseurs privés auxquels on a déjà reversé un dividende correspondant au montant de leur investissement initial. Ils ont un œil sur le cash important de La Poste et derrière lequel l'actionnaire public se cache lorsqu'il s'agit de prendre des décisions difficiles, notamment à l'égard des travailleurs en termes de volume d'emploi. En effet, La Poste a perdu plusieurs milliers d'emplois, grâce à des départs naturels, me rétorquera-t-on, et envisage, même si c'est moins grave qu'annoncé, des conditions sociales pour ses futurs travailleurs absolument inacceptables.

Il me semble donc qu'il y a une tendance à ne pas assumer le rôle de l'actionnaire public dans ces entreprises publiques, madame la ministre.

En outre, dans le cadre de cette discussion générale, il est important de vous rappeler votre responsabilité en tant que représentant de l'actionnaire public, que ce soit au niveau des banques, que ce soit au niveau d'entreprises comme La Poste, la SNCB ou Belgacom.

Je peux prendre un autre exemple, celui de l'énergie. Jeudi dernier, nous avons eu un débat concernant ce fonds pour l'énergie renouvelable qui devrait être rebaptisé fonds Suez. Un amendement proposé par notre groupe en commission assure que, dans ce fonds, les administrateurs représentant l'État sont majoritaires et au maximum sept. Ils sont au nombre de quatre. En séance plénière, intervient un contre-amendement de la majorité.

D'une part, en prenant cette décision de maintenir les plus vieilles centrales ouvertes, on cède un monopole de fait à un opérateur énergétique privé et étranger. Dans ce fonds Suez, on ne s'assure pas de pouvoir garder la main en tant que représentant de l'intérêt public, sans parler de toutes ces contributions au budget de l'État qui sont systématiquement contestées par Suez. Ma collègue, Meyrem Almaci y reviendra. L'État continue malgré tout à confier son portefeuille et l'avenir de sa politique énergétique à Suez.

Je pourrais également prendre un exemple en matière d'emploi. Des aides pour soutenir l'emploi sont nécessaires mais, lorsqu'il s'agit de mettre des conditions à l'octroi de ces aides, comme cela existe dans d'autres dispositifs tels que les Fonds structurels européens, le gouvernement baisse la garde et attribue ces aides sans compensation.

Il nous semble donc essentiel que l'autorité publique assure son rôle de régulation et de pilotage. C'était le quatrième élément que je voulais souligner.

Le cinquième élément reflète notre grande inquiétude par rapport aux politiques sociales: la lutte contre la précarité, le financement des pensions notamment après 2015. On l'a dit; la sécurité sociale a joué, en ces temps de crise, un rôle important pour éviter que des personnes qui perdent leur emploi ou qui sont en difficulté ne basculent dans la pauvreté. La sécurité sociale est de plus en plus mise à mal. Sa dimension assurantielle est de moins en moins efficace vu son manque de financement, la non-liaison structurelle des allocations sociales au bien-être, même si un mécanisme correctif a été mis en place dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations. Celui-ci permet une liaison au bien-être imparfaite puisque le décrochage continue. Il est simplement moins rapide. Avec notre proposition de loi, il est question de mettre les allocations les plus basses au niveau du seuil de pauvreté.

C'est la question du niveau des pensions. Un million de pensionnés qui vivent avec moins de mille euros seront-ils les nouveaux pauvres de demain? Où en est la Conférence nationale sur les Pensions que Mme Arena a lancée et qui semble dans les limbes? Sans parler du fonds du vieillissement...

Quelle est l'idée de ce fonds? Il s'agit de préaffecter des moyens dans un cadre budgétaire pluriannuel pour payer des pensions quand cela s'avérera nécessaire, notamment au moment où les enfants du baby-boom atteindront l'âge de la retraite. Que lit-on dans l'excellent rapport de la Cour des comptes? Monsieur le ministre des Finances, monsieur le secrétaire d'État, représentez-vous à la fois M. Courard, M. Daerden, Mme Onkelinx? Bravo, monsieur Delizée. Peut-être que cela ne les intéresse pas...

06.59 Didier Reynders, ministre: Je le représente, je l'ai déjà dit.

06.60 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Et Mme Onkelinx et M. Courard également?

(...): (...)

06.61 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'est dommage car il y a beaucoup à dire sur leurs compétences. Certaines appartiennent au ministre du Budget, certaines au ministre des Finances, puisque vous étiez associé au début aux communications du ministre des Pensions. Que constate-t-on? Non seulement on n'investit plus dans le fonds du vieillissement mais encore on en retire des moyens. Extraordinaire!

06.62 Didier Reynders, ministre: On n'a rien retiré.

06.63 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'étaient des moyens qui devaient être affectés au fonds du vieillissement et qu'on a retenus au dernier moment pour investir dans d'autres politiques. La communication à l'époque se voulait rassurante pour les citoyens: "Nous préparons l'avenir."

06.64 Didier Reynders, ministre: (...)

06.65 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vous me l'avez expliqué mais ne me demandez pas d'être d'accord avec cette situation et votre analyse de la situation.

06.66 Melchior Wathelet, secrétaire d'État: Qu'aurait-on dû faire? Les transférer dans le fonds et payer plus de charges d'intérêts? Avoir une nouvelle charge pour le budget de l'État? C'est cela que vous me proposez? Nous avons respecté purement et simplement la remarque de la Cour des comptes. Ce débat a

eu lieu en commission: nous vous avons expliqué alors que transférer ces montants au fonds de vieillissement coûterait plus cher à l'État en charges d'intérêts. Si vous avez envie de mettre des charges supplémentaires sur le dos de l'État, expliquez-nous! Soyez alors cohérent dans vos propos: ne dites pas qu'il fait assainir les finances publiques et qu'il faut accepter des charges supplémentaires telles que le paiement d'intérêts.

06.67 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le secrétaire d'État au Budget, ce que nous souhaitons, c'est donner des perspectives aux citoyens qui sont aujourd'hui à la pension ou le seront demain.

Quand j'interroge le ministre des Pensions sur le sujet et qu'il me répond que tout va bien jusqu'en 2015 car il sera possible de payer les pensions, je pense que ce n'est pas un signal rassurant. Quand je débute cette intervention en faisant le constat de la dégradation des finances publiques fédérales, cela n'offre pas non plus des perspectives pour demain.

À quoi tout cela conduit-il? À plus d'inégalités, à l'organisation d'une solidarité parallèle par le biais des deuxième et troisième piliers. D'après l'analyse de tous les universitaires qui s'y intéressent, cette situation renforce la pension de ceux qui bénéficient déjà d'une pension correcte et accentue les inégalités entre les petits pensionnés et les autres.

Nous demandons une perspective budgétaire pluriannuelle, qui nous indique comment, en revenant sur des dépenses non utiles au développement de l'économie et en développant une logique de nouvelles recettes, nous pourrions offrir demain des pensions correctes et donner des perspectives à ce point de vue. C'était l'intérêt du fonds du vieillissement.

06.68 Melchior Wathelet, secrétaire d'État: Monsieur le président, j'interviens maintenant: nous aurons ainsi déjà vidé quelques sujets.

Monsieur Gilkinet, la Cour des comptes est venue nous faire son exposé. Il était très clair que la meilleure manière de payer le vieillissement de la population, c'était de retourner à l'équilibre budgétaire. Pour ce faire, nous avons établi un budget sur deux ans; cela ne s'était jamais fait. Nous avons déposé un programme de stabilité et nous sommes en avance sur les engagements déposés à la Commission.

Vous dites qu'il faut de la perspective: il n'y a jamais eu de budget bisannuel, le budget s'inscrit dans un programme de stabilité jusqu'en 2015, il retourne à l'équilibre budgétaire en 2015 et nous sommes en avance sur le processus. Nous dire que nous n'avons pas de perspective est vraiment nier la vérité et nier le même raisonnement soutenu par la Cour des comptes en commission, selon lequel remettre de l'argent dans le fonds de vieillissement nous coûterait plus cher; que le meilleur moyen de nourrir ce fonds était le retour à l'équilibre budgétaire.

Le **président**: Monsieur Gilkinet, vous êtes souvent interrompu, mais vous êtes à la tribune depuis une heure et vingt minutes.

06.69 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, au fond, nous faisons le point sur l'ensemble du budget.

Le **président**: C'est courageux.

06.70 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur le secrétaire d'État au Budget, j'allais souligner dans ma conclusion qu'un des éléments positifs de ce budget est d'être bisannuel.

Simplement, j'ai questionné et lu le ministre des Pensions. Quand il lui a été demandé: "Monsieur Daerden, après 2015, qu'en sera-t-il des pensions?" Il a répondu: "Jusqu'en 2015, je peux payer." Ce ne sont pas des perspectives, monsieur Wathelet. L'intérêt du fonds de vieillissement est que des recettes excédentaires soient réaffectées au paiement futur des pensions. Or nous ne voyons rien venir. Il convient d'apporter des réponses aux citoyens, au risque de favoriser des réflexes qui ne sont pas toujours les meilleurs, notamment en se tournant vers les deuxième et troisième piliers de pensions. Ils peuvent se justifier en termes de choix personnel, mais ils ne renforcent pas la solidarité; ils pèsent lourdement sur le budget de l'État et ne bénéficient toujours pas de ces mesures de régulation et d'orientation que j'appelle de mes vœux.

Dans le même chapitre, je pourrais vous parler de la désorganisation et du sous-financement de l'accueil

des demandeurs d'asile qui se retrouvent dans des situations de précarité abominables. Il en résulte une concurrence honteuse entre ceux-ci et les citoyens sans domicile à la recherche d'un abri pour la nuit.

Je vous parlerai aussi de la mesure figurant dans la loi portant des dispositions diverses et que notre groupe ne votera pas. Les mécanismes de rotation qu'elle organise ne résolvent en aucun cas les problèmes. Sans parler des budgets bloqués par l'inspection des Finances.

Quelles sont donc les marges qui peuvent garantir le maintien de la solidarité et répondre aux défis démocratiques de demain?

Dans les choix budgétaires que nous contestons, je vais citer en vrac l'effet de la revente des bâtiments par la Régie des Bâtiments, qui commence à peser sur le budget. Comme l'a remarqué la Cour des comptes, il aurait été préférable d'assumer sur fonds propres les frais de modernisation de ces bâtiments. Cela aurait été moins onéreux que l'explosion des loyers payés par la Régie. Il s'agit bien d'un choix budgétaire à court terme.

Mme Turtleboom est absente, mais mon collègue Ronny Balcaen parlera de l'absence de financement de la réforme de la sécurité civile. Or le précédent gouvernement s'y était engagé et le parlement avait voté le texte à l'unanimité.

06.71 **Guy Vanhengel**, ministre: Tout ce qui a été prévu pour la réorganisation de la sécurité civile en 2010 fait l'objet d'un financement suffisant dans le budget tel qu'il est proposé au parlement. Ainsi, cette réforme et cette réorganisation se feront pas à pas. Ce qui doit être fait en 2010 pourra être financé. Les budgets le prévoient!

06.72 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je ne vais pas déflorer ce débat qui aura lieu avec Mme Turtleboom. Mais cela dépendra également des points qui seront inscrits à l'agenda. En effet, nous avons déjà eu trois agendas différents! Si on retire les points qui y sont inscrits, on peut dire...

06.73 **Guy Vanhengel**, ministre: (...) en même temps et en un an de temps!

06.74 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Bref, nous constatons qu'il ne s'agit pas d'un choix prioritaire du gouvernement, ce que nous dénonçons.

Madame la ministre des Entreprises publiques, nous sommes également inquiets de l'avenir de B-Cargo. Il vous reste à agir à présent si vous êtes aussi inquiète! Nous y reviendrons certainement dans le cadre des discussions plus précises à ce sujet. Nous pourrions également évoquer la rente nucléaire et la soi-disant contribution du nucléaire, qui sort de la poche gauche de Suez pour rentrer dans sa poche droite. C'est ce que j'ai expliqué tout à l'heure avec la question du Fonds Suez.

En conclusion, nous ne pourrions pas soutenir le projet de budget présenté par la majorité car il ne s'agit pas, à nos yeux, d'un budget responsable. Il manque de vision et de souffle. Il n'indique pas la voie de sortie de la crise. Il se contente d'attendre des jours meilleurs sans indiquer la voie vers ces jours meilleurs. Il constitue de plus une lourde hypothèque sur les générations futures.

Nous avons déposé de nombreuses propositions de loi et amendements pour tenter de corriger ce qui devait l'être et proposer de nouvelles pistes et perspectives pour notre pays, via ce budget, en vue de répondre aux défis sociaux, environnementaux et économiques qui sont face à nous. Mais le gouvernement a choisi de poursuivre sa route, chacun le nez dans son dossier. Aucun des membres du gouvernement n'est prêt à assurer une vision globale, une vision d'avenir, une vision de l'intérêt général.

Monsieur Wathelet, le seul mérite de ce budget, au-delà de mesures ponctuelles en matière sociale, que j'aurais pu souligner plus précisément, c'est la fixation d'un cap à deux ans, initiative que nous devons, entre autres, à M. Van Rompuy.

Pour le reste, il s'agit, à nos yeux, d'un budget sans perspective, d'un gouvernement sans perspective.

06.75 **Kristof Waterschoot** (CD&V): Mijnheer de eerste minister, mijnheer en mevrouw de minister, mijnheer de staatssecretaris, collega's, ik begin met het citeren van een oude Chinese wijsheid uit de 6^{de} en 7^{de} eeuw voor Christus: "De man die een berg verzet, begint met het wegdragen van kleine steentjes". Deze

wijsheid slaat erop dat grote problemen nood hebben aan concrete actie. Wij hebben nood aan maatregelen, wij hebben de hand aan de ploeg. Wij staan vandaag voor een grote uitdaging. Wij staan vandaag voor een grote economische berg en wij hebben nood aan concrete actie. Mijn fractie en ik zijn ervan overtuigd dat deze regering met deze begroting het bewijs aflevert dat ze klaar is om deze uitdaging aan te gaan. Onze eerste minister, die hier voor ons zit, is de man die deze berg zal verzetten. (*Rumoer*)

Ik ben blij met de interesse in Chinese wijsheden.

Voor alle duidelijkheid, het begrotingstraject dat door de Hoge Raad van Financiën is uitgetekend, met het oog op een begrotingsevenwicht in 2015, wordt in deze moeilijke tijden gerespecteerd. Ik weet dat een aantal collega's deze begroting laaghangend fruit vinden, en dat ze denken dat de beginnende herneming van de economische groei deze regering zomaar in de schoot komt vallen. Collega's, dit klopt niet. Het percentage reële maatregelen is allesbehalve verwaarloosbaar en bovendien structureel. Dat wordt bevestigd door het Rekenhof. Er zijn andere tijden geweest.

06.76 Hans Bonte (sp.a): Mag ik u erop wijzen dat er in de begroting ook zeer veel niet-structurele maatregelen zitten?

Mijnheer Bogaert, ik heb het daarstraks gezegd in uw afwezigheid, maar ik wil het u toch nog eens vragen. U weet toch dat in deze begroting een pak oneshotmaatregelen zit. De minister van Werk heeft het daarstraks onderstreept.

Ze horen dat daar niet graag, mijnheer de minister. Ook toen we in de meerderheid zaten, hebben wij gezegd dat men geen begroting rond krijgt zonder eenmalige ingrepen. Nu komt u op het spreekgestoelte beweren dat het allemaal structurele maatregelen zijn, wat daarenboven ook bevestigd wordt door het Rekenhof. Ik nodig u uit om het verslag van het Rekenhof na te lezen.

(...): (...)

06.77 Hans Bonte (sp.a): De 55,2 miljoen euro uit de PWA's is, bijvoorbeeld, een oneshotmaatregel, die daarenboven nog slaat op de reserves van 2008. Uw minister van Werk heeft het daarstraks gezegd.

06.78 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Om oneshotuitgaven te financieren, mijnheer Bonte.

06.79 Hans Bonte (sp.a): Door welke structurele maatregel? Die tijdelijke maatregel van zes maand wordt daarmee gefinancierd.

06.80 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Hoeveel tijdelijke maatregelen zijn er qua uitgaven? U weet toch dat veel van de crisismaatregelen betreffende werkgelegenheid beperkt zijn tot de eerste zes maanden van het jaar. Andere maatregelen zijn beperkt tot het jaar 2010. Daarom zijn er natuurlijk oneshotinkomsten om de oneshotuitgaven te betalen. Dat hebt u nooit begrepen. De rest van de maatregelen voor 2011 is totaal structureel. Het beste bewijs daarvan is dat de nieuwe macro-economische gegevens van het Planbureau direct worden vertaald in het saldo. Dat toont duidelijk aan dat wat is beslist in de begroting, totaal structureel van aard is. Dat is het bewijs.

U hebt het nooit kunnen doen tijdens acht jaar. Dat is waar, maar nu kunnen wij het wel doen. Dat toont aan dat het totaal structureel van aard is.

De **voorzitter**: Mijnheer Bonte, u mag nog een tweede keer onderbreken. De heer Waterschoot zegt dat hij eigenlijk maar een tiental minuten spreektijd had. Uw fractieleider neemt straks nog het woord.

Mag ik voorstellen dat we de sprekers op het spreekgestoelte respecteren, zodat zij hun betoog kunnen opbouwen?

Ik geef u nog even het woord en dan gaat de heer Waterschoot verder.

06.81 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik hoor dat de heer Wathelet hier bevestigt dat er oneshotmaatregelen inzitten.

06.82 Staatssecretaris Melchior Wathelet: (...)

06.83 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer Wathelet, u onderbreekt mij opnieuw. Het doet mij plezier dat u inderdaad de spreker nuanceert, die spreekt van uitsluitend structurele maatregelen. Het is effectief juist dat er oneshotmaatregelen zijn. Ik maak die opmerking omdat de ploeg die achter u zit, vroeger omhoog sprong als wij het woord oneshotmaatregel uitspraken. Dat kon absoluut niet.

06.84 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik reageer, omdat de heer Bonte erop aandringt. Ik weet ook: het geknakte riet zult gij niet breken. Omdat de heer Bonte echter aandringt en hij toch een debat over de one-shots wil starten, wil ik het volgende meegeven.

In de huidige begroting zitten een aantal recurrente kosten die het gevolg zijn van one-shotmaatregelen in het verleden. Ik denk bijvoorbeeld aan de verkoop van gebouwen nu omgezet in huur. Ik denk ook aan de pensioenfondsen; 5 miljard euro — het gaat niet over 55 miljoen euro — hebben de sp.a-ministers ooit in de begroting binnengehaald.

De heer Tobback zegt dat over het verleden niet mag worden gepraat. Het gaat echter wel degelijk over de voorliggende begroting. De kosten van alle trucages van de sp.a-ministers die op de begroting 2010 wegen, bedragen volgens berekeningen van het Rekenhof 450 miljard euro. Dat zijn kosten ingevolge uw trucs uit het verleden, mijnheer Bonte. (*Applaus*)

(...): 450 miljard, dat is wel veel!

De **voorzitter**: Het is een heel boeiend debat, maar mag de heer Waterschoot thans zijn betoog voortzetten?

06.85 Kristof Waterschoot (CD&V): Mijnheer de voorzitter, behalve de huidige begroting te plaatsen in de Belgische context plaatsen, wil ik haar ook even vergelijken met de begroting van onze Europese collega's. In dat perspectief is het zeker niet aangewezen laatdunkend te doen over de inspanningen die België levert. Nederland bijvoorbeeld zal, net zoals Groot-Brittannië, pas in 2012 beginnen te sparen.

Het Belgische begrotingstekort is aanzienlijk, dat ontkennen wij niet, maar het is kleiner dan het gemiddelde tekort in de Eurozone en dan enkele van onze buurlanden.

Collega's, u zult merken waar het op staat.

Ook de saneringsinspanning die wij moeten leveren, mag niet worden onderschat, zeker niet vergeleken met de inspanning die de laatste, echte saneringsregering — de laatste regering die in ons land werkelijk heeft bespaard, is de regering-Dehaene-Van Rompuy — heeft moeten leveren. Daarom kan onze fractie, zowel voor het luik waarover ik het heb als voor het vorige luik, concluderen dat de regering wel haar verantwoordelijkheid neemt en niet alle problemen naar de volgende generaties doorschuift.

Hoe moeten wij reageren op de oproep van de Europese Commissie om het tekort versneld terug te dringen? De CD&V-fractie vraagt ter zake heel duidelijk aan de regering om daarop in te gaan en ervoor te zorgen dat al in 2012 de 3 %-norm wordt bereikt. Dit is logisch denken, omdat de huidige begroting geen rekening houdt met de ondertussen verbeterde conjunctuurvooruitzichten. Het is ook logisch, gelet op de kwetsbare positie van België inzake de schuldenlast en de kosten van de vergrijzing.

Om daarop verder te gaan verdient deze begroting absoluut een pluim en tien op tien op de volgende punten. Ten eerste, de conservatieve inschatting van de economische groei, ten tweede de voorzichtige en precieze begroting van de opbrengsten van de strijd tegen fraude — het was ooit anders — en, ten derde, er werd geen rekening gehouden met allerlei terugverdieneffecten, wat overigens door het Rekenhof werd bevestigd. Deze drie praktijken mogen volgens onze fractie worden gebetonneerd voor toekomstige begrotingsopmaken.

Ik hoop dat wij het debat hier zullen kunnen voeren over wat er gebeurt met de extra inkomsten door conjunctuurverbeteringen. Als het aan onze fractie ligt willen wij ervoor pleiten om die maximaal te besteden aan de afbouw van het tekort en niet aan allerlei nieuwe maatregelen. Waarom? Omdat volgens ons de vergrijzingsproblematiek erop wijst dat het sneller terugbrengen van het overheidstekort een betere garantie is voor de betaalbaarheid van de pensioenen in de toekomst dan het aanleggen van een Zilverfonds. Dat geldt zeker in tijden met een begrotingstekort. Collega's, ik daag u uit om het op te zoeken, ook het

Rekenhof heeft dat bevestigd. Ik verwijs daarvoor naar het verslag van raadsheer Debucquoy.

06.86 Robert Van de Velde (LDD): Kunt u dit nader uitleggen? Gaat u veeleer voor het afbouwen van het begrotingstekort of wilt u de extra inkomsten besteden aan een kapitalisatiesysteem om de vergrijzing in de toekomst op te vangen? Welk van de twee systemen staat u voor?

06.87 Kristof Waterschoot (CD&V): Ik was daarnet toch heel duidelijk, maar mocht dat niet het geval zijn geweest, dan zal ik herhalen wat ik zei.

De beste garantie voor de betaalbaarheid van de pensioenen op de lange termijn is de vermindering van het begrotingstekort. Als er conjuncturele meevallers zijn, dan pleit ik ervoor om die maximaal met het tekort te verrekenen. Dat is wat het Rekenhof aanbeveelt. Ik hoop dat ik daar heel duidelijk op geantwoord heb.

Wat de maatregelen in deze begroting betreft en waarvan ik er kort een aantal zal aanstippen, gaan wij ervan uit dat de besparingen eerlijk gespreid zijn over alle schouders en sectoren en — dat is voor ons zeer belangrijk — met vrijwaring van de zwaksten. Wij vinden er een aantal punten in terug die voor ons heel belangrijk zijn, de slimme inkrimping van het federale ambtenarenapparaat en het leger. Als men een rode draad moet zoeken in heel dit verhaal, dan is die rode draad voor ons solidariteit. Het gaat om solidariteit in een aantal maatregelen. In deze begroting is er extra aandacht voor groepen in onze samenleving die het, al dan niet tijdelijk, moeilijk hebben, zoals bijvoorbeeld gezinnen met gehandicapte kinderen en de mensen uit de landbouwsector

Anderzijds bevat deze begroting ook maatregelen voor het optrekken van de laagste pensioenen. Die solidariteitsgedachte vertaalt zich verder ook in een doorgezette strijd tegen fraude, in de 0,7 % die aan ontwikkelingssamenwerking wordt besteed en in de bijdragen die gevraagd worden aan sectoren die historisch gezien weinig belast zijn of aan sectoren die recent een beroep hebben moeten doen op de solidariteit van de maatschappij, zijnde de energiesector en de sociale sector. Die maatregelen zijn een daad van solidariteit.

Solidariteit brengt mij ook bij de gezondheidszorg en het beheer van de gezondheidszorg. Wij blijven pleiten voor een voorzichtig beheer van het budget van de gezondheidszorg. Het belangrijkste deel van de groei van dat budget wordt opzijgezet voor de toekomst. Het is positief dat daar een stuk bespaard is.

Deze begroting voorziet evenwel – ik spreek over het saldo 2010-2011 – in een totaal van 5 miljard extra aan transfers van de federale overheid naar de sociale zekerheid. We denken dat daar volgehouden inspanningen nodig zijn om onze sociale zekerheid te rationaliseren en te moderniseren. Waarom is dat belangrijk? Onze sociale zekerheid moet nog bestaan en een betrouwbare partner zijn wanneer de huidige jonge generatie er nood aan zal hebben.

U zal het van mij wel verwacht hebben: ik wil toch kort de nadruk leggen op de rol van CD&V in deze begroting. Wat opmerkelijk is en wat wij als fractie knap vinden van onze ministers in de regering – dat zal u niet verbazen – is hun keuze voor de moeilijkste besparingssoorten. Wat zijn de moeilijkste besparingssoorten in publieke financiën? Dat zijn besparingen waarin in het verleden al lang over gepraat werd, maar waar we weinig van hebben gezien, namelijk besparingen op de uitgaven. De groei werd niet verminderd, maar er vond een werkelijke besparing op de uitgaven plaats.

Ik denk dat het op dit punt toch belangrijk is om de bevoegdheid inzake Ambtenarenzaken van minister Vervotte en daarvoor minister Vanackere en de structurele inspanningen in dit domein te benadrukken. Dat gebeurde natuurlijk samen met minister De Crem en minister De Clerck, die aanzienlijke inspanning hebben gedaan.

Nog onder CD&V-bevoegdheid is de stijlbreuk inzake fraudebestrijding. Die stijlbreuk bestaat erin dat voor elke maatregel en initiatief in deze begroting een lijntje staat met een bedrag. Elk bedrag is gekoppeld aan een maatregel. Het is niet dat men op het einde van de som gekeken heeft hoeveel men nog nodig had, om vervolgens dat bedrag bij fraudebestrijding in te schrijven. De heer Devlies staat garant dat elk bedrag een specifieke maatregel vertegenwoordigt.

De strijd tegen fraude is heel belangrijk. Even belangrijk is het vermijden van fraude. Vanuit dit oogpunt mis ik in deze begroting het deel administratieve vereenvoudiging als doelstelling. Economisch herstel zullen we niet alleen bereiken met het uitvinden van extra cheques, ook al zijn die heel belangrijk.

Uit een werkgeversenquête bleek onlangs dat niet enkel financiële lasten van de overheid onze concurrentiekracht ondergraven, ook administratieve overlast doet hier zijn duit in het zakje. Ik citeer professor Moesen: "De competitiviteit van België valt of staat met de kwaliteit van zijn instellingen."

Omdat er te weinig schouders zijn om het overheidsoptreden te stutten, moeten er dringend meer schouders bijkomen. De sleutel daarvoor is een transparant en eenvoudiger ondernemersklimaat. De strijd voor administratieve vereenvoudiging is daarin een essentieel onderdeel.

06.88 Robert Van de Velde (LDD): Ik vind die holle bewoordingen altijd mooi. Leg mij dan eens uit waarom wij, als een van enige landen in Europa, accijnzen heffen op koffie en niet-alcoholische dranken. Wij moeten zelfs een uitzonderingsregel maken om de algemene wettelijke bepalingen van inning van accijnzen te omzeilen. Dat zorgt voor extra papierwerk.

Leg mij dan eens uit op welke manier u bezig bent met het organiseren van administratieve vereenvoudiging voor bedrijven.

06.89 Kristof Waterschoot (CD&V): Ik was erbij in de commissie toen u het onderwerp aansneed in uw pleidooi om dat af te schaffen.

Ik wil daar twee dingen duidelijk aan toevoegen. Wij hebben die uitzonderingsmaatregel gestemd. Dat moet u niet overdrijven. Daar blijven wij voor gaan. Dat is om budgettaire redenen. De minister van Financiën heeft dat in de commissie voldoende benadrukt. Dat is geen nieuw debat. Ten tweede, ik wil benadrukken dat ik de regering zonet opriep om daar verder werk van te maken. Ik ben het met u eens dat er nog veel efficiëntiewinsten te boeken zijn.

Er is een blijvende nood aan staatshervorming om een duurzame sanering van de overheidsfinanciën op langere termijn mogelijk te maken. Waarom is dit zo belangrijk? Vandaag worden de Gewesten en Gemeenschappen – goed voor hen - minder geplaagd worden door fluctuatie van het budget. Op termijn bestaat evenwel het risico dat er voor de federale overheid niet veel meer overblijft dan een lege huls. Een andere gewoonte van de federale overheid is om de deelstaten te doen opdraaien voor de financiering van allerhande bevoegdheden.

Nu, wij begrijpen dat de afschaffing van de zogenaamde usurperende bevoegdheden overleg met de Gewesten en de Gemeenschappen vraagt. Het heeft geen zin om die op een-twee-drie af te schaffen en alle lasten over te dragen, maar op langere termijn kan dat volgens onze fractie niet uitblijven.

Collega's, ik rond af. Ik stel vast dat de twee voorgaande sprekers begin 2009 de regering oproepen om een groter relancebeleid te voeren en er meer geld tegenaan te smijten, maar vandaag vragen naar verdere, zelfs draconische besparingen op dit moment. Dat lijkt ons geen goed idee. Het zou zeer slecht uitkomen. Wij moeten het pril economisch herstel dat zich vandaag aandient, koesteren. Mocht de regering echt forser bespaard hebben, dan zouden die stemmen die begin 2009 voor een groot relanceplan pleitten, als eersten de asociale gevolgen van de besparingen hier aangeklaagd hebben.

Wij kiezen ervoor, en wij verheugen ons erop, dat er een regering is die rijdt en omziet, die aanvangt met de begrotingssanering, maar die tegelijkertijd de economie voldoende zuurstof geeft, met maatregelen in de horeca en de bouw als voorbeeld.

Mijnheer de voorzitter, beste collega's, mijnheer de eerste minister, daarom kan CD&V niet anders dan de voorliggende begroting te steunen. Wij zullen ze dan ook goedkeuren.

06.90 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, messieurs et madame les ministres, chers collègues, comme mon prédécesseur vient de le dire très justement, toute la difficulté de ce budget était de replacer notre pays sur la voie de l'assainissement, de l'équilibre budgétaire et, en même temps, de ne pas "casser" la relance économique, autrement dit de permettre à l'activité économique de se déployer dans ce pays. En effet, la recette la plus sûre sur le plan budgétaire – et cela concerne tous les niveaux de pouvoir – c'est celle qui provient de la création de richesses, c'est celle qui provient du travail des hommes et des femmes, c'est celle qui provient de l'activité économique. Sans cela, tout est illusion.

Pour réussir ce budget, il fallait pouvoir concilier les économies nécessaires et les facteurs de relance. Il s'agissait de faire en sorte que l'activité économique puisse être soutenue dans ce pays. Et je pense que l'exercice est réussi.

Je comprends que, pour l'opposition, il ne soit pas particulièrement agréable de participer à ce débat. En effet, que faire d'autre que de replacer notre pays sur la voie de l'assainissement et de favoriser la relance économique puisque – nous le savons –, même si les premiers signes de relance sont visibles, les conséquences de la crise financière et de la récession mondiale sont bien là sur le plan de l'emploi. Il faudra donc payer des allocations de chômage supplémentaires. Il faudra peut-être constater des réductions de cotisations sociales dues à la réduction de la masse salariale. Nous sommes confrontés à ces difficultés. Le nier serait vain. La réalité est ce qu'elle est. Tout l'enjeu est, en même temps, de valoriser le travail, de favoriser l'activité économique, et donc de garantir la sécurité sociale et la solidarité dans notre pays. Ces trois objectifs sont rencontrés par le gouvernement et par la majorité qui le soutient.

Nous nous sommes résolument placés dans une perspective à long terme puisque, pour la première fois, nous abordons un budget sur deux années: 2010 et 2011. Il s'agit de la traduction d'une volonté de ne pas se satisfaire d'un budget purement conjoncturel et de tenir compte de la nécessité de se placer dans une perspective d'assainissement à long terme et donc, de rétablissement de l'équilibre budgétaire dans les prochaines années.

Ce qui me paraît important, c'est d'avoir évité le piège des taxations diverses et des impôts supplémentaires. C'était une recette facile que beaucoup avaient suggérée. Avant la confection de ce budget, nous avons même entendu toute une série de prévisions en la matière.

En effet, réduire le pouvoir d'achat des citoyens du pays par une taxation supplémentaire aurait évidemment contribué à une diminution de l'activité, piège qu'il fallait éviter. Nous l'avons fait puisque nous avons évité toute augmentation de la fiscalité. Nous avons également évité de pénaliser ceux qui investissent dans notre pays, les épargnants, en évitant les taxations supplémentaires en matière de précompte mobilier ou en matière de plus-values. Tous ceux qui travaillent et tous ceux qui investissent ne subiront donc pas d'augmentation de fiscalité au cours de ces exercices budgétaires.

Il en ira de même des sociétés puisque l'impôt des sociétés n'est pas non plus augmenté. Bien entendu, nous maintenons – et cela fera plaisir à M. Van der Maelen – le système des intérêts notionnels, ce qui lui permettra d'encore intervenir l'année prochaine sur le sujet, à contre-courant de tous les experts nationaux et internationaux en la matière! En effet, il est bien prouvé que ces intérêts notionnels favorisent l'attractivité des investissements dans notre pays.

Nous savons qu'il faudra orienter progressivement la fiscalité vers de nouvelles formes de taxation. Certains les appellent des taxations vertes. C'est une évolution nécessaire. Plus nous déchargerons les revenus du travail de taxes diverses, plus il faudra trouver des compensations; ces compensations seront notamment à trouver dans la fiscalité incitative, dans la fiscalité qui pénalise les comportements polluants.

Il s'agit donc d'une nouvelle forme de taxation qui n'est imaginable et envisageable qu'à partir du moment où elle ne fait que compenser une diminution de la taxation et de la fiscalité sur les revenus du travail. Nous serons particulièrement attentifs à la préservation, à l'avenir, des revenus du travail par rapport à une fiscalité déjà extrêmement forte dans notre pays, qui ne peut absolument pas augmenter.

L'effort financier de ce budget provient en effet du secteur bancaire. Je pense que M. Gilkinet a abordé le problème tout à l'heure. J'aimerais rappeler à cette occasion que la façon dont nous avons géré la crise financière dans notre pays est tout à fait exceptionnelle.

Je sais que nul n'est prophète en son pays, mais il est remarquable d'observer que plusieurs organismes internationaux (Fonds monétaire international et d'autres) ainsi que la presse internationale (comme le *Financial Times* encore dernièrement ou *Le Figaro*) ont clairement indiqué que la Belgique avait géré la crise financière de manière exceptionnelle.

D'ailleurs, l'argumentation de M. Gilkinet concernant les risques que représente la contribution du secteur bancaire en termes de prévisibilité ou de certitude est tout à fait symptomatique. En Belgique, nous avons la capacité de considérer que cette contribution du secteur bancaire est une contribution nette. En effet, notre pays n'a pas connu de faillites de banques.

Comme le rappelait M. de Donnea tout à l'heure, 150 banques sont tombées en faillite aux États-Unis. En Belgique, nous avons pu éviter cela. Le traitement de cette crise financière augure d'une grande prévisibilité par rapport à la contribution demandée au secteur bancaire.

06.91 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Monsieur Bacquelaine, on a effectivement pu éviter cela et je m'en réjouis, mais à quel prix? C'est la première question qu'il convient de se poser. Avec quelles conséquences sur le budget et sur les finances publiques à moyen terme, même si M. Reynders répète constamment que cela rapporte des intérêts?

Quand entamera-t-on cette réforme de notre système bancaire de façon à mettre en œuvre les conclusions de la commission Lamfalussy et éviter, à terme, que cela se produise. Notre pays, pas plus qu'un autre, n'est prémuni contre ce risque. Une série de propositions relatives à la séparation des métiers bancaires doivent être adoptées d'urgence. Si nous ne changeons pas fondamentalement les règles du jeu et la façon de fonctionner, nous ne sommes pas à l'abri d'une catastrophe. Mon espoir est de ne jamais devoir activer cette garantie bancaire. Tel était bien l'objet du débat que nous avons eu avec M. le ministre des Finances, il y a quelques minutes.

06.92 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur Gilkinet, les interventions de l'État dans le secteur bancaire et financier ont été menées de telle sorte que les recettes qui proviennent du système de garantie que nous avons mis en place équilibrent très largement les dépenses consenties. Donc, il n'y a pas de moins-values par rapport au budget de l'État eu égard à l'intervention de la Belgique. C'est même l'inverse.

Les chiffres ont été cités. Je n'y reviendrai pas, car on a beau répéter les évidences, lorsqu'elles ne plaisent pas – c'est le propre du système dogmatique –, on ne les avalise pas et on ne les enregistre pas. C'est regrettable!

Néanmoins, ceci n'enlève rien à la pertinence de votre remarque sur la réforme du système du contrôle prudentiel. Le gouvernement est évidemment d'accord à ce sujet. Dans le cadre des conclusions de la commission spéciale sur la crise financière, nous allons avancer très rapidement, au cours des prochains mois, sur le contrôle prudentiel des risques systémiques, sur la gestion appropriée par les autorités de surveillance en cas de crise systémique qui frappe des établissements de crédit ou lorsque nous débattons des mesures destinées à améliorer la politique d'encadrement des bonus et des parachutes dorés.

C'est évidemment nécessaire et il y a une très forte volonté du gouvernement pour agir dans ce sens.

J'en viens à la deuxième contribution après le secteur bancaire. Je regrette que M. Magnette ne soit pas là car nous avons eu quelques petits problèmes au moment de la discussion de la loi-programme, notamment par rapport aux questions que mon collègue, David Clarinval, a posées au ministre en charge de l'Énergie sur la contribution du secteur électrique.

Une contribution est bien évidemment établie pour Electrabel. Malheureusement, elle n'est pas aussi récurrente que celle du secteur financier, étant donné qu'elle n'est prévue que jusqu'en 2014. Il y a également ce fameux fonds pour le développement des énergies alternatives. Je vous avoue que certaines de nos questions sont restées sans réponse quant à la façon dont sera contrôlée l'effectivité de la mise en route de ce fonds. De ce fait, nous aurons certainement de nouvelles questions à poser et nous serons très attentifs à l'évolution. Autrement dit, il ne faudrait pas que ces 250 millions d'euros constituent un effet d'aubaine. Nous voulons être certains que ces 250 millions d'euros seront effectivement utilisés pour le développement des énergies alternatives. Nous ne manquerons donc pas de poser à nouveau la question en temps voulu.

La troisième source de financement provient de la lutte contre la fraude fiscale et contre la fraude sociale. C'est fondamental! Là aussi, il nous apparaît que cette fraude fiscale ou sociale est une injure aux travailleurs qui paient leurs impôts et leurs cotisations sociales. Pour nous, c'est une question d'éthique et de justice! Nous serons donc attentifs aux suites de la commission d'enquête sur la fraude fiscale qui seront nécessaires pour mener à bien ce projet en collaboration avec le gouvernement et faire en sorte que l'on puisse contribuer à l'équilibre budgétaire par le biais d'une lutte efficace contre la fraude fiscale et contre la fraude sociale.

Voilà les trois sources de revenus qui permettront d'alimenter le budget.

À côté de cela, nous pensons que le soutien à l'emploi, le soutien à l'activité économique va lui aussi alimenter le budget de l'État. C'est essentiel. Je l'ai dit au début de mon intervention: sans miser sur la création de richesses, il est vain de vouloir retrouver l'équilibre budgétaire dans notre pays. Nous devons donc tout mettre en oeuvre pour que l'activité économique puisse se développer.

Dans ce cadre, le secteur des PME et des indépendants est essentiel. Il faut donc mettre en confiance les futurs investisseurs et les futurs créateurs d'activité. C'est la raison pour laquelle nous attachons une telle importance au statut social des indépendants, non seulement pour une raison de justice mais aussi pour une raison d'efficacité économique. On ne peut demander à des personnes d'investir et de créer de l'activité économique tout en leur disant que, sur le plan de leur propre protection sociale, ils vont prendre d'énormes risques. Ce n'est évidemment pas compatible.

Madame la ministre, beaucoup a été fait au cours des dernières années pour améliorer progressivement le statut des indépendants et le rapprocher de celui des travailleurs salariés. De nouvelles mesures sont encore prévues pour 2010. Nous atteindrons enfin le principe de l'égalité des enfants, qui est important à nos yeux. La différence entre les allocations familiales des indépendants et des salariés va se résorber; c'est une avancée au niveau de l'éthique et de l'efficacité de l'activité économique. Il en va de même pour le système des pensions, nous arrivons progressivement à l'égalité. Nous serons attentifs au fait que toutes les mesures annoncées dans le cadre de la préparation de ce budget soient effectives.

La coexistence entre la vie professionnelle et la vie familiale des indépendants a également été prise en considération. Cela nous semble très important et nous estimons qu'il faut aider les indépendants qui rencontrent des difficultés dans leur vie familiale. Je pense par exemple à un enfant malade. Il faut que la protection de l'indépendant soit équivalente à celle du travailleur salarié.

Pour l'emploi salarié, nous nous réjouissons de la prolongation des mesures de relance économique et de la prolongation du chômage économique pour les employés; pour nous, c'était une mesure très importante. Nous notons la protection spécifique pour les ouvriers qui obtiendront une prime forfaitaire en cas de perte d'emploi. Sur le principe de l'égalisation des statuts des ouvriers et des employés, nous ne sommes pas opposés mais nous pensons que cela doit se faire dans la concertation et de manière progressive. Nous souhaitons que cette prime forfaitaire ne constitue pas un nouveau piège introduisant des discriminations entre les ouvriers vu que cette prime sera égale quel que soit le barème des ouvriers. Il y a certainement un affinage à réaliser à cet égard pour éviter des effets pervers.

Toujours dans le secteur de l'activité économique, les réductions de la TVA sont très importantes à nos yeux puisqu'elles touchent deux secteurs pourvoyeurs d'emplois, celui de la construction et celui de l'horeca. Dans ces deux activités, il y a énormément d'emplois à créer pour autant qu'on encourage la rentabilité économique de ces deux secteurs. Nous veillerons à ce que ces mesures prennent pleinement effet. Ceux qui paieront la note du réveillon du 31 décembre après minuit pourront bénéficier d'une réduction de la TVA de 21 à 12 %. Mais c'est le propre de cette soirée de veiller tard!

06.93 **Guy Vanhengel**, ministre: Il faudra d'abord lancer les cotillons et payer sa note ensuite, en 2010!

06.94 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ils paieront 12 % de TVA mais leur addition ne sera pas moins chère pour autant. Celui qui paiera vraiment, c'est l'État fédéral. Voilà la difficulté de l'équation proposée en termes d'effet retour de la mesure. Vous en savez peut-être plus que moi sur le sujet.

06.95 **Daniel Bacquelaine** (MR): Monsieur Gilkinet, que souhaitez-vous en la matière?

06.96 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Je souhaite que toute mesure induisant un défaut de recette pour l'État – que ce soient les intérêts notionnels ou la baisse de la TVA – s'accompagne d'un effet retour, soit par la création d'emplois, soit par un volume de transactions supérieur et des recettes plus élevées pour l'État, soit un meilleur contrôle du travail au noir, comme on nous l'annonce pour 2013. J'attends une contrepartie.

06.97 **Guy Vanhengel**, ministre: L'objectif est que l'exploitant du secteur horeca puisse un peu mieux gagner sa vie que maintenant et qu'on évite des faillites dans le secteur. Quel est le problème avec cette idée que le secteur horeca s'en sorte mieux grâce à une mesure du gouvernement? Qu'y a-t-il de mal à maintenir l'emploi du personnel qu'on aurait peut-être dû supprimer?

06.98 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je ne souhaite la faillite de personne et certainement pas des acteurs du secteur horeca. Je ne souhaite pas non plus la faillite de l'État en tant que tel. Je ne remets pas en cause sa capacité à agir pour mettre en place des politiques redistributives en matière de pension et pour investir.

Dans ce cadre, je demande au gouvernement, quand il prend une mesure qui engendre des recettes moindres, de m'expliquer quelle est son équation. (*Tumulte sur les bancs*)

Le **président**: Chers collègues, veuillez laisser poursuivre monsieur Gilkinet.

06.99 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il aurait fallu nous dire, par exemple, que cette fameuse "boîte noire", cette fameuse machine, qui devait être obligatoire en 2013, le sera à partir de 2010 pour éviter le travail au noir et faire rentrer de l'argent dans les caisses de la sécurité sociale, grâce à des rentrées supplémentaires liées à la diminution de TVA. Il s'agissait d'une équation effectivement intéressante. Mais ce n'est pas cela qui est avancé à ce stade.

06.100 Daniel Bacquelaine (MR): En fait, monsieur Gilkinet, si j'ai bien compris, vous avez mal à chaque fois que l'on diminue une taxe! Cela vous attriste. Pour nous, c'est plutôt l'inverse. À chaque fois qu'une taxe est diminuée, nous sommes plutôt contents. C'est ce qui nous différencie. Mais il faut qu'il y ait des différences!

06.101 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Moi, j'ai mal quand l'État a moins de moyens pour développer des politiques d'éducation, pour investir dans le transport par rail ou développer des politiques ciblées comme, par exemple, la diminution de l'impôt en fonction de certains investissements. Ce qui m'importe, c'est que les mesures prises bénéficient à ceux qui en ont le plus besoin. C'est une caractéristique de mon mouvement politique.

Par conséquent, je ne suis pas contre une diminution de TVA ou de taxe pour autant qu'elle soit orientée vers ceux qui en ont le plus besoin.

06.102 Daniel Bacquelaine (MR): On ne va pas polémiquer plus longtemps, mais j'ai bien compris que vous êtes triste à chaque fois que l'État a moins. Nous, nous sommes contents à chaque fois que le citoyen a plus. C'est une autre façon de voir les choses.

06.103 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): (...)

Le **président**: Monsieur Gilkinet, vous avez déjà eu l'occasion de vous exprimer.

06.104 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je sais, monsieur le président. Mais si l'État a moins, le citoyen a moins! Le citoyen qui aujourd'hui est pensionné et vit avec moins de 1 000 euros de pension, avec une pension inférieure au seuil de pauvreté et à qui on dit qu'il n'y a plus d'argent, parce qu'il y a des urgences sociales ...

06.105 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur Gilkinet, beaucoup de restaurateurs et de travailleurs du secteur horeca n'ont pas ou quasiment pas de pension!

06.106 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Mme Laruelle a très bien travaillé en la matière. Et beaucoup de ces gens gagnent très bien leur vie.

06.107 Daniel Bacquelaine (MR): Vous devriez plutôt vous réjouir avec nous que le gouvernement favorise l'emploi dans un secteur important, que le travail au noir soit découragé, que l'investissement soit favorisé et que les revenus de ce secteur engrangeront des rentrées fiscales et des cotisations sociales. C'est l'objectif qui est poursuivi. Nous voulons privilégier l'activité économique dans notre pays.

Je ne sais pas si Mme la ministre de la Santé nous rend visite ce soir.

Le **président**: Je ne le crois pas.

06.108 Daniel Bacquelaine (MR): C'est M. Delizée qui répondra pour elle?

Monsieur Delizée, voulez-vous transmettre mes propos à la ministre? J'ai déjà eu l'occasion de lui faire part d'un certain nombre de considérations budgétaires relatives à la sécurité sociale et à la santé.

La contribution de l'État et des citoyens de ce pays au secteur de la santé est importante. Cela fait partie de nos engagements au chapitre de la solidarité et de garantie d'une protection sociale forte pour tous nos concitoyens. Nous nous y associons très clairement. Cependant, nous souhaitons qu'une allocation des ressources favorise ceux qui souffrent le plus. Ce n'est pas toujours le cas.

Nous devons de plus en plus éviter la dispersion des moyens pour les concentrer davantage vers ceux qui affrontent les plus grandes difficultés. Voilà la vraie solidarité. C'est une solidarité effective à l'égard de ceux qui rencontrent des difficultés majeures qui mettent en péril leur perspective de vie et celle de leur famille. Les orientations qui sont prises vis-à-vis des malades chroniques et des patients souffrant de maladies graves sont les bonnes. Néanmoins, nous allons trop lentement dans cette direction. Il convient ainsi d'aller au-delà du maximum à facturer pour les maladies chroniques. Je dis souvent que la plupart des citoyens de ce pays ont de quoi payer les soins prodigués pour guérir un rhume ou une entorse. En revanche, on n'aide toujours pas assez ceux qui souffrent de maladies extrêmement rares et qui, bien qu'ils soient assurés, en subiront des répercussions (notamment budgétaires) dans leur vie familiale.

De la même façon, les médicaments innovants doivent être privilégiés. Des progrès énormes sont enregistrés et le seront encore dans un avenir très proche, mais ils vont coûter beaucoup d'argent.

Je pense aux maladies orphelines, aux maladies rares, aux maladies graves où des progrès substantiels sont en cours de réalisation; ils nous mettront devant une responsabilité également d'ordre éthique, car il nous faudra soigner avec les moyens disponibles tous les patients nécessitant ce type de traitement.

Je voudrais donc rendre attentive Mme la ministre au fait que nous serons particulièrement vigilants à cette allocation des ressources.

Je pense également aux PET-scans dans notre pays qui permettent des diagnostics extrêmement précis. En Belgique, il reste des appareils de diagnostic clandestins - c'est ainsi qu'il faut les appeler -; il faudrait régulariser cette situation au plus tôt. Certains hôpitaux disposent d'installations de diagnostic très efficaces, mais qui ne sont pas prises en compte par la sécurité sociale alors qu'elles rendent d'éminents services en matière de santé publique.

Voilà une série de remarques que je tenais à transmettre à Mme la ministre de la Santé.

Monsieur le premier ministre, j'en ai terminé. Je dirai simplement que le groupe MR soutiendra le gouvernement dans la présentation de son ou de ses budgets 2010 et 2011, précisément parce qu'ils garantissent le retour de notre pays vers l'assainissement budgétaire, à terme, tout en maintenant ou en favorisant la création d'activités économiques, donc en sauvegardant l'emploi et en assurant la solidarité.

De **voorzitter**: Ik had vooropgesteld dat we uiterlijk om 20 u 00 even zouden pauzeren. Het is nu 19 u 50. Ik stel voor dat we onze werkzaamheden onderbreken tot 21 u 00. We hernemen met collega Tobback.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering dinsdag 22 december 2009 om 21.00 uur.
La séance est levée. Prochaine séance le mardi 22 décembre 2009 à 21.00 heures.

*De vergadering wordt gesloten om 19.52 uur.
La séance est levée à 19.52 heures.*

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 52 PLEN 133 bijlage.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 52 PLEN 133 annexe.

